

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'APPROPRIATION DU TERRITOIRE ET LES EFFETS PERÇUS DE LA
DÉVITALISATION EN HAUTE-GASPÉSIE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN TRAVAIL SOCIAL

PAR
STÉPHANIE AHERN

NOVEMBRE 2013

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

*Y a des grèves autour de la mer
Des coquillages et du sel
Et de vieux marins qui ne voguent plus
Qu'on a débarqués mais qui sont repartis
Dans des voyages sans escale*

Félix Leclerc « La Gaspésie » 1951

RÉSUMÉ

Ce mémoire s'intéresse à la manière dont les habitants d'un territoire dit « dévitalisé » s'approprient leur territoire et aux effets perçus du phénomène de dévitalisation.

Nous savons que depuis une quarantaine d'années, les transformations socio-économiques des milieux ruraux ont amené ceux-ci à se redéfinir, se réinventer même. Toutefois, ces mutations du monde rural ne vont pas sans impacts, notamment pour les communautés habitant et ayant investi socialement ces milieux. En fait, un des principaux enjeux des milieux ruraux constitue la « dévitalisation ». Cette notion fait référence au « processus par lequel une collectivité territoriale est progressivement dépossédée de sa vitalité démographique, économique et sociale du fait de sa marginalisation et son exclusion par rapport aux espaces qui accaparent la croissance économique et ses retombées » (Vachon, 1991). Nous savons que l'exode des jeunes, tout comme le vieillissement de la population et la situation de sous-emploi sont des facteurs influents de la dévitalisation (Vachon, 1991). Toutefois, la littérature s'intéresse davantage aux impacts économiques du phénomène, ne s'intéressant pas spécifiquement à la perception des gens qui habitent les territoires dévitalisés.

En recueillant le point de vue de 6 Hauts-Gaspésiens, nous visons à donner une voix à ceux qui font l'expérience du phénomène de dévitalisation. Nous cherchons plus précisément à remettre les communautés dévitalisées au centre de la discussion sur la dévitalisation rurale au Québec. Ainsi, dans une perspective de développement local et régional, nous visons à « mettre en lumière » le point de vue des premiers concernés par la dévitalisation afin que cela permette, souhaitons-le, d'augmenter leur pouvoir d'action à l'égard des instances gouvernementales. En remettant en cause le modèle de développement actuel et en soulignant ses impacts sur les régions rurales, cette étude s'inscrit dans une approche d'économie sociale et elle rejoint en plusieurs points les valeurs du travail social.

Les informations recueillies auprès des participants permettent de comprendre qu'il existe une interaction entre les concepts d'appropriation, de territoire et de dévitalisation. Plus précisément, il en ressort que certains facteurs de la dévitalisation ont une influence sur l'appropriation matérielle, symbolique et politique des Hauts-Gaspésiens. On constate également qu'il existe un clivage populationnel dans la région, notamment entre les Hauts-Gaspésiens natifs et les *néo-ruraux*, puis que ces deux populations s'approprient différemment le territoire, notamment de par leur historique en lien avec celui-ci. Enfin, il semble qu'un des outils pouvant faciliter la revitalisation de la région implique que les deux tranches de population travaillent ensemble pour co-construire une Haute-Gaspésie à leur image en usant de leurs forces respectives.

Mots-clés : Perception, appropriation, territoire, dévitalisation, Haute-Gaspésie

AVANT-PROPOS

Ce mémoire s'inscrit dans un parcours professionnel, académique et géographique précis. En tant qu'intervenante dans un centre de crise montréalais, je suis confrontée quotidiennement au vécu des personnes souffrantes et marginalisées. La perception des gens quant à leurs difficultés est un outil essentiel pour intervenir. Mon approche, d'emblée systémique m'amène presque toujours à questionner les gens quant à leurs appartenances sociales et leur identité. Huit années d'expérience m'ont permis de constater que les situations de crise sont souvent liées à des questions d'appartenance, d'identité ou comme nous le savons déjà, de lien social. De plus, ayant une mère d'origine latino-américaine, j'ai toujours eu une grande sensibilité pour les questions d'appartenance géographique. C'est ce mélange de questionnements professionnels, d'intérêts, et d'origines ainsi qu'une grande envie de voyager, qui m'ont amené à m'intéresser à ce sujet. Née et habitant depuis toujours à Montréal, j'avais un soudain désir de m'éloigner des problématiques « urbaines » que je retrouvais en centre de crise puis de voir ce qui se passe ailleurs au Québec. Plus encore, une présupposition de longue date me laissait croire que les gens étaient plus heureux en région rurale qu'en ville. À cet effet, le programme de maîtrise en travail social de l'UQAM a su m'offrir la plateforme idéale pour réaliser une étude reliant toutes mes sphères d'intérêt. Voilà le contexte dans lequel a émergé mon sujet général de maîtrise.

C'est en 2004, lors d'un court voyage entre amis pour aller fêter le Nouvel An à Cap-Chat en Haute-Gaspésie, que je suis tombée amoureuse de cette région. De nombreuses discussions m'ont fait prendre conscience des difficultés que vivent les habitants de la place. Pour la première fois, je m'interrogeais sur le choix ambivalent que font tant de Hauts-Gaspésiens, soit le choix de partir ou de demeurer dans la région. Cela m'a permis de démentir ma présupposition de longue date, en me confrontant à la réalité difficile d'une région rurale dite « éloignée ». De retour à Montréal, j'ai entamé mes recherches et approfondi ma connaissance de la Gaspésie, des milieux ruraux et de ce phénomène qu'on appelle la *dévitilisation*. J'ai rapidement réalisé que les écrits confirmaient ce que j'avais vu et entendu de la part des gens lors de mon passage en Haute-Gaspésie. La réalité sociale et économique est difficile : taux de chômage élevé, exode des jeunes, vieillissement de la population, faible de taux de scolarité et bien plus encore. Cependant, constatant que les écrits n'abordaient pratiquement pas le point de vue des habitants et se limitaient à des études académiques ou gouvernementales, je suis restée sur ma faim. Comment les gens vivent-ils cette réalité? Sont-ils attachés à la Haute-Gaspésie? S'identifient-ils à elle? Mes

nombreux questionnements ainsi que mon intérêt ont sans doute été la motivation derrière ce mémoire.

Enfin, la réalisation de ce mémoire n'aurait été possible sans la contribution de ces personnes que je tiens à remercier très sincèrement. J'aimerais tout d'abord remercier mon directeur de maîtrise, M. Jean-François René, pour son soutien et ses précieux conseils. Jean-François, tu as su encadrer ma recherche tout en respectant mes objectifs personnels et je t'en suis très reconnaissante.

Je remercie également tous les participants et acteurs de la Haute-Gaspésie pour leur ouverture et la richesse de leurs témoignages. Votre contribution a permis de donner vie à ce mémoire. Je tiens à remercier l'aide précieuse de Thérèse Lepage, organisatrice communautaire en Haute-Gaspésie, d'abord pour son chaleureux accueil à mon égard puis pour son enthousiasme face à ce travail. Ton authenticité est inspirante.

Un gros merci à ma famille et à mes amis qui, de près ou de loin, m'ont toujours soutenu et encouragé à travers ce long processus. Je remercie mes parents de m'avoir transmis les outils nécessaires pour accomplir ce projet et surtout, de m'avoir toujours encouragé à devenir le meilleur de moi-même.

Enfin, un merci tout particulier à Solange, mon amour, mon roc. Tu as su tenir le fort lorsque je manquais de forces. Tu as cru en moi lorsque je n'y arrivais plus. Tu as accepté, plus d'une fois, de passer en deuxième après le mémoire. Je suis reconnaissante de tout ce que tu as compromis pour m'aider à réaliser ce projet. C'est un réel privilège de partager ma vie avec toi.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	iv
AVANT-PROPOS.....	v
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
LA PROBLÉMATIQUE DE RECHERCHE.....	3
1.1. Les territoires ruraux du Québec : Que se passe t-il.....	3
1.2. La dévitalisation rurale.....	5
1.2.1. Historique du phénomène.....	5
1.2.2. Les facteurs exogènes de la dévitalisation.....	6
1.2.3. Les facteurs endogènes de la dévitalisation.....	8
1.2.4. Localisation des municipalités dévitalisées.....	10
1.3. Région d'études : La Haute-Gaspésie.....	13
1.3.1. Portrait géographique.....	13
1.3.2. Portrait démographique.....	15
1.3.3. Portrait organisationnel et développement de la région.....	19
1.3.4. Portrait global: Y-a-t-il vraiment dévitalisation en Haute-Gaspésie?.....	21
1.4. La pertinence sociale et scientifique de la recherche.....	24
1.5. Objectifs et sous-objectifs de la recherche.....	24
CHAPITRE II	
LE CADRE THÉORIQUE.....	26
2.1. Le concept d'appropriation.....	26
2.1.1 L'appropriation symbolique et l'habitus environnemental.....	28
2.1.2. L'appropriation matérielle.....	34
2.1.3 L'appropriation politique.....	35

2.2. Le concept de territoire.....	37
2.2.1 Espace vécu et espace social	38
2.2.2 La géographie sociale.....	40
2.3. Le concept de dévitalisation	41
2.3.1 Le développement local.....	44
2.4. Schéma conceptuel.....	47
CHAPITRE III	
MÉTHODOLOGIE.....	49
3.1. Population à l'étude.....	49
3.2. Critères de sélection des participants et modalités de recrutement	49
3.3. Une recherche de type qualitative et une approche compréhensive	50
3.4. L'entretien de type ethnographique	50
3.5. Méthodes et procédures de recherche.....	51
3.6. Les notes de terrain.....	51
3.7. Méthodes d'analyse des données	52
3.8. Modalités de transmission des résultats	53
3.9. Limites de l'étude.....	53
3.10. Considérations éthiques, respect de l'anonymat et de la confidentialité.....	53
3.11. Moyens pour obtenir le consentement des participants.....	54
CHAPITRE IV	
RÉSULTATS DE LA RECHERCHE.....	56
4.1. Vivre en Haute-Gaspésie: Une question de choix?	56
4.2. Avantages et désavantages de la Haute-Gaspésie	58
4.2.1. Le rapport à l'espace	58
4.2.2. Le rapport à la communauté.....	60
4.2.3. Enjeux de pouvoir: Mobilisation, reconnaissance et attitude face au développement	67

4.3. Ce qui pose problème en Haute-Gaspésie	73
4.3.1. La diminution de la population.....	73
4.3.2. Le vieillissement de la population	76
4.3.3. Les pertes commerciales et le manque d'entrepreneuriat	77
4.3.4. La pauvreté	78
4.3.5. Le chômage: Manque d'emploi vs culture de chômage.....	79
4.4. Ce qui doit changer en Haute-Gaspésie: Éléments de revitalisation	80
4.4.1. Peupler la région.....	81
4.4.2. Changer les mentalités: Moins de stigmatisation et plus d'ouverture.....	83
4.4.3. La réappropriation politique de la communauté et l'investissement des élus	85
4.4.4. L'éducation et les exemples de succès.....	87
CHAPITRE V	
L'ANALYSE DES RÉSULTATS	89
5.1. La dévitalisation et les facteurs influents sur l'appropriation	91
5.1.1. Diminution de population et perte d'emploi: Impacts sur l'appropriation matérielle	92
5.1.2. Historique de la Haute-Gaspésie: Impact sur l'appropriation symbolique	94
5.2. L'appropriation politique d'un territoire divisé.....	97
5.2.1. Attachement commun à la Haute-Gaspésie.....	98
5.2.2. Deux populations, deux modes d'appropriation de l'espace	99
5.3. L'avenir de la Haute-Gaspésie: outils pour une revitalisation du territoire	102
5.3.1. Les néo-ruraux: l'espoir de repeupler la région	102
5.3.2. Le rôle du changement de mentalités dans la réappropriation du territoire.....	103
5.3.3. Outils pour une réappropriation symbolique: Les exemples et l'éducation	105
5.3.4. Outils pour une réappropriation politique: La communauté haute-gaspésienne	106
5.3.5. En guise de conclusion: les contributions et limites de cette étude	107
CONCLUSION	111

APPENDICE A	
DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE DU PRÉ-TERRAIN	115
APPENDICE B	
ENTREVUES AVEC INFORMATEURS-CLÉS, H-G OCTOBRE 2011	119
APPENDICE C	
ENTREVUES AVEC PARTICIPANTS, H-G AVRIL 2012.....	120
APPENDICE D	
FORMULAIRE DE CONSENTEMENT, OCTOBRE 2011	122
APPENDICE E	
FORMULAIRE DE CONSENTEMENT, AVRIL 2012	125
BIBLIOGRAPHIE	128

LISTE DES FIGURES

Figure 1.1 : Cercle de la dévitalisation	9
Figure 1.2 : Municipalités dévitalisées ayant un indice de développement inférieur à -5.....	11
Figure 1.3 : Municipalité régionale de comté de la Haute-Gaspésie.....	14

INTRODUCTION

Depuis une quarantaine d'années, le monde rural est en processus de restructuration (Jean, 1997). L'urbanisation et l'industrialisation ont contribué à remodeler inégalement la carte démographique du Québec, polarisant les ressources et la production dans les grands centres urbains, au détriment des régions rurales. La transformation socio-économique des milieux ruraux a donc amené ceux-ci à se redéfinir, se réinventer même. On parle aujourd'hui des « nouveaux territoires de la ruralité » (Jean, 1997). En fait, un des principaux enjeux des milieux ruraux dits « éloignés » constitue le risque de *dévitilisation*. Ce phénomène touche une grande proportion de territoires québécois et se traduit par une dégradation environnementale, sociale et politique (Vachon, 1994). Or, si ce phénomène intéresse bon nombre de chercheurs et politiciens, la littérature actuelle cible davantage les causes, conditions, enjeux et défis entourant la dévitilisation. Conséquemment, très peu d'écrits s'intéressent au point de vue des habitants quant à leur perception du territoire recomposé, la manière dont ils s'approprient celui-ci et leur expérience en tant qu'habitants d'un territoire *dévitilisé*.

En regard de notre trajectoire professionnelle et académique, puis du débat actuel sur la situation des régions rurales du Québec, il nous apparaît essentiel de recueillir la perception des personnes vivant sur les territoires dits *dévitilisés*. D'abord parce que ces personnes sont les premiers concernés par la situation, ensuite parce que nous pensons qu'une « mise en lumière » des effets perçus, permettra d'augmenter le pouvoir d'action de ces communautés à l'égard des instances gouvernementales. En remettant en cause le modèle de développement actuel et en soulignant ses impacts sur les régions rurales, cette étude s'inscrit dans une approche d'économie sociale et elle rejoint en plusieurs points les valeurs du travail social. Nous considérons également pertinent d'introduire la notion *d'appropriation du territoire* pour parler de la manière dont les gens se représentent, investissent et habitent le territoire avant d'interroger les effets perçus de la dévitilisation. En accordant une importance centrale aux représentations et à l'expérience des personnes vivant sur un territoire dévitilisé, nous cherchons à enrichir la compréhension que nous avons déjà des régions rurales dévitilisées. Nous souhaitons que cela donne lieu à des solutions plus durables, qui puissent davantage répondre aux besoins des populations visées.

Notre étude s'appuie donc sur le questionnement suivant : comment les habitants d'un territoire dévitalisé s'approprient-ils celui-ci et quels sont les effets perçus du phénomène de dévitalisation?

Afin de répondre à notre question de recherche, nous aborderons dans la première section, la problématique d'étude et plus spécifiquement les enjeux entourant les milieux ruraux dévitalisés et la région d'étude choisie, soit la Haute-Gaspésie. La problématique d'étude a été soutenue par une démarche pré-terrain, dont nous parlerons davantage dans la première section. Ce pré-terrain, qui a eu lieu en octobre 2011, a permis entre autres de compléter la problématique mais aussi de bonifier le cadre théorique de ce travail. Enfin, la première section conclura sur la pertinence sociale et scientifique ainsi que les objectifs de la recherche. Dans un deuxième temps, nous expliciterons le cadre théorique de la recherche qui s'appuie sur trois concepts-clés : appropriation, territoire et dévitalisation. L'apport des domaines de recherche de la géographie sociale et de développement local sera essentiel pour mieux comprendre le lien entre *l'appropriation du territoire* et *la perception de la dévitalisation*. *L'appropriation du territoire*, plus particulièrement la manière dont les gens investissent, habitent et se représentent le territoire, joue selon nous, un rôle central dans la perception qu'ont les habitants de la dévitalisation de leur territoire. Ainsi, nous considérons qu'une meilleure connaissance de la manière dont les habitants d'un territoire dévitalisé s'approprient celui-ci nous permettra d'enrichir la réflexion actuelle sur la dévitalisation. Nous enchaînerons avec le troisième chapitre qui explicitera la méthode de recherche utilisée. Les méthodes et procédures de recherche y seront abordées ainsi que la méthode d'analyse des données et les considérations éthiques. Ensuite, le quatrième chapitre portera sur les résultats de la recherche. C'est dans cette section que nous verrons apparaître les éléments permettant de répondre à la question de recherche. Enfin, c'est au cinquième et dernier chapitre que l'on procédera à l'analyse et la discussion des résultats. À travers cette analyse, nous tenterons de mettre en lien les résultats et le cadre théorique pour répondre à la question de recherche. Ensuite, nous ouvrirons sur les pistes de solution et de recherche tout en abordant les contributions et limites de cette étude. La conclusion permettra, en dernier lieu, de revenir sur les grandes lignes de ce mémoire et d'ouvrir sur l'avenir de la région étudiée.

CHAPITRE I

PROBLÉMATIQUE DE LA RECHERCHE

Le chapitre qui suit présente les grandes lignes de la problématique d'études. Celle-ci prendra principalement appui sur la littérature actuelle, mais sera aussi en partie alimentée par la démarche pré-terrain qui a eu lieu en Haute-Gaspésie en octobre 2011. La démarche pré-terrain avait comme objectif principal de questionner 3 informateurs-clés sur leur perception de la région. Nous avons choisi ces informateurs-clés entre autres parce qu'ils occupent des rôles sociaux et politiques importants dans la région et se montraient intéressés à partager leur perception de celle-ci. Étant tous des personnes très impliqués en Haute-Gaspésie, nous estimions qu'ils auraient une perspective plus globale de la situation en Haute-Gaspésie qui pourrait être intéressante pour bien saisir le contexte réel et actuel de la région. Effectivement, les informations recueillies auprès des informateurs-clés nous ont permis de retravailler et surtout de bonifier la problématique de recherche. Une plus longue description de la démarche méthodologique du pré-terrain se retrouve à l'appendice A (p.108).

Nous débuterons donc par un bref regard sur les grandes transformations du monde rural et les enjeux de l'espace rural au Québec. Ceci nous permettra de mieux situer et contextualiser le phénomène de dévitalisation. Ensuite, en reprenant les données quantitatives et qualitatives, nous explorerons les différents facteurs inhérents à ce phénomène. Finalement, nous dresserons un portrait du territoire à l'étude, soit la Haute-Gaspésie, en misant sur les enjeux et défis qui y sont présents.

1.1. Les territoires ruraux du Québec : Que se passe-t-il?

Les mutations qui traversent le monde rural depuis les cinquante dernières années ne vont pas sans impacts, notamment pour les communautés habitant et ayant investi socialement ces milieux. L'évolution du monde rural, tant au Québec qu'à travers le monde, a amené les populations à remettre en question leur compréhension de ce que signifie la « ruralité ». Si pendant des siècles, « ruralité » rimait avec « agriculture » on remarque aujourd'hui que la population rurale n'est plus majoritairement une population agricole. L'économie rurale a perdu sa dimension « d'autosuffisance » pour s'intégrer à l'économie nationale, voire mondiale (Jean, 1997), créant ainsi une importante remise en question du terme « rural ».

Comme le souligne Bruno Jean, les mutations se sont produites différemment dans chaque milieu rural, compte tenu du contexte particulier, du tissu social, du type de production agricole et de la

position géographique de chaque territoire. Il ajoute que « le monde rural contemporain s'est donc fortement différencié au point que la ruralité n'est pas une, mais multiple » (Jean, 1997). Chaque milieu a dû se reconstruire selon cette nouvelle réalité « post-agricole ». Majella Simard souligne l'impact qu'a eu l'urbanisation sur l'évolution démographique des milieux ruraux, surtout dans la période allant de 1956 à 2001. Selon l'auteur, ces années sont « davantage marquées par des périodes de fluctuation de la population rurale et par un élargissement des aires de dépeuplement » (Simard, 2006). Les nombreux changements liés entre autres à l'urbanisation contribuent à ce que les milieux ruraux se retrouvent « en processus de décomposition et de recomposition, de fragilisation et de renouveau, de délitement et de régénérescence » (Simard, 2003).

À cet effet, le ministère des Affaires municipales, des régions de l'Occupation des territoires (MAMROT) a publié plusieurs écrits, les plus importants étant le *Plan d'action Québec-Régions* (2005), la *Politique nationale de la ruralité 2007-2014* et le *Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées* (2008). Ces écrits ayant pour objectif général commun « d'assurer la pérennité des communautés rurales » (Politique nationale de la ruralité p. 13) visent généralement l'occupation dynamique du territoire, dans une perspective de développement durable (Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées 2008 : 5). Or, malgré les nombreuses initiatives gouvernementales visant à revitaliser les communautés rurales, la situation continue de se détériorer et la recomposition demeure un défi constant.

Cette recomposition des lieux nous amène à nous questionner sur la manière dont les gens s'identifient et s'approprient l'espace, comment se fait cette « recomposition des référents géographiques de l'identité » comme le mentionne Mathis Stock (2005)? Plus spécifiquement, et en tenant compte des grands changements qui ont traversé les milieux ruraux au Québec, nous cherchons à comprendre comment les habitants de milieux ruraux perçoivent leur territoire recomposé. Comment s'approprient-ils ce territoire recomposé?

En adoptant une perspective constructiviste, nous nous intéressons aux bases sur lesquelles se construit et se manifeste l'appropriation territoriale. Plus précisément, comment s'approprié-t-on un territoire qui a traversé tant de mutations, un territoire qui se redéfinit, qui se « dévitalise », qu'on dit en déclin? Pour répondre à ces questions, nous ferons appel aux écrits de Simard, Fortin et Tremblay (2009) et de Waldvogel (2006) qui explorent les dimensions matérielle, symbolique et

politique de l'appropriation de l'espace. Dans le cadre de notre recherche sur la perception des habitants quant à la dévitalisation de leur territoire, rappelons que nous visons à saisir d'abord comment ceux-ci s'approprient le territoire et ensuite les effets perçus de la dévitalisation. Regardons maintenant plus en détail ce phénomène qui atteint une grande proportion des territoires ruraux du Québec.

1.2. La dévitalisation rurale

Selon Bernard Vachon, spécialiste en développement local, la *dévitalisation* fait référence au « processus par lequel une collectivité territoriale est progressivement dépossédée de sa vitalité démographique, économique et sociale du fait de sa marginalisation et son exclusion par rapport aux espaces qui accaparent la croissance économique et ses retombées » (Vachon, 1991). Un retour dans l'histoire peut nous permettre de mieux comprendre l'enracinement du phénomène de dévitalisation.

1.2.1. Historique du phénomène

Comme mentionné précédemment, depuis une quarantaine d'années le monde rural est en processus de restructuration (Jean, 1997). Les nombreuses transformations socio-économiques ont contribué à remodeler la carte démographique du Québec. L'urbanisation et l'industrialisation ont entre autres grandement contribué à la *recomposition sociospatiale* des territoires (Jean, 1997). Or, si l'urbanisation au Québec prend son envol dans les années 1929, ce n'est qu'à partir des années 1960 que les mutations démographiques se font évidentes à travers la province (Simard, 2006). La recomposition des territoires se fait de manière inégale, polarisant les ressources et la production dans les grands centres urbains, au détriment des régions rurales. Bernard Vachon caractérise cette période comme le « déclin rural » (Vachon, 1994). Il précise qu'au début des années 1960, la dénatalité et l'exode entraînent une « décroissance démographique de la presque totalité des zones rurales ». Si un certain « retour à la terre » a été noté en 1970, amenant une hausse de migrations en milieu rural, la situation se détériore dans les années 1980. Ce sont les localités agroforestières qui ressentent davantage l'impact de cette décroissance. Comme nous le mentionnions antérieurement, jusqu'à cette époque, ruralité rimait avec agriculture. En conséquence, le remodelage démographique de la province met en péril de développement de plusieurs collectivités rurales qui vivaient de l'industrie agroforestière.

Dans son analyse des causes de la dévitalisation d'un territoire, Bernard Vachon soulève le paradoxe de l'économie actuelle, soit qu'elle génère simultanément richesse et pauvreté, les mutations économiques creusant le fossé entre ceux qui sont capables et incapables de s'y adapter (Vachon, 1994). La croissance, comme le souligne l'auteur, « s'accompagne d'un principe d'exclusion sélective » qui met de côté une grande proportion d'individus et de territoires qui « ne possèdent pas les aptitudes requises pour répondre aux exigences du système productif » (Vachon, 1994). Ainsi, c'est la marginalisation qui résulte de ce clivage.

En s'appuyant sur la théorie de Bernard Vachon, les points 1.2.2 et 1.2.3 présentent les facteurs exogènes et endogènes de la dévitalisation.

1.2.2. Les facteurs exogènes de la dévitalisation

Par définition, le terme « exogène » réfère à ce « qui provient de l'extérieur du phénomène, par opposition à endogène » (Larousse 2013). Dans le cas de la dévitalisation des milieux ruraux, Bernard Vachon utilise le terme « exogène » pour parler des changements structurels ayant « bouleversé la société et les organisations de production économique au cours des 40 et 50 dernières années » (Vachon dans Solidarité rurale du Québec 2006). Selon l'auteur, il existe trois grandes catégories de facteurs exogènes : les principes macro-économiques, les politiques de développement territorial et les contraintes géographiques. Certains exemples de ces facteurs sont les progrès technologiques, la hausse constante de la productivité et de la compétitivité, la mondialisation des marchés, la métropolisation de l'organisation territoriale et les politiques gouvernementales favorables à la concentration géographique du capital de production. Il ajoute que ces changements structurels ont conduit à des disparités territoriales qui entraînent les régions éloignées dans une spirale de déclin économique et social. On sait, par exemple, que des facteurs géographiques comme l'éloignement des grands centres urbains sont une contrainte importante. À cela s'ajoutent les principes macro-économiques dominants comme l'efficacité, la productivité et la mondialisation du marché. De plus, les choix politiques comme la fermeture et la fusion de municipalités ou les modes inéquitables de décentralisation des pouvoirs tendent à marginaliser davantage les territoires éloignés. D'ailleurs, nous reviendrons, en fin de chapitre, sur certains résultats de la démarche pré-terrain, notamment l'impact perçu des facteurs exogènes, selon les

informateurs-clés ayant participé aux entrevues. Pour le moment, revenons à Vachon, pour qui ces facteurs externes expliquent en grande partie la situation endémique de certaines régions rurales éloignées, entre autres parce que les mutations structurelles conduisent à une double réalité de « régions qui gagnent et régions qui perdent » (2006). Ainsi, si d'un côté, les régions rurales périphériques, soit qui se trouvent à proximité de centres urbains, voient leur population croître et le taux de chômage diminuer (MAMROT, 2006) de l'autre côté, le taux de chômage des régions éloignées ne cesse d'augmenter.

Depuis les années 1960, plusieurs stratégies gouvernementales ont été mises en place dans le but d'améliorer la situation difficile des régions rurales. Or, comme le mentionne Vachon, les politiques de développement territorial ne vont pas sans impacts négatifs pour les communautés. L'expérience du Bureau d'aménagement de l'Est-du-Québec (B.A.E.Q.) nous offre un exemple concret d'un facteur exogène ayant contribué à l'exclusion des territoires de l'Est-du-Québec.

L'expérience du B.A.E.Q : un facteur exogène déterminant

La région de la Gaspésie a toujours affiché un très bas revenu annuel moyen et une rareté d'emploi. De plus, elle est reconnue pour son taux élevé d'exode vers les grandes villes (Desjardins et Frenette 1999 : 666). En 1963, le gouvernement du Québec, sous l'autorité de Jean Lesage, décide de mettre sur pied un projet pilote visant le réaménagement et la réorganisation du territoire gaspésien. Ce projet « d'animation sociale » s'inscrit dans la pratique d'organisation communautaire de l'époque (Favreau et Fréchette, 2003). Tel que cité par Desjardins et Frenette (1999), le Cahier numéro 1 du *Plan de développement* du Bureau d'aménagement de l'Est-du-Québec (B.A.E.Q) stipule que l'objectif principal du projet est d'aider les citoyens de la région à atteindre un « niveau de vie régional comparable à celui de l'ensemble du Québec sans avoir à recourir, de façon massive, à des mesures de redistribution des richesses sous forme de transferts gouvernementaux » (Cahier 1 : Plan de développement B.A.E.Q dans Desjardins et Frenette 1999 : 666). Appuyés par un budget de 4 000 000 \$, une équipe de chercheurs et d'enquêteurs étudient et analysent la région de la Gaspésie afin d'arriver à un plan de développement. C'est en 1968 qu'est entamée la réalisation du plan. Toutefois, l'ambition première de développer le territoire échoue rapidement. Desjardins et Frenette (1999) expliquent l'échec du B.A.E.Q par deux principales raisons, d'abord, le budget alloué pour le projet n'aurait pas été réparti efficacement par les fonctionnaires au poste, puis deuxièmement,

l'objectif initial du B.A.E.Q, visant la participation de la population au projet n'a pas été respecté. Les auteurs soulignent que seulement 1.5 % de l'ensemble de la population concernée a été consulté.

Le bilan du projet-pilote du B.A.E.Q n'est pas des plus positifs et les moyens préconisés pour atteindre les objectifs ont été grandement critiqués. Un des exemples qui en ressort demeure la fermeture des paroisses et localités de *l'arrière-pays*, soit des zones éloignées de la route principale. Des milliers d'habitants ont été relocalisés plus près des pôles de développement tels Gaspé, Ste-Anne-des Monts, Matane et même dans la ville de Rimouski, située dans le Bas-St-Laurent. Des maisons et paroisses ont été brûlées puis les gens ont été forcés de quitter leur milieu de vie. Desjardins et Frenette (1999) nous rappellent qu'à cette époque, « pour les planificateurs du B.A.E.Q, l'avenir passe par l'urbanisation ».

Ceci dit, si les moyens utilisés par le B.A.E.Q ont laissé des séquelles chez bon nombre de Gaspésiens, il semble toutefois qu'une « conscience régionale » ait été éveillée (Desjardins et Frenette, 1999). Depuis l'expérience du B.A.E.Q, plusieurs revendications ont été faites afin de faire reconnaître la Gaspésie comme région autonome et des groupes populaires se sont mobilisés pour prendre en charge localement, le développement de leur région.

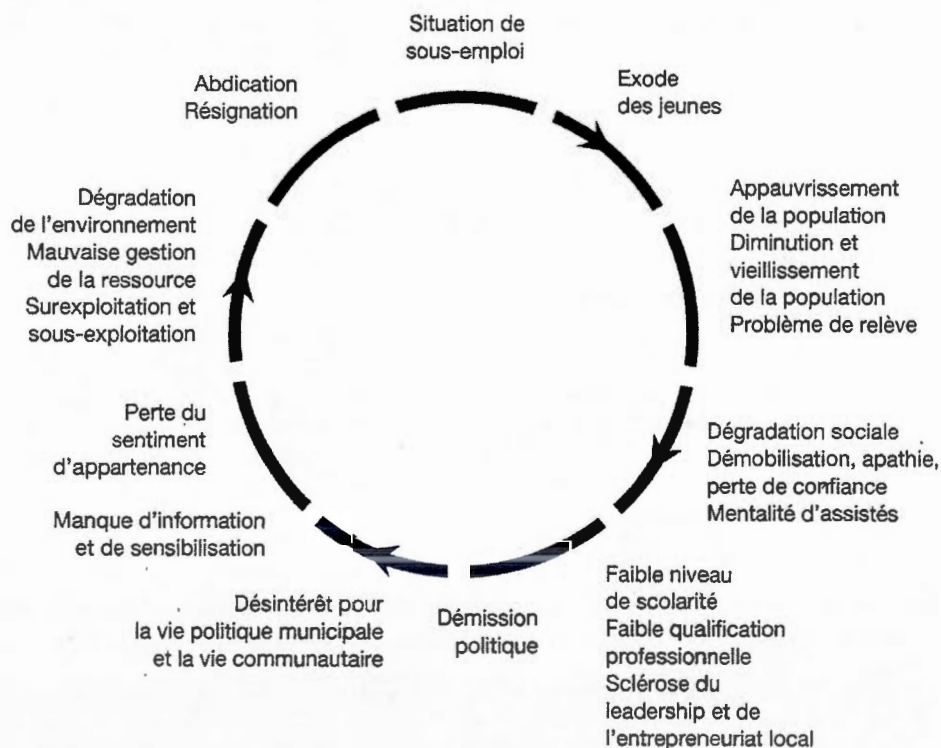
Le B.A.E.Q demeure aujourd'hui un des facteurs exogènes importants dans le cercle de la dévitalisation. Ayant eu d'abord l'ambition de revitaliser le territoire, l'utilisation de moyens de développement « par le haut » a sans doute laissé un goût amer dans la mémoire collective des Gaspésiens.

1.2.3. Les facteurs endogènes de la dévitalisation

En plus des facteurs *exogènes*, il y a également les éléments internes d'une région donnée, appelés facteurs *endogènes*, qui viennent accélérer le processus de dévitalisation de ces communautés déjà fragiles. Selon Vachon, « les facteurs endogènes prennent en quelque sorte le relais des facteurs exogènes », car ils « découlent de la dégradation quantitative et qualitative des communautés locales victimes de la concentration des forces économiques et démographiques dans quelques pôles

centraux » (Vachon dans Solidarité rurale du Québec, 2006). Vachon présente ces facteurs dans son cercle de la dévitalisation, que nous retrouvons ci-dessous. Au-delà de leur présence dans le graphique, nous avons pu également observer ces facteurs sur le terrain. À cet effet, la section 1.3 présentera la région d'études choisie, la Haute-Gaspésie. Cette section dressera le portrait géographique, démographique et socio-économique de la région et présentera les facteurs endogènes de la dévitalisation ayant été documentés lors de la démarche pré-terrain. En l'occurrence, nous verrons comment se retrouvent sur le terrain, l'ensemble des facteurs endogènes du cercle de la dévitalisation de Vachon. Cependant, pour l'instant, limitons-nous au graphique qui illustre le « processus endogène de la dévitalisation à partir d'une situation de sous-emploi chronique créée par la combinaison de facteurs exogènes » (Vachon, 1994 et 2006).

Figure 1.1 : Le cercle de la dévitalisation locale



Source : Bernard Vachon (1994) « Le développement local, théorie et pratique », p.43

Le graphique élaboré par Vachon permet de cibler les principaux facteurs internes ou endogènes, qui contribuent à la dévitalisation. L'auteur précise que c'est la « conjugaison des facteurs exogènes

et endogènes qui conduit à la désintégration des collectivités locales en tant que milieu de vie, de travail et de décision » (Vachon dans Solidarité rurale du Québec, 2006). Face à ce graphique, on s'aperçoit entre autres que les facteurs endogènes touchent d'emblée les sphères sociales des communautés dévitalisées. Ajoutons que les impacts de ces facteurs, notamment les effets perçus par les habitants de territoires dévitalisés, ont été moins bien documentés dans la littérature ou tout simplement non recensés. Devant cette réalité, la question se pose : comment une communauté vivant sur un territoire dévitalisé perçoit-elle, vit-elle ces facteurs endogènes? Cette question est à la base de notre problématique de recherche. Par contre, avant d'y répondre, prenons le temps de comprendre d'où vient la typologie des municipalités dévitalisées et comment celles-ci ont été ciblées par l'État. La section suivante dresse un portrait de la localisation des municipalités dévitalisées du Québec et indique quelles régions sont les plus touchées actuellement par le phénomène.

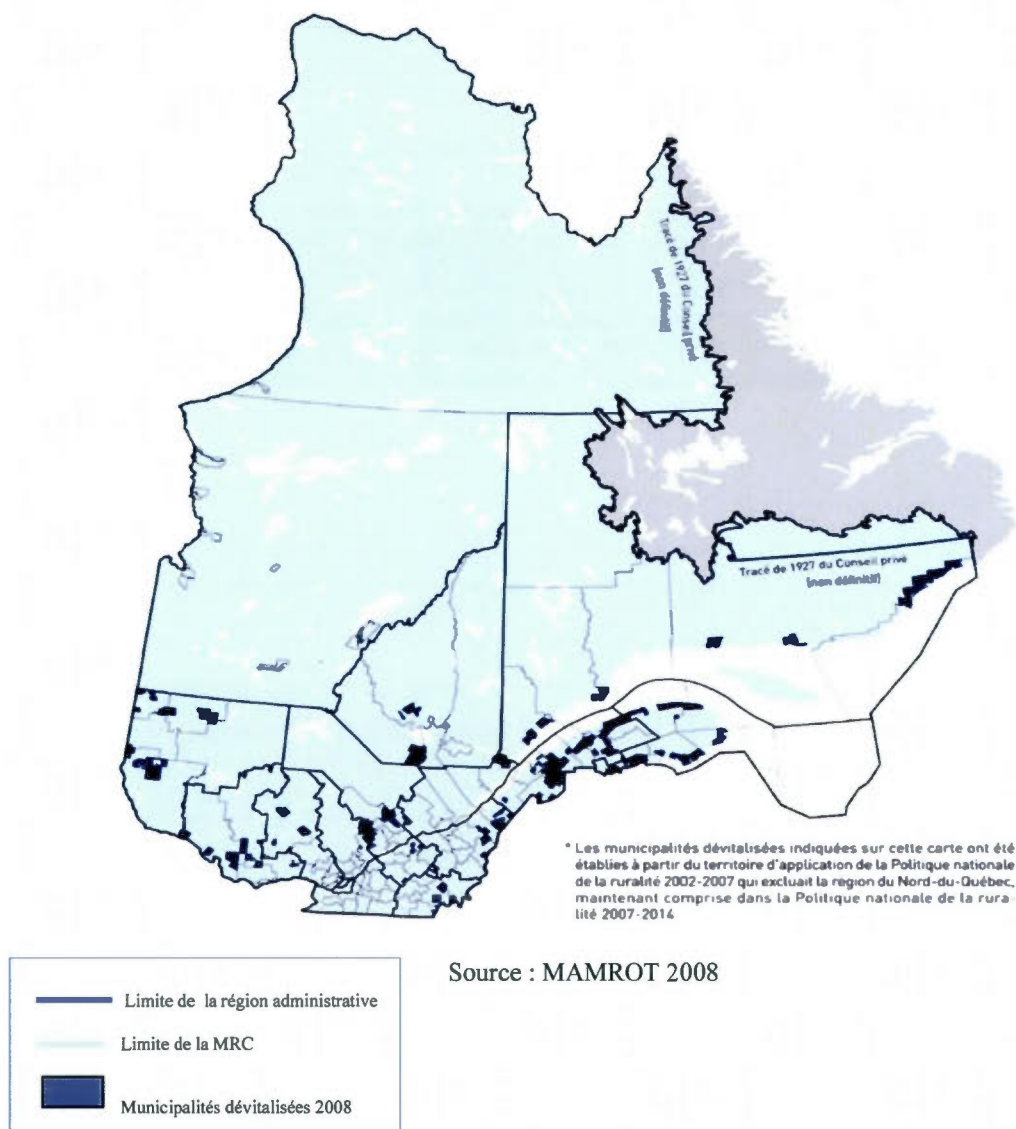
1.2.4. Localisation des municipalités dévitalisées

En 1996, prenant appui sur la théorie de Vachon, le ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR) conçoit un indice de développement des communautés à partir de sept indicateurs statistiques. Cet indice de développement permet de cibler 171 municipalités dites « dévitalisées » en 2001 puis 152 municipalités en 2006 (Groupe de travail sur les communautés dévitalisées 2010). Ainsi, dans le cadre du Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées (MAMROT, 2008) le ministère vise à revitaliser les municipalités présentant un indice de développement inférieur à -5. Si l'on constate que de 2001 à 2006, le nombre de municipalités présentant un tel indice de développement a diminué, les améliorations touchent surtout des municipalités qui se trouvent à proximité de grands centres urbains. Force est de constater qu'en terme de développement, les municipalités éloignées continuent de régresser.

Selon les données de recensement de 2006 et du Plan d'action du MAMROT, les municipalités dévitalisées se trouvent réparties dans 14 régions administratives et concentrées dans les régions du Bas-St-Laurent, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, de la Côte-Nord ainsi que dans la périphérie des régions de l'Abitibi-Témiscamingue, du Saguenay-Lac-St-Jean et de l'Outaouais (MAMROT, 2008). C'est cependant dans les régions de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et du Bas-St-Laurent qu'on retrouve le plus grand nombre de municipalités dévitalisées, totalisant 65 262 habitants. La

figure 1.2 nous montre la répartition des municipalités dévitalisées dans les diverses régions de la province.

Figure 1.2 : Municipalités dévitalisées ayant un indice de développement inférieur à -5, selon les données du recensement de 2006



Source : MAMROT 2008

Direction du bureau municipal de la géomatique et de la statistique.
 Gouvernement du Québec

En regardant la figure 1.2, on remarque que plusieurs municipalités dévitalisées sont réparties presque également à travers la zone sud de la province, cependant il demeure qu'une grande

proportion de ces municipalités se retrouve concentrée dans la péninsule gaspésienne. Soulignons également que si 8 % des municipalités dévitalisées comptent moins de 1000 habitants, il y existe tout de même une proportion de municipalités qui comptent des milliers d'habitants et qui détiennent un indice de développement inférieur à -5. La région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine par exemple, compte 12 municipalités de plus de 1000 habitants et ayant un indice de développement inférieur à -5. Parmi ces municipalités se retrouve Ste-Anne-des-Monts, considérée comme « la plus grande ville dévitalisée du Québec » (Caron, Régys, 2010). Comptant 6772 habitants en 2006, cette municipalité centrale à la région de la Haute-Gaspésie affiche un indice de développement de -6.5. À ses côtés se retrouve Cap-Chat, comptant 2777 habitants et ayant un indice de développement de -7.65.

Selon le rapport Côté, alors que la population du Québec augmente, celle de la Gaspésie et des Îles de la Madeleine est en constante décroissance (Côté, 2007). Tel que mentionné dans l'introduction, nous avons depuis plusieurs années, un intérêt grandissant pour la région de la Haute-Gaspésie. Or, au-delà de notre intérêt, les données confirment que cette région vaut la peine d'être recherchée, étudiée, investie scientifiquement. Depuis plusieurs années, la Haute-Gaspésie fait face à des défis majeurs, notamment en lien avec la dévitalisation de plusieurs municipalités. Toutefois, le concept de dévitalisation n'a pas été étudié du point de vue de ceux et celles qui en font l'expérience, soit les habitants de territoires dévitalisés. Dans le cadre de cette recherche, nous postulons que pour parler d'*expérience* ou de *perception* de la dévitalisation, il faut d'abord parler d'*appropriation du territoire*. La notion d'appropriation est donc centrale dans cette recherche et nous permettra de mieux comprendre le lien qui existe entre les habitants de la Haute-Gaspésie et leur territoire, un lien qui selon nous joue un rôle central dans la perception qu'auront ces habitants quant au phénomène de dévitalisation de leur territoire.

Enfin, puisque notre projet de recherche s'intéresse à l'appropriation d'un territoire dévitalisé et aux effets perçus du phénomène de dévitalisation, il nous apparaît très pertinent de nous centrer sur la région de la Haute-Gaspésie. L'indice du MAMROT quant à la dévitalisation de la Haute-Gaspésie soulève l'importance de s'attarder à cette région puisque sa dévitalisation n'est pas uniquement économique, mais qu'elle est aussi sociale et politique. D'ailleurs, dans le cadre de cette étude, l'indice du MAMROT apparaît comme un indicateur crédible de la dévitalisation et nous le considérons comme pertinent notamment puisqu'il rejoint les trois dimensions de l'appropriation

qui seront utilisées dans cette recherche. Pour ces mêmes raisons, lorsqu'on parle de *dévitisation*, c'est la définition de Bernard Vachon (1993), reprise par le MAMROT, que nous avons choisi de retenir dans le cadre de cette recherche. À présent, prenons le temps de dresser un portrait de la région haute-gaspésienne.

1.3. Région d'études : La Haute-Gaspésie

La section suivante dresse un portrait géographique, démographique et organisationnel de la région haute-gaspésienne en prenant appui sur les données quantitatives existant à ce sujet ainsi que sur les données qualitatives recueillies lors de la démarche pré-terrain, menée du 10 au 17 octobre 2011.

1.3.1. Portrait géographique

La MRC de la Haute-Gaspésie est composée de 9 municipalités locales : Ste-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine, St-Maxime-du-Mont-Louis, Mont-St-Pierre, Rivière-à-Claude, Marsoui, La Martre, Ste-Anne-des-Monts, Cap-Chat et Mont-Albert (Figure 1.3). En 2006, la Haute-Gaspésie comptait au total 12 154 habitants (Dubé et Parent, 2007). Les municipalités les plus peuplées sont Ste-Anne-des-Monts (S.A.D.M) comprenant environ 7000 habitants et Cap-Chat avec 2700 habitants. (Dubé et Parent, 2007).

Figure 1.3 : MRC de la Haute-Gaspésie



Source : CLD de la Haute-Gaspésie

Les caractéristiques régionales

La figure 1.3, illustrant MRC de la Haute-Gaspésie, permet de visualiser la topographie de la région. On y voit la répartition de l'espace, les nombreux villages, mais surtout, il est difficile de ne pas remarquer la présence de la mer et de la forêt. D'ailleurs, on décrit souvent la région comme étant *entre mer et montagnes*, notamment parce que la route 132, qui longe la région et qu'il faut nécessairement se déplacer, se retrouve coincée entre la mer et les hautes falaises. Ainsi, dès qu'il faut se déplacer sur le territoire, on se retrouve immergé d'un paysage sublime.

Lors de notre passage en Haute-Gaspésie en octobre 2011, nous avons questionné nos trois informateurs clés quant aux caractéristiques régionales. À cet effet, un des informateurs-clés a répondu que les trois particularités de Haute-Gaspésie sont **la force, la liberté et la beauté**. Ceci nous a rappelé qu'en mars 2011, lors d'une entrevue exploratoire dans le cadre d'un cours, le participant interviewé nous avait également parlé de ces 3 caractéristiques régionales. Nous constatons que cette fois-ci, deux informateurs-clés abordaient ces trois particularités, mettant davantage l'accent sur la beauté de la région. D'ailleurs, une des personnes rencontrées parle plus

précisément de la nature qu'elle considère à la fois belle et violente. : « ... c'est un peu plus sauvage, c'est un peu plus rustre comme nature (rires) des fois même violent, mais dans tout ça il y a une beauté extraordinaire aussi » (Informateur-clé 3).

Finalement, lors du pré-terrain, nous avons également questionné les gens par rapport aux différences entre le nord et le sud de la péninsule gaspésienne. Ce qui en ressort c'est que ce sont deux mondes. La Haute-Gaspésie est considérée comme plus rustre. Un sujet dit même que la Haute-Gaspésie est le « canard boiteux » de la Gaspésie. Le côté sud est également plus connu que le nord.

1.3.2. Portrait démographique

La section suivante s'appuiera sur des données quantitatives ainsi que sur les données recueillies lors du pré-terrain pour aborder des éléments de la problématique liés à la démographie de la Haute-Gaspésie. Il sera surtout question de la décroissance démographique dans la région où nous présenterons les données statistiques, mais aussi les impressions des trois Hauts-Gaspésiens interviewés, quant au rapport de la population vis-à-vis du territoire et au phénomène d'exode des jeunes.

La décroissance démographique : Exode des jeunes et dénatalité

Depuis plusieurs années, la Haute-Gaspésie est grandement touchée par la décroissance démographique.

Pendant que la population du Québec connaît une croissance démographique depuis les vingt-cinq dernières années, celle de la Haute-Gaspésie, comme celle de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine ne cesse de décroître [...] de 15 449 habitants en 1981, la population de la Haute-Gaspésie est passée de 12 154 en 2006, une baisse qui selon les projections démographiques devrait se maintenir d'ici les vingt prochaines années pour s'établir à 10 252 en 2026. (Dubé et Parent, 2007)

À cet effet, les auteurs font ressortir trois facteurs influençant fortement la démographie du territoire, soit la mortalité, la dénatalité et l'exode des jeunes. Ils constatent que le remplacement

naturel de la population est compromis par la baisse de fécondité et la migration des jeunes vers d'autres régions. Dubé et Parent ajoutent que la baisse de fécondité est aussi grandement liée au départ massif des jeunes en âge de procréer. (Dubé et Parent, 2007).

En 2002, le Groupe de recherche sur la migration des jeunes a mené une étude quantitative sur l'échelle du Québec afin de mieux saisir la mobilité géographique des jeunes Québécois. Les auteurs notent que les principaux motifs de départ des jeunes vers les villes sont d'abord pour poursuivre les études (45.5 %) ensuite pour vivre leur vie (38. 5 %) et finalement pour le travail (13.2 %) (Leblanc et al., 2002). Quant au profil de la population qui quitte vers les villes, les auteurs remarquent trois caractéristiques principales. D'abord, la migration des jeunes augmente avec l'âge, c'est-à-dire qu'il y a plus de migration dans la tranche des 30 à 34 ans que chez les plus jeunes. Deuxièmement, ils notent que les femmes migrent plus que les hommes et finalement, les plus scolarisés auraient plus tendance à la mobilité (Leblanc, Mercier, Gauthier et al., 2002). Ces données permettent une meilleure compréhension de ce phénomène important. À partir de ces études, il est possible d'établir que ce sont majoritairement des femmes, plus scolarisées, âgées entre 30 et 34 ans qui migrent vers les villes afin de poursuivre leurs études. D'ailleurs, les auteurs soulignent que malgré le fait que le niveau de scolarité en Haute-Gaspésie demeure inférieur à celui du Québec, il y a eu, depuis les années 1990, une hausse du niveau de scolarité chez la population, notamment chez les femmes.

Lors du pré-terrain, nous avons demandé aux informateurs-clés, comment ils expliquent le phénomène d'exode des jeunes. Un d'entre eux répond que l'exode est dû au manque d'emplois alors qu'un autre lie cela à la baisse d'exploitation des ressources primaires comme la fermeture des mines ou le plan de la Baie-James et de la Côte-Nord. Ces données qualitatives rejoignent les données du rapport Dubé et Parent qui s'entendent sur le contexte plutôt difficile de la Haute-Gaspésie. Effectivement, en ce qui concerne le taux d'emploi chez la population de 15 ans et plus, ils remarquent que celui-ci demeure nettement inférieur à celui des Québécois. (Dubé et Parent, 2007). Il va de même pour le revenu annuel moyen des Haut-Gaspésiens qui, en 2003, était de 36 % inférieur à celui des Québécois (es).

Population haute-gaspésienne : Le rapport au territoire

Dans le cadre de cette recherche, le rapport au territoire fait référence à l'attachement qu'ont les gens envers l'espace qu'ils habitent. On peut relier ces termes à ceux de *sentiment d'appartenance* ou tel qu'il en sera question dans le cadre théorique, *d'appropriation*. Au cours de cette étude, nous utiliserons davantage le concept d'appropriation. Toutefois, pour le moment, nous considérons qu'il est important de recenser ce qui, dans la littérature actuelle, se rapproche le plus de notre concept clé. Dans ce cas, c'est le niveau de sentiment d'appartenance des Gaspésiens. Ainsi, nous présenterons d'abord brièvement les résultats obtenus par le rapport Dubé et Parent (2007) pour ce qui est du sentiment d'appartenance et du soutien social de l'ensemble des Gaspésiens. Ensuite, nous verrons comment les Haut-Gaspésiens s'identifient à la région et quel rapport ils entretiennent avec celle-ci.

[...] en 2003, plus de 75 % des gens de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine ont un sentiment d'appartenance plutôt fort ou même très fort à leur communauté locale, une proportion beaucoup plus élevée que celle obtenue par la population québécoise (56 %). (Dubé et Parent, 2007 : 17)

L'étude menée par Dubé et Parent permet de constater que malgré le contexte socioéconomique et démographique difficile, les Gaspésiens sont plus nombreux que l'ensemble des Québécois à avoir un fort sentiment d'appartenance à leur communauté et un niveau très élevé de soutien social (Dubé et Parent, 2007 : 17). Une étude menée en Abitibi en 1990 démontre que le sentiment d'appartenance des habitants est d'autant plus affirmé lorsqu'ils se sentent « oubliés et délaissés », soit parce qu'ils habitent une région « très périphérique », une région « éloignée », comme il en sera question dans ce mémoire, ou bien parce qu'ils sont socialement marginalisés (Gumuchian, 1991).

Lors de la démarche pré-terrain, nous avons questionné les gens quant à leur appartenance à la Haute-Gaspésie et comment cela joue sur le rapport au territoire. Ce qui est ressorti davantage des entrevues exploratoires c'est que les trois informateurs-clés s'identifient fortement à la Haute-Gaspésie. Tous disent se sentir très attachés à la région et s'identifient comme Haut-Gaspésiens plutôt que comme Gaspésiens. Cependant, selon deux d'entre eux il existe aussi une « faiblesse identitaire » chez les Haut-Gaspésiens, notamment parce qu'ils ont longtemps été définis par autrui, par « l'étranger ».

L'étranger, l'étrange, ce qui est extérieur, ce qui est exogène, nous a définis. Mais c'est parce qu'on a accepté d'être définis par eux, alors quand on se laisse définir par l'étranger, c'est qu'on perd son identité. Et on l'a perdu notre identité. On l'a perdu...
(Informateur-clé 1)

Cette même personne parle longuement de l'âme haute-gaspésienne et comment celle-ci est présente dans la personnalité des gens, dans le patrimoine bâti et dans les paysages, rappelant le lien entre le sentiment d'appartenance et le rapport au territoire. Pour un autre participant, la faiblesse identitaire des Hauts-Gaspésiens représente une opportunité, car elle indique que la table est rase et qu'il est maintenant possible de « créer à partir de nous-mêmes, de nos propres expériences, sans chercher le type de développement qui s'est fait ailleurs » (Informateur-clé 3). En ce qui concerne le choix de s'installer en région, il n'y a qu'un informateur-clé qui en parle, notamment parce qu'il est le seul participant non natif de la région. Il explique que sa décision de s'installer en Haute-Gaspésie a été un choix de vie en lien avec ses valeurs personnelles. Il explique avoir voulu s'investir dans la région, qu'il y voyait du potentiel, des opportunités.

Ensuite, lorsque nous questionnons la perception des Hauts-Gaspésiens face au territoire, les réponses sont riches. Précisons que nous avons demandé aux personnes rencontrées de nous parler de la perception, selon eux, de la population haute-gaspésienne. En l'occurrence, nous avons eu accès à *leur* perception des Hauts-Gaspésiens. Cela nous a permis de constater un élément important de la problématique, soit qu'il y a un clivage populationnel en Haute-Gaspésie, entre les natifs et les « néo-ruraux ». Ce clivage sera abordé plus loin, lorsque nous présenterons les résultats de la recherche. Mais pour l'instant, mentionnons simplement qu'il y a présence de deux tranches de population en Haute-Gaspésie. Ainsi, en ce qui concerne le rapport de la population au territoire, un des informateurs-clés interviewés explique que les natifs de la Haute-Gaspésie sont généralement considérés comme des « pessimistes ». Il explique que ceux-ci n'ont pas d'espoir, ne trouvent pas qu'il y a un avenir ici et ont tendance à dévaloriser le territoire. Toutefois, une personne a l'impression que les natifs apprécient le contact avec la nature et que malgré leur aliénation, ils apprécient tout de même ce qui attire les néo-ruraux ici. Finalement, en ce qui concerne le rapport des néo-ruraux au territoire, selon un des informateurs-clés ceux-ci ont tendance à voir beaucoup plus le potentiel de la région que les natifs.

En terminant, on s'aperçoit que les données recueillies lors de la démarche pré-terrain nous ont permis de bonifier le portrait de la région étudiée. Les données qualitatives, jumelées aux données quantitatives, ont contribué à dresser un portrait beaucoup plus fidèle de la réalité du terrain. Passons maintenant au portrait organisationnel de la région d'études.

1.3.3. Portrait organisationnel et développement de la région

La Haute-Gaspésie comporte un éventail d'organismes offrant des services à la population. Nous dresserons ici un bref tableau des institutions, organismes et projets de développement présents sur territoire haut-gaspésien. Nous aborderons brièvement les tensions existantes dans la communauté face au développement : sa vision et ses approches. Notons que la grande majorité des organismes desservant la Haute-Gaspésie se retrouvent dans sa ville centre, Ste-Anne-des-Monts.

D'abord, le territoire comprend le CSSS Haute-Gaspésie, qui regroupe un centre hospitalier, quatre points de services de CLSC, un centre d'hébergement et un centre de réadaptation en toxicomanie (Site web CSSS Haute-Gaspésie). On retrouve ensuite sur le territoire, un Centre local de développement (CLD), un centre local d'emploi (CLE) une chambre de commerce et une Société d'aide au développement de la collectivité (SADC).

Considérant que la région de la Gaspésie et des Îles de la Madeleine est classée parmi les régions les plus pauvres du Québec (Dubé et Parent, 2007), un des principaux objectifs de développement de la MRC haute-gaspésienne vise la lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale. Dans ce contexte, un comité de lutte à la pauvreté a été mis sur pied afin de répondre aux objectifs du plan d'action de la MRC. À la suite de la Politique nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale élaborée par le Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale du Québec, la MRC de la Haute-Gaspésie a décidé d'adopter la stratégie de l'Approche territoriale intégrée (ATI) pour faire face aux enjeux de pauvreté sur le territoire (Gagné, 2013). L'ATI mobilise différents réseaux (économique, politique, communautaire, éducatif, de santé, etc.) afin que ceux-ci travaillent de concert avec la population locale. La démarche collective qui en découle vise à contribuer au développement social de la communauté (Gagné, 2013).

En questionnant nos trois informateurs-clés quant aux initiatives de développement actuelles dans la région, nous avons eu droit à un aperçu des tensions politiques qui existent. On apprend entre autres qu'il y a une vision du développement partagée entre les municipalités de la Haute-Gaspésie. Une des personnes interviewées parle longuement de l'impact des guerres de clochers. Celles-ci sont basées sur un clivage qui existe entre les tenants d'un développement plus « social » et ceux d'un développement plus « économique » de la région.

Je sens qu'il y a comme des chocs culturels entre des gens qui veulent avoir un genre de développement qui soit respectueux de l'humain, respectueux de l'environnement et tant mieux s'il crée un peu de richesse ou nous fait vivre. C'est ben différent d'un modèle de développement qui est de se conformer aux programmes pour créer de la richesse de type industrielle...(Informateur-clé 3)

Les trois informateurs-clés affirment que l'optimisme face au développement vient principalement des néo-ruraux : « Eux autres les néo-ruraux arrivent ici, ils nous regardent pis ils disent « ah, quel potentiel. Vous devriez faire ci pis vous devriez faire ça » (Informateur-clé 1). Un autre ajoute que le développement régional vient des personnes ouvertes et les personnes ouvertes sont des personnes optimistes. Les trois personnes rencontrées s'entendent pour dire que le pessimisme provient principalement des personnes natives de la Haute-Gaspésie. Un des informateurs-clés ajoute que c'est surtout chez les élus qu'on retrouve des personnes négatives. Ce clivage d'attitude semble provenir d'un clivage de vision. D'ailleurs, un autre informateur élabore sur l'existence de deux visions en Haute-Gaspésie, la vision conservatrice, dominante dans la région actuellement et qui tente de se conformer aux programmes gouvernementaux, puis la vision créatrice, qui s'éteint de plus en plus, qui provient surtout des néo-ruraux et qui doit être préconisée, selon lui. En ce qui concerne la contribution de l'État dans la revitalisation de la Haute-Gaspésie, deux des trois informateurs-clés soulignent l'importance que les élus comprennent leur rôle auprès des citoyens, qu'ils sachent faire preuve d'altruisme, qu'ils aient une vision de l'avenir et qu'ils soient des leaders honnêtes et transparents.

Enfin, lorsque nous questionnons l'existence de projets actuels qui ont du succès dans la région, les informateurs-clés mentionnent l'existence de projets en éducation, en santé et en tourisme ainsi que le succès de certaines entreprises privées. On nous parle également du succès des CLD, du programme Haute-Gaspésie en forme, des projets de la MRC, des SADC et de la corporation de

développement. Enfin, les trois personnes rencontrées mentionnent le succès du projet d'agriculture La Coop du Cap. Un des informateurs-clés explique que ça prend bien plus d'initiatives comme celle-là pour assurer le développement de la région. Un autre décrit la Coop du Cap comme une « réappropriation des sols ». À cet effet, nous demandons aux informateurs-clés si selon eux, les initiatives de la région fonctionnent. Un d'entre eux répond que ça donne des résultats lorsque les gens s'en servent. Il ajoute cependant que les organismes sont souvent peu connus et donc sous-utilisés.

1.3.4. Portrait global : Y a-t-il vraiment dévitalisation en Haute-Gaspésie?

Jusqu'à présent, on s'aperçoit que les données « dures », donc quantitatives, sont celles qui permettent d'identifier la dévitalisation en Haute-Gaspésie. Nous avons mentionné que plusieurs études ont déjà été faites dans les milieux dévitalisés, notamment par le MAMROT. En ce qui a trait à la littérature scientifique, certains auteurs, dont Bernard Vachon (1993), diront sans doute que la Haute-Gaspésie est une région dévitalisée. Cela dit, lors de la rédaction du chapitre de problématique, il nous importait de recueillir également des données subjectives. Nous voulions vérifier plus précisément auprès des Haut-Gaspésiens s'ils considèrent eux aussi que la région est dévitalisée. La section qui suit présente les données recueillies auprès des informateurs-clés quant à leur perception de la dévitalisation en Haute-Gaspésie. Nous verrons ce qu'ils considèrent être les origines du phénomène puis nous explorerons leur perception des impacts de certains facteurs *exogènes* sur la région. Nous verrons aussi les termes qu'ils utilisent pour parler de dévitalisation puis enfin, qu'elles sont les manifestations du phénomène.

Premièrement, les trois personnes interviewées s'entendent pour dire qu'il y a effectivement dévitalisation en Haute-Gaspésie. Lorsque nous questionnons les origines du phénomène, deux informateurs-clés s'expriment davantage. On nous répond que c'est principalement à cause de la logique centralisatrice du développement qu'il y a dévitalisation du territoire haut-gaspésien. Ils expliquent que la logique de centralisation a amené la fermeture des villages, la dépossession des entreprises, la culture économiste, la valorisation des métropoles, des décisions politiques néfastes et l'uniformisation des lois. Un informateur-clé explique que la fermeture de Murdochville, entreprise importante dans la région, fait « partie intégrante du phénomène de dévitalisation » en Haute-Gaspésie (Informateur-clé 2). On remarque que les origines du phénomène, relatées par les

informateurs-clés, représentent tous des « facteurs exogènes » explicités par Vachon (1993) et qui relèvent de trois grandes catégories, soit les *principes macro-économiques*, les *politiques de développement territorial* et les *contraintes géographiques*.

Deuxièmement, nous questionnons les impacts du modèle de développement sur la dévitalisation, facteur « exogène » important ayant été relaté par les trois personnes rencontrées. Un des informateurs-clés explique que le modèle de développement actuel crée un éloignement des services de proximité ainsi que des rapports sociaux déshumanisés qui sont de plus en plus basés sur l'argent. Il ajoute que ce modèle entraîne une diminution du développement local, une plus grande quantité de *villes-dortoirs* ainsi que des programmes qui ne sont pas adaptés aux besoins des régions. Pour cette personne, ces changements ont un grand impact sur les régions dans la mesure où la qualité de vie des gens dépend en grande partie de rapports sociaux humains et de services de proximité. Une autre personne explique que le modèle de développement a eu comme conséquence de vider les ressources naturelles de la région et de créer des programmes « mur à mur » faisant en sorte que tous les villages se ressemblent. Enfin, l'ensemble des personnes rencontrées lors du pré-terrain dénonce le fait que les programmes gouvernementaux ne sont pas adaptés aux régions et ne respectent pas les particularités de chaque village. Cela affecte grandement l'identité des régions rurales comme la Gaspésie. Certains remettent carrément en question le modèle de développement actuel, notamment à cause de leur impact sur les régions, mais aussi sur le reste de la province.

Ensuite, nous questionnons les informateurs quant à l'utilisation du terme « dévitalisation » dans la communauté et le discours général en lien avec ce phénomène. Tous les informateurs-clés expliquent que le terme « dévitalisation » appartient davantage aux élus, que la population n'en parle pas. Une autre personne explique que la population est consciente de l'existence de la dévitalisation en Haute-Gaspésie, mais qu'elle n'en parle pas, que c'est surtout un « jargon d'élus ». Un informateur-clé va même jusqu'à dire que le terme « dévitalisation » introduit, selon lui, un jugement et un étiquetage. Quant au discours sur la dévitalisation chez la population locale, un des informateurs-clé explique qu'il y a deux façons d'entrevoir et de parler du phénomène. Il y a d'abord le discours de celui qui fait son deuil et passe à autre chose, donc qui ne se montre pas tellement affecté par la dévitalisation, puis ensuite il y a le discours de celui qui fonce, qui se sent interpellé par le phénomène et qui veut trouver des solutions.. Suite à ces informations, nous questionnons les informateurs-clés quant aux termes utilisés par les citoyens pour parler de

dévitalisation. À cette question, deux personnes répondent que les Hauts-Gaspésiens utilisent surtout les termes « exode des jeunes » ou « fermeture de Murdochville » pour parler du phénomène. Le départ des familles ou l'exode des jeunes est, selon un des informateurs, l'aspect qui nuit le plus aux Haut-Gaspésiens. En ce qui concerne la perception des néo-ruraux quant à la dévitalisation, une des personnes répond que c'est une question d'équilibre entre les inconvénients et les avantages, que ça peut même être perçu comme une opportunité. Il ajoute que pour les *néos*, le choix de vivre ici a souvent été fait en connaissance de cause. D'ailleurs, retenons cette différence de perception entre les natifs et néo-ruraux puisque nous en reparlerons lors des chapitres de résultats et d'analyse.

En ce qui concerne les manifestations de la dévitalisation en Haute-Gaspésie, deux informateurs-clés répondent qu'il y a énormément de pauvreté et que cette pauvreté amène l'isolement, l'insécurité, les maladies psychologiques, la criminalité et surtout, l'incapacité à se projeter dans l'avenir. Une des personnes parle de la marginalité de la Haute-Gaspésie vs le reste du Québec. D'autres manifestations de la dévitalisation sont la perte de richesse, la fermeture des entreprises, les difficultés dans les pêches, les mines et les forêts et la disparition de l'agriculture. On explique que le principal impact de l'exode des familles constitue le fait qu'il reste en Haute-Gaspésie, une grande proportion de population « dépendante » à l'état, soit des gens ayant des difficultés d'adaptation et donc une difficulté à être « actif » socialement et professionnellement sur le territoire. Les trois informateurs-clés mentionnent également qu'il y a une non-reconnaissance des municipalités dévitalisées au plan politique provincial. On explique que les subventions gouvernementales sont insuffisantes, qu'il y a un déséquilibre financier important par rapport aux autres régions du Québec, que les programmes gouvernementaux ne sont pas adaptés aux milieux ruraux et qu'il existe même un certain « mépris » envers les régions dévitalisées.

La problématique de recherche semble à présent un peu plus claire. Tant la littérature que les données recueillies auprès des informateurs-clés lors de la démarche pré-terrain nous permettent de constater qu'il y a une certaine dévitalisation du territoire haut-gaspésien et que ses effets sont ressentis par la population locale. Avant de passer au cadre théorique de cette étude, nous aborderons la pertinence sociale et scientifique de la recherche et expliquerons clairement ses objectifs et sous-objectifs.

1.4. La pertinence sociale et scientifique de la recherche

Clermont Dugas souligne que les effets de la dévitalisation se font ressentir tant au niveau de la démographie, de l'habitat et de l'infrastructure des services, que de la qualité de vie et les perspectives d'avenir des personnes qui habitent ce territoire (Dugas, 1991). Toutefois, nous avons vu que la très grande majorité des études portant sur la dévitalisation s'intéresse davantage aux impacts économiques et démographiques du phénomène et pratiquement pas à l'expérience qu'en font les habitants des territoires dévitalisés. Force est de constater qu'aucune étude ne s'intéresse à l'appropriation du territoire dévitalisé et aux effets perçus de la dévitalisation. La démarche pré-terrain menée en Haute-Gaspésie à l'automne 2011 a permis d'enrichir notre problématique de recherche. De plus, elle nous a confirmé la pertinence sociale et scientifique de cette étude. L'information recueillie chez les trois informateurs-clés a permis de mettre en lumière certains enjeux de la région haute-gaspésienne puis a confirmé qu'il y a matière à approfondir cette recherche, notamment puisque les Haut-Gaspésiens perçoivent les impacts de la dévitalisation. Nous considérons qu'il y avait matière à se questionner sur la manière dont les Hauts-Gaspésiens s'approprient un territoire dévitalisé et si ce phénomène a un impact sur leur appropriation.

Ainsi, de façon générale, cette recherche poursuit une finalité épistémique, c'est-à-dire que nous souhaitons contribuer à l'état d'avancement des connaissances en matière de dévitalisation rurale et des effets perçus par les habitants touchés. Notre recherche est exploratoire dans la mesure où nous visons à clarifier une problématique de recherche. En explorant les effets perçus de la dévitalisation pour une population vivant sur un territoire dit *dévitalisé*, nous visons à examiner le phénomène de dévitalisation sous l'angle expérientiel, en vue de mieux le comprendre (Lefrançois, R., 1992).

1.5. Objectifs et sous-objectifs de la recherche

Cette recherche vise à mieux comprendre le phénomène de dévitalisation des milieux ruraux en recueillant la perception des habitants qui y vivent. C'est donc au moyen d'entrevues avec des membres de la communauté haute-gaspésienne que nous visons à atteindre nos deux grands objectifs. Premièrement, nous nous intéressons à la manière dont les Hauts-Gaspésiens s'approprient leur territoire, plus spécifiquement comment ils se représentent ce territoire, comment ils l'investissent et quel rapport ils entretiennent avec celui-ci au quotidien. Une meilleure

connaissance de l'appropriation du territoire haut-gaspésien nous aidera à mieux comprendre le lien entre les habitants et le lieu qu'ils habitent puis nous permettra de questionner ensuite les effets perçus du phénomène de dévitalisation.

Le chapitre suivant présente les repères théoriques qui balisent le choix de notre méthode de travail et l'analyse qui en suivra. Nous ferons une brève recension des écrits qui se relient à la problématique de recherche qui, rappelons-le, s'intéresse à l'appropriation du territoire haut-gaspésien et aux effets perçus du phénomène de dévitalisation.

CHAPITRE II

LE CADRE THÉORIQUE

Le chapitre précédent a présenté les grandes lignes de la problématique à l'étude. Dans ce chapitre, nous présenterons le cadre théorique qui oriente la recherche. Rappelons que tout comme la problématique de recherche, le cadre théorique a aussi été alimenté par la démarche pré-terrain ayant eu lieu en octobre 2011 et dont on retrouvera une plus longue description à l'appendice A (p.108). La contribution principale du pré-terrain a été de bonifier les concepts-clés et d'ajouter la notion centrale d'*appropriation* au cadre théorique.

De façon générale, le cadre théorique dans lequel s'oriente notre recherche s'appuie sur les écrits en géographie sociale ainsi que sur un des aspects soulevés par le développement local, soit la dévitalisation. À cet effet, nous situons notre perspective dans le paradigme constructiviste. Les concepts clés d'appropriation, de territoire et de dévitalisation, ainsi que les notions plus secondaires de communauté, population, identités et collectivités sont tous vus comme des éléments qui sont socialement construits. Ajoutons également que tout comme le travail social, les théories reliées au développement local, à la géographie sociale et au développement des communautés situent *l'être humain* au premier plan, mettant l'accent sur sa perception, son expérience et son pouvoir d'action. C'est dans la compréhension de l'expérience et la perception des gens que se situe le noyau de ce travail.

Regardons à présent plus en détail les repères théoriques qui nous aideront à définir nos trois concepts clés : Appropriation, territoire et dévitalisation. Nous débuterons en vous présentant les grandes lignes du concept d'appropriation.

2.1. Le concept d'appropriation

Le concept d'appropriation est central à notre recherche et constitue la base sur laquelle se construit notre positionnement théorique. L'appropriation du territoire, tel que nous l'utiliserons dans le cadre de cette recherche, fait référence à la manière dont les humains investissent **symboliquement, matériellement et politiquement** un espace (Simard, Fortin et Tremblay, 2009). Nous présenterons un bref historique et un survol général de la notion d'appropriation avant de développer plus spécifiquement les trois dimensions du concept mentionnées ci-dessus.

La notion d'appropriation trouve son origine d'abord dans l'anthropologie de Marx puis sera ensuite reprise et élaborée dans les années 1970 par Henri Lefebvre et les tenants de la psychologie

environnementale (Segaud, Brun et Driant, 2002 : 28). Depuis une vingtaine d'années, le concept est de plus en plus employé par les géographes et les domaines s'intéressant au territoire (Simard, Fortin et Tremblay, 2009). Cependant, malgré sa renaissance dans les années 90, le terme demeure très peu employé. Ripoll et Vestchambre (2005) s'interrogent d'ailleurs sur le peu de travaux en géographie sociale portant sur les processus d'appropriation de l'espace. À cet effet, dans l'introduction d'un dossier intitulé *l'appropriation de l'espace : sur la dimension spatiale des inégalités sociales et des rapports de pouvoir*, Ripoll et Vestchambre abordent la problématique de l'appropriation de l'espace en insistant sur la nécessité de « réinvestir la notion d'appropriation » en tant que « fondement sémantique incontestable » des notions de territoire et de territorialité (Ripoll et Vestchambre, 2005 : 2).

L'appropriation véhicule plusieurs idées à la fois. De manière classique et pragmatique, elle comporte un aspect assez *utilitaire*, c'est-à-dire qu'elle exprime une « adaptation de quelque chose à un usage défini ou à une définition précise » (Segaud, Brun et Driant, 2002 : 27). Comme l'explique Segaud et al., *ce quelque chose* que l'humain s'approprie doit d'abord lui servir afin qu'il puisse la *posséder*. Cependant, force est de constater que la notion d'appropriation est souvent liée à un espace précis. Dans l'ouvrage *Les mots de la géographie, dictionnaire critique*, les auteurs définissent l'appropriation comme une « prise de possession d'une étendue de terrain » (Brunet, Ferras et Théry, 1992 : 40). Ils ajoutent que cette prise de possession peut être individuelle, mais qu'elle est fondamentalement un acte social, le plus souvent collectif. L'appropriation tend donc à s'exprimer par l'usage de l'espace. Elle s'exprime par un « marquage » du territoire (Brunet et al., 1992 : 40). Quoique cette composante juridique et économique de la notion d'appropriation souligne le caractère « possessif » de l'humain envers l'espace, elle ne parvient pas à expliquer toutes les dimensions du concept (Ripoll et Vestchambre, 2005 : 4).

Maintenant que nous avons présenté les grandes lignes du concept d'appropriation et pris position quant à l'importance de le réintroduire dans le débat sur la dévitalisation des milieux ruraux, nous présentons ici les trois dimensions de l'appropriation qui seront utilisées dans cette recherche. Ces trois dimensions, **symbolique**, **matérielle** et **politique**, ont été élaborées par le chercheur et géographe Marin Simard (2000) et ont été utilisées tant dans son étude sur l'appropriation du quartier St-Roch à Québec (Simard 2000) que celle portant sur l'appropriation du Vieux-Port de Chicoutimi (Simard, Fortin et Tremblay, 2009). Quoique ces études diffèrent en plusieurs points de la nôtre au

sens où elles sont quantitatives et cherchent à mesurer l'appropriation d'un site très spécifique, elles approfondissent grandement le concept d'appropriation et demeurent un exemple concret de son utilisation dans une étude.

Au-delà des trois dimensions, il existe aussi trois modes d'appropriation du territoire. Ces modes d'appropriation s'insèrent dans la dimension symbolique du rapport à l'espace. Nous en présentons ici les grandes lignes.

2.1.1. L'appropriation symbolique et *l'habitus environnemental*

À l'occasion du colloque international « Les mondes ruraux à l'épreuve des sciences sociales », tenu à Dijon en mai 2006, la sociologue et chercheuse Carole Waldvogel a écrit un texte intitulé « Les trois modes d'appropriation de l'espace rural dans le champ associatif et leur implication militante » (2006). Ce texte explore les modes d'appropriation de l'espace rural. Selon l'auteur, ces modes renvoient à un « *habitus* environnemental », c'est-à-dire à « une manière de voir et de percevoir l'environnement, intériorisée durant la trajectoire individuelle, en relation avec la catégorie sociale d'appartenance et le rapport à la nature entretenu depuis la jeunesse » (Waldvogel, 2006 : 364). Cette manière de voir et de percevoir l'espace renvoie à trois modes d'appropriation : le mode « naturaliste », « environnementaliste » et « gestionnaire » que nous explorerons plus loin et que nous utiliserons principalement lors de l'analyse des données recueillies. Waldvogel fait appel à ces modes pour saisir le profil des militants qui habitent un espace rural. Elle postule que dans un même espace, cohabitent plusieurs « visions » différentes de la nature qui donnent lieu à plusieurs « modes d'appropriation » de celle-ci. Ces visions sont le fruit de perceptions et de représentations différentes de l'environnement habité et elles proviennent de la catégorie sociale d'appartenance des individus (Waldvogel, 2006). Dans le cadre de notre recherche, nous serons certainement confrontée à des visions différentes du territoire haut-gaspésien. Nous serons donc appelée à « nommer » et peut-être même à catégoriser ces visions, à approfondir les profils des sujets interviewés lors du terrain principal, afin de mieux comprendre leur rapport au territoire. Ainsi, les trois modes d'appropriation, élaborées par Waldvogel, demeurent des repères pertinents pour notre recherche. Puisqu'elles font référence à la perception et aux représentations, nous incluons les modes d'appropriation de Waldvogel dans la dimension symbolique de l'appropriation de Simard. Pour ces raisons nous utiliserons, dans le cadre de cette recherche, les études de Simard

et Waldvogel comme principaux repères théoriques pour approfondir la notion d'appropriation dans ses dimensions et ses modes.

Sous toutes ses formes, la notion d'appropriation fait référence à la sphère identitaire, la sphère de l'appartenance et des actions qui sont prises pour faire valoir cette identité. Il y a une nécessaire prise de possession d'un objet extérieur, une identification à cet objet, un « faire sien » de quelque chose, comme le précisent Segaud, Brun et Driant. Ces derniers font d'ailleurs référence aux écrits de H. Proshansky lorsqu'ils expliquent que « l'identité comprend nécessairement des dimensions de lieu et d'espace qui constituent, une fois rassemblées, son identité de lieu » (Segaud et al., 2002 : 30). Pour les marxistes, l'individu s'approprie l'espace à travers un processus « d'intériorisation des savoirs », « d'objectivation » puis finalement « d'humanisation de l'espace » (Segaud et al., 2002 : 28). Cela rejoint en quelque sorte la pensée d'Edward Relph qui parle de l'identification au territoire comme le fait « d'être du lieu » ou de l'« insideness » comme suit :

To be inside a place is to belong to it and to identify with it, and the more profoundly inside you are, the stronger is the identity.
(Relph, 1986:49 dans Mathis Stock 2005:3)

Cette citation nous permet de mieux saisir l'importance de l'espace dans la construction identitaire. D'ailleurs, lors du chapitre d'analyse les notions de Relph nous aideront à comprendre la manière dont les gens habitent, investissent, mais surtout *s'identifient symboliquement* au territoire. De la même manière, les travaux de Michel Parazelli abordent largement cette idée de symbolique de l'espace et de son rôle dans la construction identitaire. S'appuyant sur la théorie de Piaget, le chercheur explique :

L'espace est immédiatement symbolique, donc hétérogène et non seulement un substrat homogène, un simple contenant ou un décor passif. On ne peut donc abstraire les phénomènes sociosymboliques lorsqu'on aborde les phénomènes géographiques dans leur espace. (Parazelli, 1995)

Il s'agit là d'un apport fondamental pour parler d'appropriation symbolique du territoire. Afin de bien saisir le caractère identitaire du lien individu-territoire, nous avons dû également recourir à des textes à saveur existentialiste et phénoménologique, qui explorent davantage la manière dont se

développe l'*identité communautaire* des gens habitant un territoire. Cette notion fait référence aux liens intersubjectifs qui se tissent dans un milieu, tel que les mécanismes de socialisation et de territorialisation, et qui permettent aux individus de développer des valeurs, symboles communs sur ce territoire (Simard, 2000). À travers un processus de « filtrage » des relations sociales, les habitants développent une « vision locale du monde », et arrivent à établir un « nous » par rapport à un espace donné. (Simard, 2000 : 169). À cet effet, Simard postule que « c'est la présence d'une identité communautaire qui permet de transformer une portion d'espace en un véritable milieu géographique, en un territoire qu'une population s'est approprié » (Simard, 2000 : 170). Dans son étude sur l'appropriation d'un quartier à Québec, l'auteur développe trois indicateurs pour questionner et analyser l'identité communautaire chez ses participants en lien avec la fréquentation du quartier St-Roch. Le premier indicateur constitue le *contrôle* du site, soit le mode de participation et les effets perçus, le deuxième est *la satisfaction* par rapport au site, soit l'avis des participants sur le projet et les bénéfices perçus, puis le troisième est *le symbolisme*, donc l'image perçue site et l'utilisation effective. Ensemble, ces trois indicateurs permettent d'établir le niveau d'appropriation du site en question, le terme *appropriation* faisant référence à la « construction sociale de la signification des lieux » (Simard, 2000 : 179-180). Ainsi, dans le contexte de l'étude de Simard, la symbolique du lieu reflète surtout l'image du site dans la manière dont il est utilisé et ce que les utilisateurs du site lui attribuent comme vertu (Simard, Fortin et Tremblay, 2009). Dans le même registre, mentionnons que pour Ripoll et Vestchambre, l'appropriation symbolique et identitaire d'un espace suppose que l'on utilise concrètement et régulièrement cet espace, que l'on pratique ses activités quotidiennes dans cet espace et que l'on fasse l'*expérience* de cet espace (Ripoll et Vestchambre, 2005). Rappelons que dans le cadre de notre recherche, nous considérons primordial d'explorer l'appropriation du territoire par ses habitants avant même de parler des effets perçus de la dévitalisation rurale. La logique étant qu'avant de parler de l'expérience et des effets perçus d'un phénomène touchant un territoire, il est nécessaire d'explorer le *lien* qu'ont les habitants avec le territoire et ce lien se mesure à travers l'appropriation du territoire.

Jusqu'à présent, nous avons vu que l'appropriation symbolique de l'espace fait référence à la perception et aux représentations qu'ont les individus d'un lieu donné. Cette perception se base sur l'image qu'on se fait d'un espace, sur l'attachement émotif que l'on développe et sur l'appartenance identitaire qu'on a avec cet espace. Dans le cadre de notre recherche, les trois modes d'appropriation de Waldvogel nous permettront d'approfondir notre analyse du rapport

qu'entretiennent les Hauts-Gaspésiens avec leur territoire. En reprenant la notion « d'habitus environnemental » qui, rappelons-le, fait référence à la « manière de voir et de percevoir l'environnement » les écrits de Waldvogel nous permettrons d'explorer la vision des habitants des milieux ruraux quant à leur environnement. Comment le perçoivent-ils et l'utilisent-ils? Enfin, puisque dans son étude, Waldvogel défend que l'« habitus environnemental » des gens détermine leur *mode d'appropriation* envers l'environnement, voilà que nous présentons les trois modes d'appropriation de l'espace en vue de les réutiliser lors de l'analyse des résultats.

Le mode naturaliste d'appropriation de l'espace

La personne qui adopte un mode naturaliste d'appropriation de l'espace a très souvent eu un *contact régulier avec la nature* dès le jeune âge. Ces contacts éveillent à la fois une curiosité et un amour pour la nature. L'individu s'imprègne donc de la nature et développe un « sens de la nature » qui se caractérise par des considérations esthétiques et émotionnelles ainsi que des connaissances scientifiques du milieu naturel. En raison de leur grand respect de la nature, les naturalistes perçoivent toutes les interventions de l'humain sur le milieu naturel comme des « perturbations » (Larrère, 1991 dans Waldvogel, 2006 : 366). Ils prônent davantage un équilibre naturel. Leur perspective, plutôt écosystémique, de la nature les amène à voir la protection de celle-ci en termes de *protection-conservation*. Les naturalistes sont généralement des diplômés universitaires en perpétuelle auto-formation, qui « entretiennent un détachement manifeste vis-à-vis de la fonctionnalité de la nature et de la nécessité de l'exploiter » (Waldvogel, 2006 : 366). Pour l'auteur, c'est la régularité du contact avec la nature, vécue sur un mode de « découverte », qui constitue l'élément décisif du développement de la vision naturaliste. Elle précise toutefois que ce n'est pas parce que quelqu'un a grandi en campagne, entouré de nature, qu'il développe nécessairement la vision naturaliste. Un enfant vivant dans un milieu urbain, mais qui passe ses fins de semaine et ses étés en campagne peut sans doute développer un intérêt poussé pour la nature, un sens de la protection de celle-ci et une vision naturaliste de l'environnement (Waldvogel, 2006).

Le mode gestionnaire d'appropriation de l'espace

Waldvogel nous explique que les gestionnaires ont « une vision essentiellement *fonctionnelle* de la nature dans laquelle ils se sentent le *droit d'agir* » (Waldvogel, 2006 : 367). Tout comme dans

l'habitus naturaliste, le mode gestionnaire se développe à un jeune âge. Mais plutôt que d'expérimenter la nature sous un mode de découverte ou de spectateur curieux, les gestionnaires ont vécu la nature sous le mode de « l'apprentissage d'une action sur la nature » (Waldvogel, 2006). L'auteur donne l'exemple des individus impliqués dans les associations de chasse et pêche ou bien les fédérations cherchant à réintroduire et à gérer la faune. En ce sens, les gestionnaires prônent l'intervention humaine sur la nature, entre autres car celle-ci permet de mieux gérer ou contrôler la nature. L'auteur décrit le profil des gestionnaires comme étant des personnes « entretenant un rapport distancié à la culture scolaire » (Waldvogel, 2006). Ainsi, contrairement aux naturalistes, les gestionnaires ont une connaissance beaucoup plus « terrain » de la nature. Ils s'inscrivent dans une « culture de l'action », ce qui explique, selon l'auteur, leur intérêt pour la fonctionnalité de la nature et des activités qu'on peut y pratiquer. La protection de la nature défendue par les gestionnaires est largement interventionniste et se décrit en termes de protection-gestion. Selon l'auteur, les gestionnaires accordent peu d'importance aux conséquences écologistes de notre modèle de développement et les revendications des naturalistes sont perçues comme « irréelles », conçues dans une tour d'ivoire. Les gestionnaires voient dans le travail terrain interventionniste, une « solution pour rétablir au moins partiellement, les dégâts causés par la nature... » (Waldvogel, 2006 : 369)

Le mode environnementaliste d'appropriation de l'espace

Les environnementalistes, quoique semblables aux naturalistes, s'en distinguent dans la mesure où ils sont beaucoup plus distants de la nature. Leur vision de la nature est assez idéalisée, la campagne étant vue comme un lieu de repos, de régénération et de contemplation plutôt que comme lieu de production (Chamboredon, 1985 dans Waldvogel, 2006 :370). La préoccupation principale des environnementalistes constitue l'effet des problèmes environnementaux sur la santé humaine. Comme le souligne l'auteur, pour les environnementalistes, le « cadre de vie » naturel est directement lié à la « qualité de vie » humaine, qualité tant physique que psychologique. Selon Chamboredon, les environnementalistes se retrouveraient principalement chez les citadins et les néo-ruraux. Comme les naturalistes, les environnementalistes sont très souvent diplômés. La principale différence entre ces deux « habitus environnementaux » réside dans leur *perspective* de la nature. Si les naturalistes adoptent une perspective davantage *écosystémique*, les environnementalistes sont plutôt *anthropocentriques* et humanistes (Waldvogel, 2006 : 370). Contrairement aux deux autres modes d'appropriation, l'intérêt des environnementalistes se

développe relativement tard, souvent au moment où ils sont « personnellement confrontés à un problème d'environnement nécessitant de défendre leur cadre et/ou leur qualité de vie » (Waldvogel 2006 : 370). C'est très souvent à ce moment-là qu'ils se mobilisent et décident de s'engager dans les associations de défense de l'environnement.

L'étude de Carole Waldvogel permet de prendre conscience des différentes visions et perspectives qui peuvent cohabiter dans un même espace. Si Waldvogel s'intéresse davantage au réseautage qui peut s'établir entre les individus aux « habitus environnementaux » divergents, sa description de ces différents habitus ou modes d'appropriation nous interpelle grandement. Rappelons que notre étude s'intéresse à *la manière dont les Haut-Gaspésiens s'approprient leur territoire et aux effets perçus de la dévitalisation de celui-ci*. En recueillant les perceptions des participants, nous serons sans doute confrontée à plusieurs visions et perspectives différentes concernant le milieu de vie, le territoire et la nature. Dans cette mesure, l'étude de Waldvogel est pertinente pour mieux comprendre *la vision* au cœur du rapport qu'établissent les Hauts-Gaspésiens avec le territoire. Si « l'habitus environnemental » de l'individu influence la manière dont il s'approprie le territoire, on peut penser qu'il aura également une influence sur la perception de la dévitalisation de ce même territoire.

Dans la dimension *symbolique* de l'appropriation, se retrouvent donc ces trois « habitus environnementaux », soit trois manières de percevoir et de se représenter l'espace. Dans le cadre de notre recherche, nous cherchons à savoir comment les Hauts-Gaspésiens s'approprient leur territoire, cependant, il est d'abord essentiel de connaître l'« habitus environnemental » qu'ils possèdent puisque cette vision est à la base des actions concrètes qu'ils posent sur leur environnement, soit la manière dont ils l'investissent ou se l'approprient. Les Hauts-Gaspésiens adoptent-ils une vision *écosystémique* de leur environnement où l'intervention humaine est perçue comme une perturbation? Adoptent-ils plutôt une vision *fonctionnelle* de l'environnement où l'intervention humaine est perçue comme un droit, comme l'unique solution pour éviter un laisser-aller? Ou adoptent-ils une vision davantage *anthropocentrique* de l'environnement où la qualité de vie humaine est prioritaire?

Ce sont ces sous-questions qui nous permettront de mieux cerner la dimension symbolique de l'appropriation des Hauts-Gaspésiens. Explorons maintenant la dimension matérielle de l'appropriation.

2.1.2. L'appropriation matérielle

Dans le texte de Martin Simard et al., (2009), l'appropriation matérielle fait référence à « l'ensemble des pratiques sociales associées à un site, incluant les usages, habitudes de fréquentation et l'accessibilité, et se rapprochant plus largement de la notion *d'espace vécu* de Frémont (1976) » (Simard, 2009 : b3). La notion *d'espace vécu* ou *d'espace de vie* chez Di Méo (1998) correspond à l'espace d'usage quotidien pour chaque individu. Cette notion fait référence au rapport très pratique et très concret qu'entretient l'individu avec l'espace. De plus, elle nous rappelle que les concepts d'appropriation et de territoire sont étroitement liés. Nous aborderons davantage ces notions et différencierons les deux termes, *espace vécu* et *espace de vie* lorsque nous parlerons un peu plus loin du concept de territoire. Pour l'instant, retenons simplement que l'appropriation matérielle fait référence à l'appropriation pratique, concrète et quotidienne des individus sur le territoire habité.

En plus du lien qui unie les concepts *appropriation* et *territoire* lorsqu'on parle de dimension matérielle, il existe également un rapprochement entre le concept général « d'appropriation du territoire » et celui « d'habiter ». Selon Segaud et al., habiter signifie « être actif, agir sur le vaste espace du monde pour le qualifier et constituer son habitation, pour en clore celle-ci et en définir le seuil, l'intérieur et l'extérieur, pour en moduler l'ouverture et réaliser l'hospitalité » (Segaud et al., 2002 : 213). L'*habiter*, tout comme les notions d'*appropriation* et de *territoire*, fait référence à un attachement de l'humain envers un objet externe, dans ce cas un *espace*. Plus encore, le *lieu habité* devient un lieu central qui, selon les auteurs, « permet le retrait et ouvre sur des horizons (...), organise un univers à partir duquel l'habitant rayonne, va et viens, fait l'expérience du voyage ou de l'exil, mais aussi celui du retour et de l'attachement » (Segaud et al., 2002 : 213). Autrement dit, nous constatons que l'*habiter* résulte de l'action par laquelle l'humain s'approprie un lieu et en fait son « chez-soi ». Les concepts *d'espace de vie* et *d'habiter* se rejoignent grandement et nous permettent de faire le point entre les concepts d'appropriation et de territoire. Pour ces raisons, nous

avons choisi de retenir ces deux concepts lorsque nous parlerons de *l'appropriation matérielle* du territoire.

Dans le cadre de cette étude sur *la manière dont les Hauts-Gaspésiens s'approprient leur territoire et les effets perçus de la dévitalisation de celui-ci*, il est pertinent de se demander comment les Hauts-Gaspésiens s'approprient matériellement ou *habitent* le territoire. Quelles sont leurs pratiques quotidiennes, leurs lieux de socialisation, leurs espaces de loisirs, leurs milieux de travail? Comment sont-ils actifs sur ce territoire? Que leur fait dire que la Haute-Gaspésie est leur « chez soi »? Ces questionnements sur l'appropriation matérielle, que nous tenterons de répondre au cours de cette recherche, nous permettront sans doute de mieux saisir le rapport entre les Hauts-Gaspésiens et l'espace qu'ils habitent. Passons maintenant à la troisième et dernière dimension de l'appropriation, soit *l'appropriation politique*.

2.1.3. L'appropriation politique

Cette troisième dimension de l'appropriation réfère au sentiment de « maîtrise de l'espace par un ou plusieurs groupes d'acteurs » (Simard et al., 2009 : b4). Cette appropriation comme « maîtrise de son propre espace de vie » (Ripoll et Vestchambre, 2005 : 8) permet de soulever les inégalités et les rapports de pouvoir présents sur un territoire. On peut se questionner par exemple si sur un territoire donné, il y a égalité dans l'accès, l'occupation, l'usage et la jouissance des différents lieux de vie? (Ripoll et Vestchambre, 2005 : 8). L'appropriation politique soulève même la question du rapport à l'altérité (Simard, 2009), la présence d'autrui sur le territoire et dans les décisions prises par rapport à ce territoire. En guise d'exemple, nous reprenons une citation de Ripoll et Vestchambre (2005) qui relate bien la tension existante dans les milieux ruraux où cohabitent une population « native » et une population « néo-rurale » :

À ceux qui usent à leur guise de leur propre espace, espace qu'ils ont produit, ou ont fait produire, à leur image et à leur mesure, s'opposent ceux qui ne peuvent que se contenter des espaces produits pour eux, en fonction de l'image que d'autres se font de leurs besoins, de leurs critères, de leur valeur même pourrait-on dire. (Ripoll et Vestchambre, 2005 : 8)

Pour un auteur comme Simard, la dimension politique de l'appropriation rejoint la notion plus symbolique de *territorialité*. Cette notion « fait référence simultanément aux pratiques et aux représentations spatiales d'un groupe donné » (Gumuchian, 1991 : 338). Bruno Jean (1993) aborde d'ailleurs le concept de *territorialité* en nous rappelant, tout comme l'a fait Marx, que l'homme ne produit pas que des biens et services, mais qu'il produit également des sens et des significations. Le territoire ne produit donc pas que des biens matériels, mais aussi des significations et une symbolique et c'est grâce à cette symbolique que l'on *territorialise* l'espace, qu'on prend pouvoir sur celui-ci. À cet effet, Jean cite que « c'est de cette production d'un territoire plein de sens, chargé de significations, dont veut rendre compte le concept de *territorialité* » (Jean, 1993). Ainsi, pour Jean, le concept de territorialité ne peut que s'appliquer à un territoire habité et en l'occurrence « travaillé par l'homme » (Jean, 1993). Encore une fois, on peut voir comment le concept de *territorialité* implique une appropriation symbolique, matérielle et politique. Enfin, la dimension politique nous permet de questionner le pouvoir qu'ont les habitants de vivre dans un milieu qui reconnaît, affirme et met en œuvre leur *territorialité*. Cette dimension permet ainsi de boucler la boucle entre les trois dimensions de l'appropriation, partant du symbolique au matériel au politique ou encore des significations s à l'usage pratique à la maîtrise de l'espace.

En tenant compte des éléments que nous venons d'explorer quant au concept *d'appropriation*, il est maintenant clair que pour s'approprier un territoire, il est nécessaire de « faire sien » ce territoire (Segaud et al., 2002), soit d'y habiter, d'y être actif, de l'investir de sens et de temps puis de s'y identifier. De plus, nous considérons que les habitants s'étant approprié un territoire auront une expérience particulière de celui-ci et percevront les phénomènes qui le touchent d'une manière bien différente de personnes n'habitant pas et ne s'étant pas approprié ce territoire. Conséquemment, nous considérons que les effets perçus du phénomène de dévitalisation seront grandement liés à la manière dont ce territoire a été approprié par ses habitants. Tel que nous l'avons exposé dans la problématique, la grande majorité des recherches portant sur la dévitalisation ont été menées par des *non-habitants* de territoires dévitalisés. De plus, ces recherches ne s'intéressent pas particulièrement aux effets perçus de la dévitalisation par les habitants qui en font l'expérience directe. Ainsi, en lien avec notre question de recherche, nous visons à savoir comment les habitants de la Haute-Gaspésie s'approprient symboliquement, matériellement et politiquement le territoire. Quel sens prend ce territoire pour eux? Quelle place prend-il dans la construction de leur identité? Comment l'habitent-ils, le « possèdent-ils »? Comment l'utilisent-ils au quotidien? Quel pouvoir sentent-ils qu'ils ont sur

ce territoire? Le questionnement sur l'appropriation du territoire haut-gaspésien nous amènera sans doute à mieux saisir le rapport des habitants à leur territoire et aux phénomènes qui le touchent. Par cette exploration de l'appropriation du territoire, nous cherchons donc à établir le lien primaire entre l'humain et son espace, et ce, afin de pouvoir enrichir notre analyse de la perception des Hauts-Gaspésiens face à la dévitalisation de leur territoire. Passons maintenant au deuxième grand concept qui sera abordé dans le cadre de cette recherche, soit celui de *territoire*.

2.2. Le concept de territoire

Historiquement, le terme « territoire » désignait des localités où régnait l'autorité religieuse ainsi que les terres sur lesquelles « s'exerçaient les lois et les pouvoirs d'un État » (Lacoste, 2003 : 380). Aujourd'hui, ce terme est de plus en plus utilisé et implique, selon les auteurs, « l'expression d'une volonté d'appropriation plus ou moins exclusive soit par un groupe social, ethnique ou religieux, soit même par une famille ou un individu » (Lacoste, 2003 : 380). Dans la même veine, Brunet, Ferras et Théry, désignent le territoire comme un « espace approprié, avec un sentiment ou conscience de son appropriation » (Brunet et al., 1992 : 480). Pour ces auteurs, de par sa sphère *appropriée*, le concept de territoire se rapproche de ceux de patrie et de nation :

La notion de territoire est donc à la fois juridique, sociale et culturelle, et même affective. Le territoire implique toujours une appropriation de l'espace : il est autre chose que l'espace. (Brunet et al., 1992 : 480)

Une nation, même si elle ne constitue pas encore un État-nation, se réfère à un territoire, mais une partie plus ou moins importante de celui-ci peut-être revendiquée par une autre nation qui considère à tort ou à raison qu'il s'agit de son territoire. (Lacoste 2003 : 380).

Lévy et Lussault élaborent huit définitions du terme « territoire ». La septième définition place le territoire comme un « espace disposant d'une manière ou d'une autre, d'un attribut de possession ou d'identification » (Lévy et Lussault, 2003 : 908). Ils ajoutent que « dans une variante récente, le territoire deviendrait la composante identitaire, voire idéale, de n'importe quel espace » (2003 : 908). Pour Maryvonne Le Berre, le territoire est défini comme « la portion de la surface terrestre,

appropriée par un groupe social pour assurer sa reproduction et la satisfaction de ses besoins vitaux » (Le Berre, 1992 dans *Hypergéo*).

Pour Guy Di Méo, il faut parler d'*espace* avant de parler de *territoire*. Dans son ouvrage *Géographie sociale et territoires*, l'auteur présente les différentes modalités de prise en compte de l'espace géographique. Il présente ses définitions de l'espace produit (modalité d'action), l'espace perçu et représenté (modalité de la connaissance), *l'espace de vie* et *l'espace vécu* (modalité de l'existence humaine) puis finalement *l'espace social* (Di Méo, 1998 : 27). Toutefois, dans sa définition du concept de territoire, Di Méo priorise deux modalités de prise en compte de l'espace : *l'espace vécu* et *l'espace social*. Nous présentons ici les grandes lignes de ces deux modalités.

2.2.1. Espace vécu et espace social

D'abord, la notion d'*espace vécu* prend racine dans la notion d'*espace de vie*. Tel que nous l'avons vu dans la dimension matérielle de l'appropriation (Simard 2009), la notion d'*espace de vie* correspond à l'espace d'usage quotidien pour chaque individu. Di Méo la définit comme « la pratique concrète et quotidienne de l'espace terrestre » qui se compose de lieux comme « le logis, le cadre de travail, les espaces de loisirs, de promenade, de rencontre » (Di Méo, 1998). Ce type d'espace fait référence au rapport très pratique et quotidien que développe l'individu aux lieux qu'il fréquente. Un peu comme la dimension matérielle de l'appropriation, Brunet, Ferras et Théry définissent *l'espace de vie* comme étant l'espace dont découle la pratique quotidienne et qui s'inscrit dans *l'ici et maintenant* (Brunet et al., 1992 : 195). Toutefois, Di Méo précise que « toute pratique humaine comporte sa dimension imaginaire » et donc *l'espace de vie* lorsqu'il est agrémenté des représentations qu'on s'en fait, est nécessairement transformé en *espace vécu*. Ainsi, les images, idées et souvenirs de chacun permettent d'établir une « relation idéologique » avec l'espace (Di Méo, 1998 : 31).

Soulignons que la notion d'*espace vécu* de Di Méo ressemble en plusieurs points à celle de *territoire vécu* développée par Jacques Caillouette (2009). Le *territoire vécu* réfère à une appartenance, à une identité engagée vis-à-vis d'un territoire qui s'est défini lui-même dans un effet de boucle, par la communauté qui l'habite et qui l'investit de sa subjectivité (Caillouette, 2009).

Faisant référence à la sphère identitaire de l'espace, Caillouette arrive à jumeler ce que Di Méo nous présente en deux phases, soit *l'espace vécu* et le *territoire* dans ses diverses dimensions.

Pour sa part, la notion d'*espace social* de Di Méo correspond à « l'imbrication des lieux et des rapports sociaux » (Di Méo, 1998 : 32). Selon l'auteur, l'espace social permet de circonscrire et d'interpréter les relations entre l'humain et l'espace autrement qu'au moyen des distances, des étendues et des périmètres physiques. Il reprend les propos d'Anne Gilbert (1986) qui écrit que « derrière le concept d'espace social se profilent les rapports sociaux, les pouvoirs qui les organisent » (A. Gilbert, 1986 dans Di Méo, 1998 : 33). La notion d'*espace social* rejoint ainsi la dimension politique de l'appropriation (Simard 2009), dans la mesure où elle permet de soulever les rapports de force et les rapports à l'altérité qui se vivent dans un même espace.

Ce qui vient d'être dit permet de faire le lien entre les notions d'appropriation et de territoire. D'ailleurs, remarquons comment les trois dimensions de l'appropriation se retrouvent interpellées lorsqu'on parle d'*espace de vie* et d'*espace vécu*. Tel que mentionné ci-haut, Di Méo réunit les deux notions d'*espace vécu* et d'*espace social* dans sa conception de territoire, s'inspirant entre autres d'auteurs comme Y. Barel (1986), M. Marié (1982), C. Raffestin (1977) et surtout A. Frémont (1976). Pour Di Méo, le territoire est multidimensionnel et comporte trois composantes distinctes : Une composante matérielle, une relevant de la « psyché-individuelle » et une relevant des représentations. L'ordre dans lequel se manifestent ces trois composantes explique « comment se construit notre rapport au monde, à l'espace matériel, objectivé ou sensible » (Di Méo, 1991). La première composante nous rappelle que l'espace duquel se construira le territoire est avant tout matériel, géométrique comprenant les formes, des distances, des lignes verticales et horizontales, du volume. Cette matérialité est la base sur laquelle se construisent nos perceptions communes. La deuxième composante du territoire, soit celle relevant de la « psyché-individuelle », fait appel à un « rapport *à priori* émotionnel et présocial de l'Homme à la Terre » (Di Méo, 1998 : 39). Puis finalement, l'auteur souligne la composante symbolique du territoire, relevant des « représentations collectives, sociales et culturelles » de celui-ci. On remarque que les deux dernières dimensions du territoire présentées par Di Méo s'inscrivent dans une lignée semblable à celle de Simard et al., (2009) lorsqu'il parle de dimension symbolique de l'appropriation.

Selon Di Méo, c'est à partir de nos représentations, de nos expériences vécues et de nos aptitudes à conceptualiser que nous parvenons à territorialiser l'espace (Di Méo, 1991). Le territoire naît d'une construction sociale, empreinte d'histoire et de représentations communes. À cet effet, Bruno Jean souligne que :

La notion de territoire est centrale dans l'expérience humaine, tant individuelle, comme facteur de construction de l'identité individuelle, que collective, comme facteur de construction et de reconnaissance des groupes sociaux se définissant des appartenances, qu'elles soient locales, régionales ou nationales. (Jean 1993)

Pour parler de cette construction sociale du territoire, Guy Di Méo reprend une citation pertinente de Michel Marié qui dit :

L'espace a besoin de l'épaisseur du temps, de répétitions silencieuses, de maturations lentes, du travail de l'imaginaire social et de la norme pour exister comme territoire. (Marié, 1982 dans Hypergéo)

Ainsi, si l'on se fie à la théorie, nous pouvons postuler que c'est en s'appropriant l'espace que nous en venons à le *territorialiser*. Dans le cadre de notre recherche, le concept de *territoire* est central et nous permettra d'avoir une meilleure compréhension des liens construits entre les Hauts-Gaspésiens et l'espace qu'ils habitent. Nous avons choisi de retenir plus spécifiquement la définition de *territoire* de Guy Di Méo (1998) puisqu'elle tient le plus compte de celui-ci comme construit social. En ce qui concerne le concept de *territoire*, nous retenons davantage les notions provenant de l'approche de la géographie sociale. Des notions comme *espace de vie*, *espace vécu*, *habiter et territoire vécu* sont toutes issues ou grandement liées à cette branche de la géographie sociale. Puisque ces notions sont utilisées dans le cadre de cette recherche, nous présenterons ici les grandes lignes de cette approche.

2.2.2. La géographie sociale

La géographie sociale s'intéresse à la manière dont les humains se représentent, conçoivent et produisent leur rapport à l'espace (Di Méo, 1998). Grandement influencée par le marxisme, la

géographie sociale « analyse les conséquences spatiales des inégalités sociales » (Lévy et Lussault, 2003 : 188). Cette approche perçoit notamment le territoire comme un processus dynamique qui se construit selon la culture, l'identité et l'espace (Gagnon, Tellier, D'Almeida et Fortin, 2006). Ainsi, comme le résume le géographe Guy Di Méo, « le territoire témoigne d'une appropriation à la fois économique, idéologique et politique de l'espace par des groupes qui se donnent une représentation particulière d'eux-mêmes, de leur histoire, de leur singularité » (Di Méo, 1998). La géographie sociale permet de constater que les concepts *d'appropriation* et de *territoire* se rejoignent à plusieurs niveaux.

Dans le cadre de cette recherche, l'approche de la géographie sociale nous permet de mieux comprendre le lien qui s'est construit, tant par le passé que par le présent, entre les Haut-Gaspésiens et leur territoire. Autrement dit, comment le lieu participe à l'identité des individus et comment ceux-ci ont donné une identité et une existence au lieu (Clerc, 2004).

À présent, nous avons exploré les deux premiers concepts importants de cette recherche, soit celui d'*appropriation* et celui de *territoire*. Si ces deux concepts permettent d'établir la manière dont les Hauts-Gaspésiens se représentent et habitent la Haut-Gaspésie ainsi que comment ils exercent leur pouvoir sur ce territoire, il n'en demeure pas moins que leur perception des enjeux touchant ce territoire doit être recueillie. Ainsi, nous cherchons à mieux comprendre comment se positionnent les Hauts-Gaspésiens par rapport au phénomène de dévitalisation. Comment vivent-ils l'exode constant des jeunes et l'augmentation incessante du chômage? Comment perçoivent-ils les difficultés que traverse leur région? Quels sont les principaux enjeux et défis de la région et qu'est-ce qui doit être adressé en priorité? Afin de nous aider à répondre à ces questions, explorons d'abord plus en détail le concept de *dévitalisation*.

2.3. Le concept de dévitalisation

Bon nombre d'auteurs ont étudié la question de la dévitalisation et des initiatives de revitalisation. À partir d'une recherche autour des mots clés « dévitalisation » et « exode rural », nous avons trouvé plusieurs textes abordant ce thème. Force est de constater qu'une panoplie de notions sont utilisées pour parler du phénomène qui affecte les territoires ruraux et qui s'amorce par une migration des

communautés rurales vers la ville. Rappelons-nous que pour Bernard Vachon, la *dévitisation* fait référence au :

Processus par lequel une collectivité territoriale est progressivement dépossédée de sa vitalité démographique, économique et sociale du fait de sa marginalisation et son exclusion par rapport aux espaces qui accaparent la croissance économique et ses retombées (Vachon 1991).

Dans son explication du phénomène, Vachon met l'accent sur le cercle vicieux de facteurs endogènes et exogènes qui affectent les milieux dévitalisés. Toutefois, si le terme « dévitalisation », emprunté au développement local, a été repris et utilisé par le MAMROT et par divers chercheurs reconnus, certains termes connexes ne font pas consensus et certains auteurs vont même jusqu'à critiquer leur usage. Par exemple, en ce qui a trait à la notion « d'exode rural », grandement utilisée dans les domaines de développement local, rural et régional, Brunet, Ferras et Théry considèrent que c'est bien plus « une image de propagande, destinée à émouvoir au nom des valeurs traditionnelles et naturelles, qu'une réalité tangible, même si l'installation de nombreux ruraux à la ville est un mouvement continu depuis deux siècles au moins » (1992 : 204). De même pour Lévy et Lussault pour qui le terme « exode rural » est une « exagération conservatrice et ruralisante » (Lévy et Lussault, 2003 : 162).

D'autres termes sont également utilisés pour parler « d'exode rural ». Majella Simard utilise entre autres le terme « dépeuplement rural » pour parler de ces changements démographiques ayant affecté les territoires ruraux au cours du 20^e siècle (Simard, 2006). À cet effet, Brunet, Ferras et Théry expliquent qu'un « espace dépeuplé, est peu peuplé, mais l'a été davantage » (1992 : 149). Ainsi, le dépeuplement résulte à la fois d'une augmentation de l'émigration et d'une *dépopulation*, soit une trop grande proportion de décès comparativement à la proportion des naissances (Brunet et al., 1992 : 149). Plusieurs auteurs français utilisent également le terme « désertification rurale » pour parler du phénomène. Cette notion fait référence à « l'abandon massif, continu, abouti quelle qu'en soit la cause : dégradation des possibilités de production et d'existence, aggravation de l'insatisfaction des habitants, guerre, déportation » (Brunet et al., 1992 : 153). En ce sens, les termes « dépeuplement » et « désertification » se rejoignent dans la mesure où ils font référence à une diminution progressive de la population d'un territoire, une pour des raisons plus « naturelles »

d'émigration, de diminution de naissances et d'augmentation de décès, puis l'autre, plus par « choix » de quitter. Toutefois, ces termes ne semblent pas encore englober la totalité des facteurs touchant les territoires ruraux tout comme le fait celui de « dévitalisation ».

Tel que nous l'avons vu dans la problématique, le concept de « dévitalisation » provient d'une typologie basée sur l'indice de développement conçu par le Ministère des Affaires Municipales des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT). Le MAMROT définit la dévitalisation rurale comme étant une décroissance économique et une désintégration sociale vécue par un territoire et qui entraîne sa marginalisation et son exclusion par rapport à d'autres espaces (MAMROT, 2010). En ce sens, le terme dévitalisation est directement associé au concept de « développement » ou de « sous-développement ». À cet égard, Gagnon, Simard, Tellier et Gagnon (2008) soulignent la perspective plutôt économiste du MAMROT quant au *développement*. Les auteurs critiquent l'absence d'indicateurs plus qualitatifs tels que le capital social ou la qualité de l'environnement dans la mesure du développement des communautés. Dans le même ordre d'idées, nous avons trouvé un rapport de la Fédération Québécoise des municipalités, les auteurs expliquant que les municipalités dévitalisées « correspondent à toutes celles dont le développement social et économique est au ralenti » (FQM, 2008).

Cette idée de « sous-développement » social et économique nous apparaît importante dans la mesure où elle fait directement référence au concept d'appropriation, défini précédemment. Rappelons-nous que l'appropriation comporte trois dimensions : symbolique, matérielle et politique. Il est intéressant de voir le pont qui se dessine entre des sous-concepts de la dévitalisation, tels le « sous-développement économique et social », « l'abandon massif » de la population ou le « dépeuplement » et la notion générale « d'appropriation du territoire ». Face à cette situation, quelle place prend l'appropriation d'un territoire que l'on pense quitter? Comment s'approprié-t-on un territoire en « dégradation »? En tant qu'habitant d'un territoire marginalisé, dévitalisé, quelles sont nos représentations sociales de ce territoire? Au regard des critiques du concept de « dévitalisation » et de ce qu'elle implique, nous avons voulu connaître l'avis des auteurs-clés qui nous interpellent dans cette étude. Avant de questionner davantage les liens qui unissent les concepts d'*appropriation*, de *territoire* et de *dévitalisation*, allons voir l'étude Épenda quant à ce dernier concept plutôt controversé.

Dans sa thèse portant sur les milieux ruraux québécois en restructuration, Augustin Épenda, spécialiste en développement régional et professeur à l'UQAT, s'intéresse aux diverses approches visant à caractériser le développement des milieux ruraux. Sa recherche fait d'abord une description typologique de la ruralité québécoise basée sur trois indices de développement, soit l'indice global de développement (IGD), l'indice de développement humain (IDH) et l'indice de défavorisation (IDÉF). Épenda explique avoir choisi ces trois indices pertinemment puisqu'elles ont « la capacité d'intégrer plusieurs aspects du développement, notamment les aspects sociaux, culturels, économiques et démographiques » (Ependa, 2003). Ainsi, avec l'objectif général de contribuer aux connaissances des milieux ruraux québécois, leurs fragilités et les perspectives de développement régional, Ependa a appliqué les trois indices de développement aux communautés rurales québécoises dites « défavorisées » par le MAMROT et il en est arrivé à des résultats très similaires à ceux du Ministère des Affaires Municipales et des Régions (MAMROT). Il apparaît donc que l'indice de développement du MAMROT ne représente pas uniquement un développement de type économique, mais qu'il intègre également des aspects de *développement humain, culturel et démographique*.

Lors de la problématique, nous avons spécifié que le concept de *dévitisation* utilisé dans cette recherche est emprunté au domaine du développement local, dont Bernard Vachon fait partie. Pour ces raisons, il importe que nous présentions les grandes lignes de cette approche afin de mieux comprendre sa visée et y inscrire nos objectifs de recherche.

2.3.1. Le développement local

Le développement local se définit comme étant une « stratégie de diversification et d'enrichissement des activités sur un territoire donné à partir de la mobilisation de ses ressources et de ses énergies s'opposant aux stratégies d'aménagement du territoire centralisées » (Lévy et Lussault, 2003; 253). Cette définition, quelque peu longue, rejoint celle de Vachon dans la mesure où le développement local est vu comme étant une stratégie de lutte contre les inégalités vécues par les territoires en difficulté. Ainsi, dans les deux définitions, on souligne que la stratégie du développement local est née de la constatation que les politiques gouvernementales devant venir en aide aux territoires en difficultés sont inefficaces.

Si l'on revient au cercle de la dévitalisation de Bernard Vachon (Figure 1.1 p.9), rappelons que c'est une combinaison de facteurs endogènes et exogènes qui contribuent à la dévitalisation d'un territoire. Lorsqu'on parle de développement local, Georges Bertin et al. (2003) reprennent des éléments théoriques de l'Abbé Houée (*Les étapes du développement rural*, 1972) quant à sa conception du développement local. Houée fait une distinction importante entre *le développement local endogène et exogène*. Il explique que le *développement local endogène* situe l'acteur social au cœur du développement et des transformations (Houée dans Bertin et al., 2003). Autrement dit, ce type de développement se centre sur les représentations sociales et la construction de la réalité d'une communauté particulière. Cette perspective est davantage constructiviste et ressemble à ce que certains auteurs appellent le développement « bottom-up » donc qui se construit à partir de la base. D'un autre côté, Houée explique que le *développement exogène* vise plutôt à « se conformer à des normes extérieures s'appuyant sur des principes à opérationnaliser » (Houée dans Bertin et al., 2003 : 12). Ce type de développement, que bon nombre d'auteurs ont exploré, est donc plutôt de type « top-down » et revête d'un « modèle normatif » (Bourgeault, 2003 : 100).

Tel que nous l'avons mentionné dans la problématique, les territoires éloignés des grands centres abritent des communautés touchées par la précarité financière, les ressources centralisées et la décroissance de population. Notre projet de recherche s'inscrit donc dans une logique de développement local de type endogène dans la mesure où il cherche à donner une voix à des communautés ayant été marginalisées, dans le but de contribuer aux connaissances et ainsi lutter contre les inégalités vécues par ces communautés. À cet effet, nous avons choisi de mener cette recherche dans une perspective « bottom-up » ou endogène, puisque tel que mentionné dans la problématique, nous considérons que la sphère *expérientielle* et subjective de la dévitalisation rurale n'a pas été suffisamment explorée dans la littérature actuelle. Nous considérons qu'afin de se questionner sur les effets perçus de la dévitalisation, cela suppose, comme l'affirme si bien Hervé Gumuchian, de « placer en situation centrale de la démarche le *référentiel habitant*; cela revient à privilégier un regard *de l'intérieur*, à prendre en compte en premier lieu le sens qu'a l'espace pour les divers groupes utilisateurs et acteurs locaux » (Gumuchian, 1991 : 335)

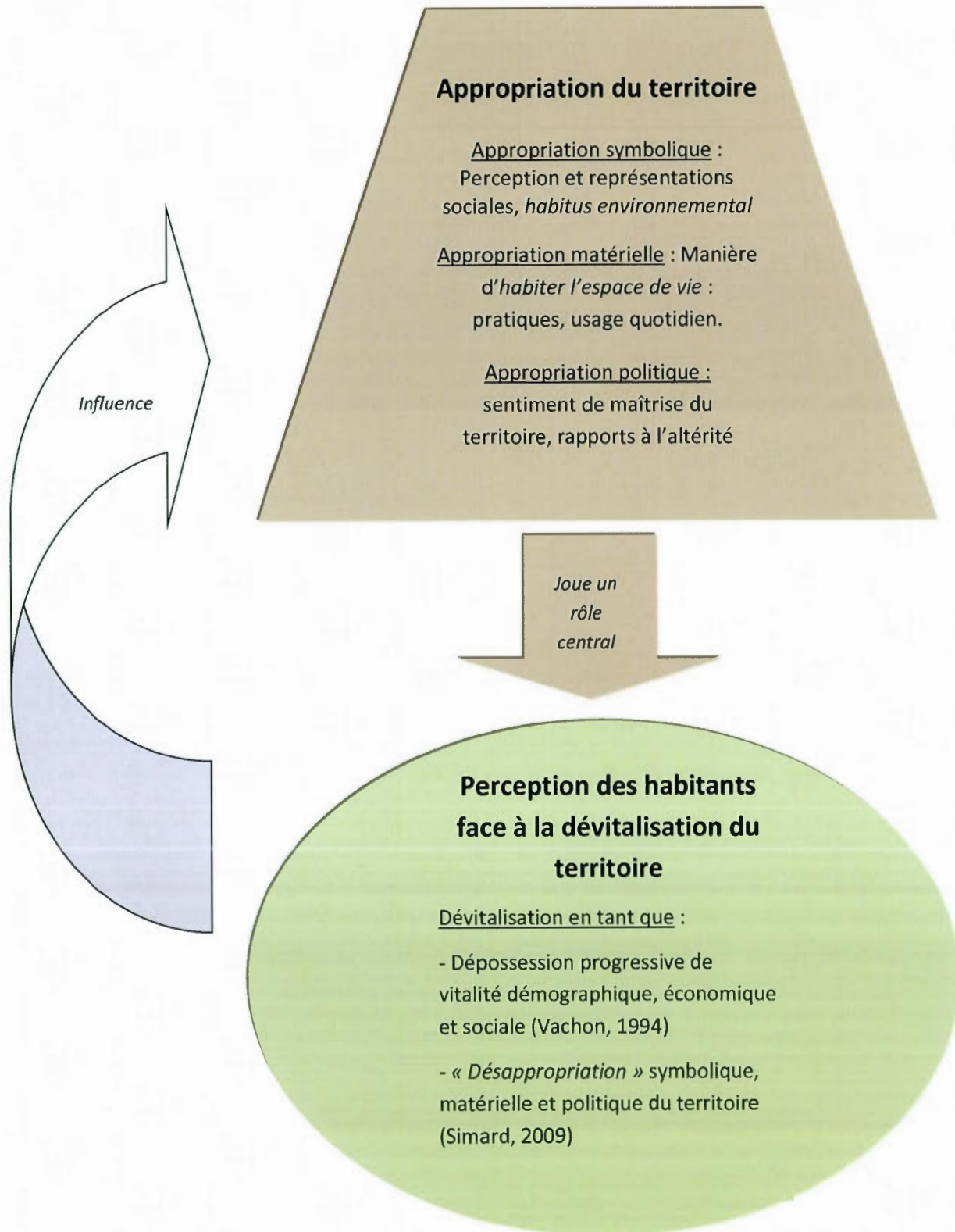
Le cadre théorique général que nous avons présenté réunit les trois concepts *d'appropriation*, de *territoire* et de *dévitalisation*. Tel que nous l'avons expliqué, ces trois concepts visent d'abord à établir la manière dont le territoire de la Haute-Gaspésie a été investie de valeurs et d'une charge

émotive propice à la construction du « territoire vécu » (Caillouette, 2009). Ensuite, ces concepts visent à mieux comprendre les *effets perçus de la dévitalisation* par les Hauts-Gaspésiens. À plusieurs reprises, il a été possible de voir les liens étroits qui unissent les concepts d'*appropriation* et de *territoire*. Précisons maintenant le troisième concept, celui de *dévitalisation*.

Le cercle de la dévitalisation de Bernard Vachon illustre bien les nombreux facteurs endogènes du phénomène de dévitalisation. On y retrouve des facteurs entre autres comme la *dégradation sociale*, la *démobilisation*, la *perte de confiance* et la *perte du sentiment d'appartenance des habitants*, la *désintérêt pour la vie politique*, l'*abdication* et la *résignation* (Vachon, 1994). Maintenant que nous avons exploré les concepts d'*appropriation* et de *territoire*, il est intéressant de voir à quel point les facteurs endogènes de Vachon font appel à des sous-concepts définis précédemment. Pensons entre autres au lien qu'il y a entre le facteur « perte du sentiment d'appartenance » (Vachon, 1994) et la dimension symbolique de l'*appropriation* (Simard, 2009) ou entre le facteur « situation de sous-emploi » (Vachon, 1994) et la dimension matérielle de l'*appropriation* (Simard, 2009). Ou bien encore entre le facteur « démobilisation » (Vachon, 1994) et la dimension politique de l'*appropriation* (Simard, 2009). En regardant attentivement le cercle de dévitalisation de Vachon, il semble que chaque facteur correspond à une dimension symbolique, matérielle ou politique telle qu'élaborée par Martin Simard (2009). Nous constatons donc que les facteurs endogènes de la dévitalisation témoignent d'une *désappropriation* symbolique, matérielle et politique de la part des habitants. Ainsi, nous considérons, de façon générale, que la dévitalisation rurale constitue une *désappropriation* du territoire.

En terminant, rappelons qu'à travers cette recherche, nous visons à introduire la notion d'*appropriation* dans le débat concernant le phénomène de dévitalisation, et ce, afin d'aborder les effets perçus de celle-ci par les habitants demeurant dans les milieux dits « dévitalisés » et s'étant appropriés ces territoires. À l'aide du schéma conceptuel suivant, nous pouvons voir plus clairement comment les concepts d'*appropriation*, de *territoire* et de *dévitalisation* interagissent pour expliquer la problématique et nous aider à répondre à la question de recherche.

2.4. Schéma conceptuel



Le schéma conceptuel ci-haut tente d'illustrer comment les concepts d'*appropriation*, de *territoire* et de *dévitisation* se relient et s'inter-influencent. Plus spécifiquement, nous posons l'hypothèse que l'appropriation symbolique, matérielle et politique du territoire joue un rôle central dans la perception des habitants face à la dévitalisation de leur territoire. Puisque la dévitalisation constitue selon nous une « désappropriation » symbolique, matérielle et politique du territoire, nous considérons que la perception des habitants envers cette « désappropriation » influencera, dans un effet de boucle, la manière dont ils s'approprient symboliquement, matériellement et politiquement le territoire. À présent, passons à la section suivante qui présentera le cadre méthodologique utilisé dans cette recherche ainsi que les stratégies retenues.

CHAPITRE III

MÉTHODOLOGIE

Nous avons présenté au chapitre précédent, les repères théoriques entourant cette recherche. Le chapitre qui suit présente le cadre méthodologique utilisé dans cette étude ainsi que les stratégies retenues. Précisons d'abord qu'étant donné que l'étude a été réalisée dans un périmètre restreint de la Haute-Gaspésie, et que l'échantillon est petit, il nous a fallu limiter la divulgation d'information concernant le profil des participants. Ainsi, toute information pouvant rendre publique l'identité des participants, tel le niveau de scolarité, la formation, le secteur d'emploi et la trajectoire de vie, est demeurée confidentielle.

Le terrain principal de la recherche a eu lieu en avril 2012 pour une période de deux semaines. Ayant déjà fait une première immersion (pré-terrain) en octobre 2011 nous avons déjà des contacts établis dans la région, ce qui facilitait grandement ce deuxième passage. Rappelons que la démarche méthodologique du pré-terrain se retrouve à l'appendice A (p108).

3.1 Population à l'étude

Étant donné que cette étude s'intéresse à l'appropriation du territoire et à la perception des Hauts-Gaspésiens quant à la dévitalisation, nous avons opté pour une étude multi-site, c'est-à-dire que les participants se retrouvaient dans plusieurs villages de la Haute-Gaspésie. Par souci éthique, nous voulions éviter de porter préjudice à un village en particulier en sélectionnant plutôt un échantillon qui s'étendait sur l'ensemble du territoire haut-gaspésien.

3.2 Critères de sélection des participants et modalités de recrutement

Tout comme dans la phase pré-terrain, nous avons recruté des participants âgés de 18 ans + et habitant actuellement sur le territoire de la Haute-Gaspésie. Les critères essentiels pour participer à notre projet de recherche consistaient à ce que les participants puissent témoigner du passé, du présent et des perspectives futures de leur expérience de vie en Haute-Gaspésie. Les participants devaient être minimalement actifs sur le territoire, c'est-à-dire qu'ils devaient faire preuve d'une certaine appropriation du territoire, soit en s'impliquant dans une activité, un emploi ou au sein de la communauté. Ils devaient également faire l'expérience de la dévitalisation de leur territoire et avoir un point de vue, à la fois sur ce phénomène que sur les initiatives de revitalisation qui sont déployés

actuellement. Afin d'enrichir notre analyse et demeurer fidèle à la diversité populationnelle de la région, nous souhaitons recueillir les témoignages de personnes ayant des perspectives différentes. En ce sens, l'âge, la trajectoire migratoire, la profession, le statut économique et le niveau de participation citoyenne ne sont que quelques exemples de critères qui pouvaient jouer sur la perspective des personnes interviewées et dont nous avons tenu compte dans la sélection des participants.

3.3 Une recherche de type qualitative et une approche compréhensive

Anadón (2006) définit la recherche qualitative comme étant un champ interdisciplinaire permettant à des chercheurs de mieux « comprendre les significations que les individus donnent à leur propre vie et à leurs expériences » (Anadón, 2006 : 15). Cette définition s'applique manifestement à notre recherche dans la mesure où celle-ci demeure cohérente avec nos objectifs ainsi qu'avec les repères théoriques qui l'encadrent. Notre recherche s'inscrit clairement dans une approche compréhensive dans la mesure où l'on s'intéresse à la « construction de sens » des habitants d'un territoire dévitalisé quant aux phénomènes qui touchent leur territoire et leur communauté. (Paillé et Mucchielli, 2003).

3.4 L'entretien de type ethnographique

Lors des entretiens, une approche ethnographique a été adoptée. Cela impliquait, selon Boutin (2000) de laisser, jusqu'à un certain point, libre cours à l'interviewé d'explorer des pistes qui l'intéressent. Dans son texte portant sur l'entretien de recherche qualitatif, Boutin reprend la définition de Fetterman (1989 : 48) quant à l'entretien de type ethnographique. Fetterman décrit trois types d'entretiens ethnographiques, dont le deuxième, *l'entretien structuré*, nous apparaissait comme le plus approprié pour le type de recherche que nous menions. L'entretien ethnographique structuré « est constitué d'un questionnaire visant un objectif explicite de vérifier la répliquabilité des réponses et les différences de perception de la part des personnes interrogées » (Fetterman dans Boutin, 2000). Dans le cadre de cette recherche, qui s'intéresse à l'appropriation d'un territoire dévitalisé et aux effets perçus de la dévitalisation, ce type d'entretien a permis de recenser sans trop de directivité, le vécu et l'expérience des personnes interviewées.

3.5. Méthodes et procédures de recherche

Lors du terrain, 6 sujets ont pris part à une entrevue semi-dirigée d'environ 1 h durant laquelle nous avons abordé 3 grands thèmes : 1) L'appropriation du territoire 2) La dévitalisation et 3) la réappropriation du territoire. Chacun des thèmes visait à recenser les trois dimensions de l'appropriation que nous avons explicitées dans le cadre théorique, soit les dimensions symbolique, matérielle et politique (Simard et al., 2009). Ainsi, le premier thème abordait plus précisément le parcours de vie de l'interviewé dans sa région, les lieux symboliques, l'attachement à la région, le lien avec la nature et les occupations quotidiennes. Le deuxième thème abordait les différents changements perçus dans la région depuis que l'interviewé y habite, les difficultés, enjeux et défis présents en Haute-Gaspésie et les impacts environnementaux, sociaux, économiques et politiques de ces difficultés. Enfin, le troisième thème s'intéressait à la réappropriation symbolique, matérielle et politique du territoire, soit les initiatives existantes dans la région et les effets perçus de ceux-ci, le sentiment de maîtrise du territoire par l'interviewé et les moyens préconisés pour améliorer la situation en Haute-Gaspésie. (Appendice C, p.120).

3.6. Les notes de terrain

L'outil principal utilisé pour recueillir les notes de terrain pendant la recherche a été le journal de bord. Le fait de relater quotidiennement les faits, d'écrire nos impressions de ces faits puis les impacts sur le projet nous a permis d'accorder une valeur à ce qui était dit dans l'informel. Plus précisément, cet outil a permis de traiter le plus rigoureusement possible, les faits observés et certaines conversations informelles. Nous considérons que cela était important dans la mesure où c'est parfois dans l'informel que l'information la plus pertinente ressort et elle tend à sortir avec une spontanéité qui traduit souvent une évidence sur la réalité du terrain. D'ailleurs, avant même d'entamer les entrevues, on nous parlait déjà informellement de certaines tensions présentes en Haute-Gaspésie, principalement entre deux tranches de la population, les *natifs* et les *néo-ruraux*. On nous expliquait que ces deux groupes n'ont pas les mêmes intérêts, qu'ils ne partagent pas vraiment les mêmes événements. D'emblée, on comprenait qu'il s'agissait d'un élément à considérer dans le cadre de notre recherche. D'ailleurs, nous aurons l'occasion de reparler de ces deux tranches de population au prochain chapitre, lors de la présentation des résultats.

Ensuite, au-delà des tensions ressenties entre les natifs et les néo-ruraux, nous avons également remarqué certaines tensions envers nous, la chercheuse montréalaise. Notre posture d'étudiante montréalaise à la maîtrise en travail social suscitait régulièrement des questionnements qui étaient empreints d'une certaine méfiance. Qu'ils soient natifs ou néo-ruraux, de par leur historique et de par leurs propres jugements envers une personne de la ville, une universitaire, on sentait souvent chez les gens un désir de « protéger » le territoire. Ainsi, ce contexte suscitait chez nous une peur d'être rejetée ou bien qu'on nous dise uniquement ce qu'on veut entendre.

Enfin, nos observations nous ont amenés à certaines réflexions concernant la perception de chaque tranche de population, soit les natifs et les néo-ruraux, quant à la dévitalisation. Nous avons également réfléchi au rôle que joue chaque groupe dans la revitalisation du territoire. Plus précisément, nous avons questionné le rapport au territoire, la manière d'investir celui-ci, de le percevoir, de le considérer. Y avait-il par exemple des différences dans la manière de voir le territoire et dans la perception de ce qui lui arrive en ce moment?

3.7. Méthode d'analyse des données

Suite aux entrevues, nous avons retranscrit les verbatims provenant des enregistrements et avons procédé à un travail d'annotation et d'analyse thématique afin de *repérer, regrouper et examiner* les thèmes abordés lors de l'entretien (Paillé et Mucchielli, 2008). Les thèmes ont été regroupés dans un tableau qui nous a par la suite permis de relever les récurrences dans le discours des personnes interviewés (Paillé et Mucchielli, 2008). Cela a permis non seulement de cerner ce qui était socialement construit dans la manière de s'approprier un espace, mais aussi de mieux comprendre la perception des Hauts-Gaspésiens interviewés quant à la dévitalisation de leur territoire.

Les résultats ont été rendus en respectant les récurrences dans le discours des gens. Les thèmes ayant été le plus souvent abordés, ont été présentés en premier lieu. S'ensuivent les thèmes moins récurrents ou abordés par un moins grand nombre de participants. L'analyse a permis de mettre en lien les éléments de la problématique, du cadre théorique et des résultats. Prenant appui sur le cadre d'analyse, nous avons pu approfondir et rendre plus concrète la relation entre les trois concepts.

Au cours de cet exercice, il a été essentiel de maintenir un bon niveau d'inférence afin que les thèmes demeurent le plus près possible du discours des personnes interviewées (Paillé et Mucchielli, 2008). Tel que mentionné précédemment, nous comptons nous inspirer de l'approche ethnographique lors des entretiens et de la recherche terrain. L'analyse des données s'est également faite en utilisant certaines techniques de cette approche comme la prise en compte du journal de bord dans l'analyse afin de procéder à ce qu'Arborio et Fournier (2008) appellent le « raisonnement illustré » (Chauvin et Jounin, 2010).

3.8. Modalités de transmission des résultats

À la suite du dépôt de ce mémoire, nous comptons procéder à la transmission écrite des résultats par voie des médias locaux et par la rédaction d'un document synthèse à l'intention des participants. Nous procéderons également à la transmission orale des résultats dans les divers lieux de concertation d'acteurs sociaux.

3.9. Limites de l'étude

La contribution des participants à l'avancement des connaissances concernant leur territoire est selon nous inévitable. Toutefois, une des limites majeures de l'étude concerne la généralisation des résultats. Cette limite vient du fait que nous procédons à une étude qualitative avec un petit échantillon provenant d'un vaste territoire, mais aussi du fait que chaque village est différent et que les modes d'appropriation et la perception de la dévitalisation le seront certainement aussi.

3.10. Considérations éthiques, respect de l'anonymat et de la confidentialité

Les avantages directs que les participants pouvaient espérer recevoir de leur participation au projet de recherche étaient d'abord, l'affirmation de leur appartenance communautaire, la participation aux questions concernant leur communauté, les bénéfices de pouvoir raconter leur histoire et leur perception, puis finalement le sentiment d'être écouté, validé et pris en compte dans leurs besoins. Les participants pouvaient également espérer se sentir fiers et utiles d'avoir participé à l'avancement des connaissances. Dans le cadre de cette recherche, il n'était pas prévu d'interviewer des personnes à priori psychologiquement vulnérables. Ainsi, nous estimions que notre projet était exempt de

risques majeurs pour les participants. Ceci dit, nous avons identifié deux inconvénients mineurs pouvant être suscités par notre projet de recherche. D'abord, l'entretien pouvait rappeler aux participants des difficultés vécues dans l'histoire de la communauté. Ensuite, l'entretien pouvait soulever du scepticisme ou de la déception face à l'impact immédiat de la recherche sur leur situation. Afin de minimiser les inconvénients anticipés pour les participants lors des entretiens, nous avons donc fait preuve d'authenticité dans notre approche et d'empathie face aux difficultés ressenties. De plus, avant d'entreprendre l'entretien, les participants ont été informés de ces inconvénients ainsi que de leur droit à cesser l'entretien à tout moment. En guise de prévention, nous avons préparé une petite liste de ressources d'aide dans la région afin que les participants puissent la consulter après l'entretien s'ils en ressentaient le besoin.

Ensuite, afin d'assurer l'anonymat des participants, nous avons inscrit uniquement les initiales des participants dans nos documents. Les bandes audio étaient exemptées de noms ou de toute information permettant d'identifier les participants. Ces bandes seront effacées dans un délai de deux ans, au plus après les premières entrevues. De plus, lors du traitement des données et la diffusion des résultats, nous avons utilisé des pseudonymes.

Finalement, au cours de notre recherche, toutes les données pouvant identifier les participants, tels que l'enregistrement audio des entretiens, ont été soigneusement conservées. Les données confidentielles sur format papier ont été conservées dans un porte-document, toujours en notre présence. Les données informatiques ont été enregistrées dans un ordinateur portable personnel. Enfin, toutes les informations retenues lors de notre projet de recherche ont porté sur l'échantillon recueilli en Haute-Gaspésie.

3.11. Moyens pour obtenir le consentement des participants

Précédent l'entretien, nous avons communiqué avec chaque participant par téléphone ou par courriel. Ce contact visait à leur préciser la nature et les objectifs de notre projet de recherche ainsi que nos rôles et responsabilités auprès d'eux, afin qu'ils soient en mesure de prendre une décision éclairée quant à leur participation ou non dans notre projet de recherche. Le formulaire de consentement qui se retrouve à l'appendice C de ce présent document (p.120) a été utilisé. Ce

formulaire de consentement a été rédigé à l'aide du modèle de formulaire présenté par l'UQAM à l'adresse suivante : www.recherche.uqam.ca/ethique/humains-consent-majeur.doc

CHAPITRE IV

RÉSULTATS DE LA RECHERCHE

Dans le chapitre précédent, nous avons présenté les éléments de méthodologie ayant encadré cette recherche. Nous avons également explicité les deux principaux objectifs de cette recherche qui sont de 1) mieux comprendre la manière dont les Hauts-Gaspésiens s'approprient leur territoire puis 2) connaître les effets perçus du phénomène de dévitalisation, particulièrement sur les liens communautaires, sur le sentiment d'appartenance et sur les initiatives de revitalisation présentes sur leur territoire.

Dans le présent chapitre, nous présenterons les données recueillies lors des entretiens menés en Haute-Gaspésie en octobre 2012.

4.1. Vivre en Haute-Gaspésie : une question de choix?

Plusieurs raisons peuvent nous pousser à vivre dans une région ou une autre. Le lieu où nous habitons peut nous avoir été imposé par nos parents par exemple ou peut avoir été choisi consciencieusement. Lors des entrevues, nous avons voulu savoir ce qui poussait les gens à vivre la Haute-Gaspésie. Certains ont fait le choix de vivre en Haute-Gaspésie alors que pour d'autres, le choix a été fait pour eux il y a longtemps. Trois des sujets interviewés proviennent de la Haute-Gaspésie et y ont toujours habité. Pour eux, il n'est pas question de quitter cette région, c'est un choix naturel que de demeurer ici. Voyons d'abord l'explication d'un des sujets quant à son choix de rester dans sa région native.

Non, ça a été naturel. Ça a été naturel parce que... parce qu'on est allé faire les études à SteAnne-des-Monts (S.A.D.M) dans ce temps-là y'avait un pensionnat, ils appelaient ça le pensionnat de St-Paul, pour ma part entoucas, pis on est allé là pis quand j'ai fini mon secondaire il y avait soit l'école normale pour enseigner ou soit aller pour infirmière. Dans ce temps-là, c'était ça qu'il y avait. Faque quand moi j'ai fini ma 11ieme année, il y a eu du travail dans une usine qui avait ici, c'était au bureau, pour faire de la comptabilité, pis il y avait une madame qui était là depuis ben des années pis elle avait besoin de quelqu'un pour l'aider à faire de la comptabilité, donc j'ai commencé à travailler là, j'ai pas eu l'idée moi d'aller à nulle part. Tu comprends? Pis après ça ben on s'est

marié pis tout le temps de l'ouvrage ici pas loin, soit à S.A.D.M, soit à Mont St-Pierre. (Sujet 2)

Pour un autre sujet, c'est le fait de toujours avoir un emploi qui a contribué au choix de vivre en Haute-Gaspésie; une réalité qui ne s'applique pas à tous les habitants de cette région : « Mais c'est parce que j'ai du travail aussi, peut-être que si j'avais pas de travail, pis y'a ça aussi, on n'a pas pensé à ça, y'a ça aussi, les gens s'en vont parce que y'a pas de travail en Gaspésie assez. Ils s'en vont travailler en ville. » (Sujet 1)

Ensuite, il a les participants qui ont carrément fait le choix d'emménager en Haute-Gaspésie. Cette réalité représente celle de plusieurs Hauts-Gaspésiens, ceux que l'on appelle les « néo ruraux » et dont nous parlerons plus loin. Seulement une des personnes interviewées lors de notre recherche était non-native de la Gaspésie. Pour elle, le choix d'emménager dans la région a été motivé par l'idée d'ouvrir un commerce. Cependant, c'est en rencontrant l'amour que cette personne a décidé de demeurer dans la région à plus long terme.

En fait, quand j'suis arrivé en Gaspésie, j'ai pas choisi la H-G, j'ai choisi, j'savais pas où je m'en venais, mais j'ai choisi la région de Gaspé parce que je voulais ouvrir un commerce, pis l'endroit que j'ai cru intéressant pour ouvrir le commerce c'était à Forillon [...] c'est l'amour qui m'a emmené en Haute-Gaspésie [...]
(Sujet 4)

Finalement, un phénomène commun en Haute-Gaspésie constitue l'exode temporaire des jeunes puis leur retour éventuel en région. Certaines personnes sont originaires de la Haute-Gaspésie, mais décident de quitter la région pour étudier à l'extérieur. Nous avons questionné un des sujets sur sa décision de revenir s'installer en Haute-Gaspésie après ses études. Pour lui, c'était d'abord une question de solidarité pour la communauté haute-gaspésienne, mais aussi de motivation à l'idée d'affronter les nombreux défis de la région.

Oui, c'est surtout la communauté, à la communauté pis le fait que j'suis pas capable d'accepter de je pourrais pas changer de quoi, ça me challenge en quelque part, ça m'épuise, ça me déconcerte mais je repogne tout le temps une deuxième *draft* à moment donné pis je reviens juste plus crinquée, tsé? (Sujet 3)

4.2. Avantages et désavantages de la Haute-Gaspésie

Dans le cadre des entrevues, nous avons questionné les participants sur ce qu'ils aiment et aiment moins de la Haute-Gaspésie. Nous voulions les entendre parler d'eux, de leur histoire, des choses qu'ils apprécient ou qu'ils apprécient moins de leur région, des lieux qu'ils fréquentent et de leur lien avec la nature qui les entoure. S'il y a une chose que nous avons ressentie de la part des six personnes interviewées, c'est qu'ils sont profondément amoureux de leur région. Cet amour ils le crient, le chantent, l'écrivent et l'expliquent avec tant de passion, qu'il est difficile de ne pas le ressentir tout autant. Cependant, ils expriment aussi de nombreuses insatisfactions quant à la vie en Haute-Gaspésie. Dans les pages qui suivent nous aborderons les éléments les plus appréciés et dépréciés de la région haute-gaspésienne. D'abord, nous relaterons les avantages et désavantages perçus par les participants dans leur rapport à l'espace. Ensuite, ce sera la même formule pour leur rapport à la communauté, où l'on abordera les deux types de clivages que l'on retrouve dans les discours et les rapports sociaux. En troisième lieu, nous parlerons du rapport des Hauts-Gaspésiens à la politique. Enfin, vous remarquerez comment chaque sous-catégorie reflète en plusieurs points, les notions liées à l'appropriation symbolique, matérielle et politique du territoire.

4.2.1 Le rapport à l'espace

Avant toute autre chose, ce sont l'espace et l'environnement que les personnes interviewées disent apprécier le plus en Haute-Gaspésie. Plus spécifiquement, ils parlent de leur appréciation pour la nature et la tranquillité. D'ailleurs, pour bon nombre de sujets, la forêt est le lieu qu'ils fréquentent le plus pour pratiquer des activités de plein air, la chasse, les randonnées, le quatre-roues. Puis il y a cette mer qui entoure la péninsule. À cet effet, la grande majorité des participants se disent encore émerveillés par la mer et expriment que c'est au bord de l'eau qu'ils se sentent le mieux. D'une manière symbolique, le bord de la mer semble représenter un lieu de recueillement et de méditation. Le simple geste d'aller s'y promener est devenu un rituel pour certains participants. Un des sujets raconte d'ailleurs avec entrain, des souvenirs d'enfance au bord de la mer : « Depuis qu'on est toutes petites qu'on va sur la plage. Pis moi tous les midis je vais marcher sur la plage pis j'écoute encore la mer. Ah ouais. On l'écoute encore. (Sujet 1). Une des personnes interviewées se souvient plus particulièrement des pêcheurs de morue, qu'on ne voit plus aussi souvent à présent.

Pis on se souvient quand on était petites, hein les pêcheurs au quai, qui arrivaient avec les barges pis qui pleumaient leur morue pis on allait voir ça nous autres.

On a vu ça toute notre vie! Montait dans rue hein, notre voisin avec les morues qui gigotaient, c'tait long de même hein, 50 cents tsé ? (Sujet 2)

Lorsque nous questionnons leur appréciation de la région, tous les participants commencent leur réponse en parlant de la nature. Pour la plupart, cet environnement vaste et naturel rime avec tranquillité : « C'est pas compliqué, regarde, c'est la nature. C'est la mer, c'est les montagnes, c'est la tranquillité. Tu t'en vas à Ste-Anne-des-Monts faire des commissions, t'es pas dans l'trafic là, t'es le long de la mer! » (Sujet 2). Un sujet en particulier parle de son identification à la « dureté » du climat. Il apprécie plus que tout l'aspect vivifiant de la nature, les grands vents, les froids d'hiver, l'aspect parfois violent de la mer : « C'est sûr qu'on ne peut pas faire autrement qu'aimer la région pour sa géographie, tsé? Autant ça peut déranger certains le côté dur, autant moi, si il vente pas pendant un bout, j'finis par m'ennuyer. Le vent c'est vivant, ça change tout, ça change le visuel de la mer, se faire fouetter à mille mètres dans les airs c'est une expérience qui me dérange pas de revivre. » (Sujet 4). La nature semble également représenter une absence de stress : « Ah regarde, l'environnement est de un, c'est sûr l'environnement, là t'as pas de smog, t'as pas de les odeurs que t'as de la ville, ça et de un c'est un gros plus. Pis le stress, pas de stress tsé, tu t'en vas travailler le matin, t'as pas de trafic. » . (Sujet 5). Cette tranquillité, étroitement liée au paysage, mais aussi au peu de population, est un des principaux éléments qui contribue à l'attachement à la région.

Cependant, le rapport à l'espace n'est pas que positif. Au moins deux sujets mentionnent clairement les désavantages de la tranquillité de la région. D'ailleurs, plusieurs gens du coin disent trouver « plate » la vie en Gaspésie : « [...] il y en a qui n'aiment pas vraiment ça vivre en Gaspésie, ils trouvent ça plate. » (Sujet 1). La tranquillité que certains apprécient est perçue par d'autres comme un manque de vitalité dans la région. « J'te dis qu'avant ça là, il y a peut-être 10 ans, hein, la rue principale en avant, c'était éclairé ça pis ça bougeait. Pis le soir là, y'avait le poste d'essence qui était là, y'avait un petit dépanneur dans le poste d'essence tout ça, hein? Écoute, ça brassait mais là, là, quessé qu'y a? C'est noir comme el'poêle! » (Sujet 2). D'autres participants mentionnent l'existence d'un désillusionnement de Hauts-Gaspésiens par rapport à la nature. « Il y en a des gens qui la voient pu la mer, sont "bof", sont tannés, ils l'ont vu toute leur vie, ils [ne] s'émerveillent [plus] » (Sujet 2).

Enfin, certains sujets se sont exprimés sur les désavantages de vivre loin des grands centres. Deux d'entre eux nomment leur insatisfaction de devoir se déplacer, soit pour aller magasiner ou pour

assister à des activités culturelles par exemple. Effectivement, les habitants des villages de la région doivent soit se rendre dans la ville de Ste-Anne-des-Monts ou se déplacer à Matane, à une heure de route, pour faire la plupart de leurs achats : « Les choses que j'aime moins? Ben des fois faut aller ailleurs pour acheter. On veut encourager local mais les enfants, pas de souliers à Ste-Anne-des-Monts (S.A.D.M), c'est impossible, faut aller à Matane, quand on trouve à Matane, sinon c'est Rimouski. ». (Sujet 5).

Il en va de même pour les activités culturelles qui sont peu présentes à S.A.D.M mais qui ont plutôt lieu à Matane ou à Rimouski. Une participante dit devoir se déplacer régulièrement pour aller au cinéma.

Même je prends la peine d'aller à Matane pour aller voir des films. Parce qu'ici là, à S.A.D.M, c'est dans un auditorium, la polyvalente pis c'est trop gros pis c'est pas une salle de cinéma. Tsé une salle de cinéma tu rentres dans ça pis hein? Bon, ça fait que, je prends la peine pis j'y vais. J't'allée encore dimanche. (Sujet 2).

Ainsi, nous constatons qu'il existe une dualité dans le rapport des Hauts-Gaspésiens à l'espace qu'ils habitent. La géographie de la Haute-Gaspésie, de par son caractère naturel et sa tranquillité, semble représenter une source d'appréciation de la région. Cependant, à cause de son éloignement des grands centres et son manque de vitalité, cette même géographie représente également une source d'insatisfaction pour les participants rencontrés.

4.2.2. Le rapport à la communauté

Le deuxième thème abordé par les participants concerne le rapport à la communauté haute-gaspésienne. En ce qui a trait aux avantages, ce que les gens disent apprécier le plus est le côté chaleureux des membres de leur communauté et particulièrement de leur village. Trois sujets disent apprécier la solidarité et l'entraide qu'ils reçoivent des habitants de leur village. Une des personnes décrit son village comme étant accueillant, une autre a l'impression d'avoir des amitiés de meilleure qualité en Haute-Gaspésie qu'en ville. Les personnes interviewées font aussi la distinction entre leur attachement à la Haute-Gaspésie et leur attachement au village qu'ils habitent bien que la plupart affirment leur attachement pour la région dans son ensemble. D'ailleurs, un des sujets interviewés explique ne pas vouloir habiter ailleurs qu'en Haute-Gaspésie, malgré les défis qu'on y retrouve. Un

autre justifie son retour dans la région par son fort sentiment d'appartenance : « J'avais le choix entre Montréal et ici, mais le sentiment d'appartenance était si fort que je suis revenue ici » (Sujet 3). Toutefois, pour d'autres, comme ce sujet, c'est l'attachement au village qui prime.

Ah oui! Pis encore plus à mon, au village, j'dis « à mon village » ici parce que j'suis de S.A.D.M mais je resterais tellement pas à S.A.D.M là! Plus que t'es dans un p'tit village, plus que les gens sont chaleureux, tout le monde se connaît, tout le monde, on fait des soirées (Sujet 5).

En contrepartie, l'ensemble des sujets perçoit également des désavantages dans le rapport à la communauté, le plus important étant la stigmatisation. Le thème de la stigmatisation est au cœur de bon nombre d'insatisfactions et d'inquiétudes chez les participants interviewés. Ce thème touche tant la qualité de vie des Hauts-Gaspésiens que le développement social, culturel et économique de la région. Le thème de stigmatisation étant étonnamment large, nous avons dû le diviser en deux sous-sections appelées *clivages*. Le choix du terme *clivage* permet, selon nous, d'illustrer la division réelle qui existe entre plusieurs tranches de population en Haute-Gaspésie. Cependant, cette division va au-delà de la séparation physique. Elle est au cœur de la majorité des préjugés véhiculés dans la région ainsi que de la stigmatisation qui s'en suit. Il existe deux types de clivages en Haute-Gaspésie. D'abord un clivage géographique, qui réfère aux stigmatisations en lien avec lieu habité. Le deuxième clivage est social, c'est-à-dire qu'il fait référence aux stigmatisations en lien avec l'origine familiale et le statut socioéconomique. Nous présenterons ici ces deux types de clivages, en débutant par le clivage géographique existant en Haute-Gaspésie.

Le clivage géographique : villages et régions

Tant lors des entrevues que des observations sur le terrain, nous avons témoigné de la stigmatisation existante entre Hauts-Gaspésiens, mais aussi entre les Gaspésiens et les habitants d'autres régions du Québec. Nous avons donc choisi d'utiliser le terme « clivage géographique » pour parler de toutes ces formes de clivages liés au lieu habité. Ce lieu habité est, pour la plupart, le lieu qui a été investi et approprié. En ce sens, le clivage géographique touche plus que le cadre physique du lieu, il touche surtout la représentation symbolique que les gens se font du lieu.

Nous avons constaté qu'il existe plusieurs formes de clivage géographique. Premièrement il y a le clivage géographique qui se fait à l'intérieur même d'un village, que nous avons appelé le clivage

intra-village. Pour la moitié des participants, le plus grand irritant de la vie de village consiste au « placotage » existant dans la communauté. Le manque d'anonymat, la critique et la jalousie sont trois termes ayant été utilisés par plusieurs participants pour décrire l'attitude adoptée par certains membres de la communauté villageoise face aux autres membres. Ainsi, il semble que malgré la solidarité et l'entraide qu'on y retrouve, la vie de petit village et la proximité des habitants amènent aussi le sentiment d'être surveillé, jugé, critiqué. Un des sujets décrit bien le manque d'anonymat qui peut se vivre dans un petit village.

Le plus gros désavantage de vivre dans un p'tit village, comme ça... Pas juste en Gaspésie là, mais tout le monde sait t'es qui, d'où tu viens, qu'est-ce que t'as fait dans ta vie... connaît tes parents, sait si t'es séparé... tout le monde sait ça là. C'est ça le plus gros désavantage je trouve, quand il t'arrive quelque chose, c'est dur de vivre avec ça. (Sujet 1).

Un autre sujet démontre bien l'ambivalence des émotions liées à la vie de village, soit l'insatisfaction du « placotage » qui a lieu, mais aussi l'appréciation des avantages qu'on y retrouve : « C'est certain qu'il y a des désavantages aussi d'in p'tits villages parce que tout le monde se connaît pis il y a du placotage pis des affaires comme ça, mais il y a rien de plus beau ». (Sujet 2).

Dans un deuxième temps, nous devons parler de la stigmatisation existant entre les villages de la Haute-Gaspésie. Ce que nous appelons le clivage *inter-villages*, fait référence aux tensions qui surgissent entre certaines populations de villages Hauts-Gaspésiens. Il se traduit notamment par ce que plusieurs appellent les « guerres de clochers » et s'explique entre autres par le développement géographique de la Haute-Gaspésie, le fait que celle-ci soit faite en anses, longeant la mer.

[...] par rapport à chaque village, les villages se sont développés en silo... Y'aurait une explication géographique parce que c'est tout dans des anses quasiment pis avant les gens se convoitaient pas trop, mais y'a de la guerre de clocher incroyablement, y'en a ailleurs aussi, mais ici y'en a en tabarouette là. (Sujet 3).

Selon un des sujets interviewés, la morphologie de la région a sans doute contribué au clivage *inter-villages*. Il n'est pas rare par exemple, de se faire intimider parce qu'on vient d'un village en

particulier et parce que ce village est plus loin, peut-être plus pauvre ou simplement parce qu'il y a des préjugés envers les gens qui y habitent.

Lorsque nous questionnons comment se manifestent les stigmates, ce même sujet répond : « [...] tout le monde connaît tout le monde, tout le monde stigmatise par groupe familial et donc toi t'as beau, moi j viens de (village), quand j't'arrivée au secondaire j me suis fait écœurer solidement parce que je venais de (village) ». Finalement, lorsque nous demandons des exemples de stigmates, Sujet 3 élabore davantage.

Y'a des choses vraiment qui sont dans le schème des gens, dans les habitudes dans les mœurs qui, qui fait en sorte que ça se répercute tout le temps de génération en génération. Justement, disons Mont-St-Pierre, c'est des « Usss », pis tsé c'est, c'est... Des « Usss ». Je pourrais pas te dire pourquoi là, par exemple là, mais tsé on va dire c'est des « usss » ou des ti-counes, tsé : Ouaaahhh, les « usss » des Mont-Saint-Pierre tsé! La Martre tsé sont, sont, sont « pas propres », c'est toute, c'est dans, tsé des...C'est de la stigmatisation.

Cette personne nous fait part de stigmates particuliers concernant un village en Haute-Gaspésie. Pour ne pas contribuer ou alimenter ces stigmates, nous avons choisi de ne pas dévoiler le nom de ce village, mais mentionnerons simplement que ses habitants ont été maintes fois blessés collectivement, tant pas les gens de la Haute-Gaspésie que par les médias extérieurs de la région. Ce village ayant été stigmatisé, marginalisé, ses habitants en vivent encore les répercussions. Heureusement, ce sujet nous informe de plusieurs initiatives mises en place et une solidarité grandissante en Haute-Gaspésie qui semblent améliorer lentement le sort de ce village. Ceci dit, pour lui cet exemple illustre bien la présence et les impacts néfastes des stigmates dans la région.

Troisièmement, il y a la stigmatisation qui se fait entre les régions que nous avons appelé le *clivage interrégional*. Cette stigmatisation fait référence aux préjugés véhiculés envers les Gaspésiens ou de la part de Gaspésiens envers les gens provenant d'autres régions du Québec. La tension la plus présente étant celle qui existe entre les Gaspésiens de souche (appelés communément les natifs) et les nouveaux arrivants (appelés communément les *néo-ruraux* ou les *néos*). Rappelons que lorsque nous faisons référence aux nouveaux arrivants, nous parlons de Québécois de souche, provenant simplement d'une région autre que la Gaspésie, et non de nouveaux arrivants internationaux. Ainsi,

au-delà de la stigmatisation *inter* ou *intra*-village, tous les participants nous parlent de la stigmatisation interrégionale. Nous apprenons que pour plusieurs, la provenance régionale est d'une grande importance. Lors des entrevues, nous avons interviewé des gens qui proviennent de la Haute-Gaspésie et aussi des gens qui proviennent de l'extérieur. Il a donc été possible d'entendre le point de vue de chaque « groupe » vis-à-vis de l'autre, mais d'avoir aussi accès à l'image que chaque groupe croit projeter sur autrui, soit les représentations sociales.

Les personnes interviewées expliquent clairement que lorsqu'on vient de l'extérieur de la région, particulièrement de Québec ou de Montréal, on se fait stigmatiser. L'acceptation se fait beaucoup plus facilement si l'on vient de la Haute-Gaspésie et particulièrement si l'on vient de la ville de Sainte-Anne-des-Monts : « Ouais, ouais, ouais, de Sainte-Anne, carrément, de Sainte-Anne pour être acceptée par les pairs pis c'est sûr que nous autres on était des étranges aussi là [...] » (Sujet 3). Comme ce sujet le nomme si bien, si l'on vient de l'extérieur de la Haute-Gaspésie, on est un « étrange » ou un « étranger ». Cette affirmation est partagée par une autre personne interviewée qui ajoute que les communautés ethniques en Haute-Gaspésie sont aussi touchées par les préjugés. Lorsque nous questionnons d'où, selon eux, viennent ces préjugés, il en ressort que c'est lié à la différence et à la peur du nouveau. Cette peur se manifeste par une méfiance et elle se traduit par une résistance au changement, deux éléments dont nous parlerons un peu plus loin. Cette même personne nous donne un exemple concret de ce type de stigmatisation.

[...] j'sais pas si Vivianne (nom fictif) t'en a déjà parlé, mais comment elle a pu se faire juger en tant que « néo » qui arrivait avec d'autres idéologies, d'autres façons de faire. T'es pas reçu, c'est pas un bon accueil nécessairement, y'a des zones de frictions, les gens sont habitués de fonctionner comme y fonctionnent, y'ont toujours fonctionné, pis y'a un manque d'ouverture à cause d'une peur qui est entretenue dûment à un contexte de développement qui a été extrêmement difficile. (Sujet 3).

Un autre sujet interviewé reconnaît ouvertement avoir des préjugés, ou du moins un manque de confiance envers certaines initiatives mises sur pied par des néo-ruraux : « Non, non regarde, mettons moi, j'en ai des préjugés des fois. Moi j'en ai des préjugés des fois que j'me dis, *ah ça marchera pas*, peut-être pas des préjugés, mais des, m'a dire manque de confiance, à force d'en avoir vu. » (Sujet 2). Un peu plus loin ce même sujet explique pourquoi il croit penser ainsi :

Ouais mais regarde, y'a des choses aussi qui se passent à Cap-au-Renard. Nous autres on dit que bon, (hésitation) avec leurs affaires de Coop pis de ci pis de ça, nous autres on trouve que, nous autres dans notre idée, on trouve que c'est des

gens qui sont, utopistes ou j'sais pas trop quoi, en voulant dire tsé, hein?
(Sujet 2).

Un des sujets se préoccupe particulièrement de « l'auto-alimentation négative » que font les gens. Ce terme, fait référence au fait que les gens s'alimentent négativement l'un l'autre dans leurs préjugés. Il explique que souvent, les personnes ayant les plus gros préjugés s'informent de « bouche à oreille » et que cette action promeut en quelque sorte, les stigmates. L'effet de « clan » ou de « meute » fait en sorte que les gens s'alimentent négativement. Selon lui, ce climat de tension contribue au manque d'ouverture des locaux envers les néo-ruraux et leurs initiatives.

Ceci dit, il serait faux de croire que la stigmatisation ne va que dans un sens. Les néo-ruraux entretiennent également une foule de préjugés et d'idées préconçues envers les Hauts-Gaspésiens de souche. Au moins trois participants nous parlent de ces préjugés. Un des participants s'exprime à ce sujet.

[...] ils nous voient encore comme des colons (éclat de rire) tsé? Souvent j'ai l'impression, d'la manière qu'ils parlent à la télévision des Gaspésiens, na na na, pis grosses bottes de poils, les casques poilus pis peu importe, on s'habille comme on veut, mais on a évolué autant que quelqu'un qui habite en ville, qui habite à Mtl, tsé, c'est pas parce qu'on est plus éloigné qu'on n'est pas à la fine pointe! (Sujet 5).

Ainsi, le clivage géographique est bien ancré dans les discours mais surtout dans les représentations sociales des Hauts-Gaspésiens. Les clivages *intra* et *inter*-villages puis *interrégionales* contribuent à promouvoir la stigmatisation dans cette région, créant même des conflits publics entre certains groupes. D'ailleurs, lors du terrain on apprend qu'il y a, dans la municipalité de la Martre, un conflit actuel entre les conseillers municipaux natifs et néo-ruraux qui porte justement sur les divergences dans la manière de territorialiser l'espace. Des préjugés et des valeurs différentes quant à la gestion des ressources dans la municipalité, ainsi qu'un manque de compréhension des intentions de chaque groupe ont mené à la démission de cinq conseillers municipaux de la Martre dont deux étaient des néo-ruraux (Fortier 2012). Les cinq conseillers municipaux, tous des « néo-ruraux », reprochaient à la mairesse de la Martre de ne pas considérer leurs idées quant à la gestion de la municipalité (Fournier 2012). Un des conseillers municipaux interviewés pour le journal gaspésien le *Graffici*, explique qu'il s'agit selon lui « d'un différend entre les néo-Martriens et les

natifs, considérant que les cinq conseillers démissionnaires ne sont pas originaires de l'endroit ». Il ajoute «ça fait 35 ans que je vis ici et je suis toujours considéré comme un néo » (Fournier 2012). On voit ici comment l'origine régionale peut créer des tensions, entre autres lorsqu'il y a des divergences dans la manière de percevoir et de gérer le territoire. À cet effet, le conflit à la Martre illustre bien le clivage interrégional qui existe en Haute-Gaspésie.

Cela dit, au-delà du clivage géographique il y a le clivage social, que nous avons commencé à explorer en parlant du projet Lutte à la pauvreté, qui s'avère également être une source de tension en Haute-Gaspésie.

Le clivage social : famille et statut économique

Il existe en Haute-Gaspésie, la stigmatisation qui se fait par origine familiale ou par statut économique. Nous avons choisi le terme *clivage social* pour parler de ce type de stigmatisation. Nous comprenons qu'en Haute-Gaspésie, il n'est pas rare d'être victime d'intimidation lorsqu'on vient d'une famille en particulier ou qu'on porte tel nom de famille ou tel autre. À cet effet, une des personnes interviewées rapporte les idées préconçues qui existent par rapport à certaines familles.

Ben, y'a beaucoup de différenciation qui se fait. La différenciation par origine familiale. Si t'es une, si t'es... quel nom de famille j'pourrais te donner... si t'es une, mettons Lebreux... ça a même par rapport là... Mais une Quentin admettons. Si t'es à l'école secondaire pis t'es une Quentin tu vas te faire écœurer par tout le monde parce que déjà d'emblée, tu réussiras pas dans vie. (Sujet 3)

Le clivage social se fait également selon les groupes sociaux et le statut socioéconomique. Le sujet 3 fait référence à un drame qui a eu lieu en Haute-Gaspésie en décembre 2011 et du lien qu'elle fait entre cet événement et l'intimidation vécue par cette personne de par son statut social.

[...] comme en décembre bon, y'a une petite fille qui s'est suicidée, intimidation, mais l'intimidation, moi je viens de te dire que j'ai été en sociologie parce que je voyais de l'intimidation à certains endroits et dont à l'école secondaire, donc c'est pas d'hier là que y'a d'l'intimidation féroce (rires) et structurelle aussi de la part, de la façon dont les classes sont organisées pis les..., pis ce qui engendre un espèce de stigmatisation de certains groupes d'élèves. (Sujet 3)

Une personne fait le lien entre la tendance à stigmatiser, le peu de population et le manque d'anonymat présent dans les villages et dont nous avons parlé précédemment : « y'a peu de monde faque tout le monde sait un peu ce que l'autre fait pis, y'a des clans tsé (...) Les clans dans les villages, les familles, les "néos" pis les, les, les "de souches". Tsé c'est pareil, faque, c'est présent cette histoire-là » (Sujet 4).

Enfin, terminons cette section en parlant des effets perçus de la stigmatisation. Lors des entrevues, il en ressort deux impacts majeurs, soit l'exclusion sociale et le frein au développement. En ce qui concerne l'exclusion sociale, une des personnes interviewées explique que la stigmatisation crée le favoritisme. Faisant référence au clivage géographique, elle donne l'exemple d'un poste à combler et comment il arrive qu'une personne soit choisie en fonction d'où elle vient en Haute-Gaspésie, créant une situation d'exclusion sociale de ceux qui ne viennent pas de cette région. Un autre sujet s'exprime également sur l'exclusion créée par la stigmatisation. Il donne l'exemple de la Coop du Cap, une initiative d'agriculture locale, créée par un groupe de néo-ruraux. Selon ce sujet, la Coop demeure un cercle assez fermé pouvant, de par les préjugés de chaque groupe social, créer l'exclusion des Gaspésiens de souche. Finalement, pour un autre sujet, il est indéniable que la stigmatisation constitue un frein important au développement. Notamment parce que les gens ont des préjugés envers autrui et qu'ils ont peu confiance en eux-mêmes. Selon lui, cela crée donc une atmosphère dans laquelle le développement est difficilement accepté.

4.2.3. Enjeux de pouvoir : Mobilisation, reconnaissance et attitude face au développement

Le troisième et dernier thème ayant été soulevé par les participants concerne la mobilisation sociale et la reconnaissance politique en Haute-Gaspésie. Dans cette section, nous relaterons d'abord les avantages et désavantages de la région en matière de mobilisation politique et plus précisément du sentiment pouvoir que détient la communauté. Nous aborderons ensuite la question du *pessimisme*, qui domine le discours de bon nombre de Hauts-Gaspésiens. Nous considérons comme pertinent d'aborder le pessimisme dans cette section parce qu'il reflète le sentiment d'impuissance des Hauts-Gaspésiens par rapport au développement de leur région. Ce sentiment d'impuissance illustre bien le rapport à la politique, d'autant plus que, comme nous verrons plus loin, il naît d'un historique de désappropriation.

En ce qui concerne la mobilisation, trois sujets disent apprécier plus que tout, les opportunités d'emploi et d'implication sociale et politique qu'il y a en Haute-Gaspésie. Un des sujets parle plus

spécifiquement de l'*empowerment* grandissant de la communauté, c'est-à-dire l'implication des gens dans les initiatives locales. Pour ce sujet, l'implication sociale et politique est beaucoup plus facile en Haute-Gaspésie que dans une grande ville : « C'est sûr que c'est plus facile de prendre une place où il y a moins de monde, que dans un grand centre. C'est plus facile de s'impliquer. Donc, prendre une place. » (Sujet 4) Une autre des personnes interviewées souligne l'avantage d'habiter une région « à développer », car cela représente une opportunité de construire et de créer ensemble : « Pis c'est sûr que pour quelqu'un qui veut développer c'est un terreau fertile parce qu'y'a toute à faire, toute est à faire. » (Sujet 3).

Certains participants nous font part des divers changements remarquables dans la région depuis les dernières années. Parmi ces changements, on parle d'une plus grande reconnaissance politique et d'un plus grand sentiment de pouvoir sur sa région chez la communauté. Un des sujets interviewés affirme se sentir plus écouté de la part des politiciens : « Oui ça bouge plus qu'avant, ça bouge plus qu'avant dans le fond. Tsé dans le fond niveau politique aussi là. J'dis qu'on n'est pas écoutés, mais peut-être on l'est un peu plus là, ça dépend... ». (Sujet 2). Un autre sujet va dans le même sens en affirmant qu'il y a un peu plus de reconnaissance politique de la part des élus et plus d'implication politique de la part de la population.

J'ai l'impression que les gens se sentent plus écoutés au niveau politique, un peu plus farouche aussi peut-être c'est vraiment de vouloir reprendre le dessus sur leur propre développement. Beaucoup plus de critiques par rapport aux politiques, beaucoup plus de gens qui vont scruter qu'est-ce qui se passe dans les organisations pour être sûr que ça fonctionne bien. (Sujet 3).

Cependant, le rapport au pouvoir comporte également des désavantages. À cet effet, si la plupart des participants s'entendent pour dire qu'il y a plus de reconnaissance politique dans la région, certains remarquent un désinvestissement chez les élus. D'ailleurs, quatre des six participants abordent des thèmes liés au désinvestissement politique en Haute-Gaspésie. Un des sujets se désole de voir à quel point les élus négligent l'image de la région, notamment en ce qui concerne l'affichage. Celui-ci remarque que l'affiche qu'on voit le plus en Gaspésie c'est « FERMÉ » et il se questionne sur l'image que ça envoie de la région.

La grosse grosse affiche à S.A.D.M qui marque « information touristique », c'était marqué en lettres grosses de même « FERMÉ L'HIVER ». Parc de la Gaspésie : Fermé. C'tait pas le parc qui était fermé hein, mais c'était

l'information touristique. Fermé! Grosses lettres de même! [...] Ben « fermé », fermé ça veut dire « mort ». « Dead ». (Sujet 4).

Ce sujet déplore que ce soient les affiches des organismes publics, donc régis par le gouvernement qui envoient l'image la plus négative de la région, parce qu'elles se doivent de donner l'exemple. Il parle notamment des affiches de CLSC, de la municipalité ou du centre local de développement qui sont en état de dégradation ou tout simplement désuets.

[...] regardez ici il y a une affiche c'est marqué CLSC. CLSC. Mais il est fermé ça fait 4 ans le CLSC. Enlevez l'affiche! Enlevez la l'affiche! [...] y'a un manque de professionnalisme dans ben des choses [...] j'ai réalisé qu'il y avait des affiches de la MRC, du CLD, qui étaient là, vraiment à faire renvoyer n'importe qui qui.. tsé c'était laid, c'était, ça faisait 8 ans qui aurait fallu qu'ils soient remplacés, tsé toutes défaites là (Sujet 4).

Pour un autre sujet, le problème c'est qu'il y a peu de présence politique en Haute-Gaspésie. Il a l'impression que la région n'est pas priorisée par les politiciens à cause de l'éloignement. « On a moins la présence des gens politiques qui viennent ici, à Ste-Anne-des-Monts c'est arrivé une couple de fois, mais c'est pas comme à Rimouski ou plus haut là [...] ». Lorsque nous lui demandons pourquoi il croit que c'est ainsi, il répond : « Ben on est loin, on est loin, pis on a l'impression de pas se faire entendre ça c'est sûr parce qu'on est loin, comment ce qu'ils nous appellent, les "régions éloignées" là tsé? » (Sujet 5)

Deux autres sujets vont dans le même sens, se sentant oubliés par les élus, non priorisés politiquement, non écoutés dans leurs besoins et leurs demandes au gouvernement. Un d'entre eux estime que c'est dû à l'éloignement des grands centres et d'idées préconçues sur la région. Il ajoute que si ce n'était pas de Percé, qui est reconnue comme ville, la Gaspésie ne serait pas reconnue géographiquement.

Je l'sais pas, on a toujours eu l'impression la Gaspésie nous autres qu'on passait en dernier pis qu'ils voulaient pas nous développer, parce que j'sais pas, on était loin pis la Gaspésie ben regarde c'est pauvre la Gaspésie pis ils font de la pêche bon pis tout ça, c'est touristique nous là, mais pas vraiment, à part Percé, l'ancien temps, à part Percé, Gaspésie c'était pas vraiment, c'était quasiment pas s'a carte, c'était pas reconnu. (Sujet 1).

Enfin, une autre des personnes interviewées estime que le peu de population en Gaspésie équivaut à moins de « force » politique : « Ça prend une force hein, ça prend une population, ici y'a pas de monde! C'est quoi là 300 personnes? C'est quoi 325 personnes? En Haute-Gaspésie j'sais pas comment qu'on est là? [...] Bon, je l'sais pas, mettons qu'on dit 20 mille, 20-25 mille. Mais ce que c'est 25 000 sur 6 millions? Tsé? (rires) » (Sujet 2).

Le rapport qu'ont les Hauts-Gaspésiens au pouvoir est donc assez variable. Pour certains, il est évident que la communauté a de plus en plus de pouvoir sur sa région alors que pour d'autres, la reconnaissance politique et le sentiment d'être désinvesti par les élus continuent de dominer. Passons maintenant au sous-thème du pessimisme, qui demeure selon les personnes interviewées, un des plus gros désavantages de la région.

Le pessimisme comme attitude face au développement

Au cours des entrevues, l'ensemble des participants nous parle du pessimisme des Hauts-Gaspésiens. Un des aspects du pessimisme, qui ressort dans presque toutes les entrevues, constitue la résistance au changement. Certains participants expliquent qu'il y a un manque d'ouverture chez les Hauts-Gaspésiens d'origine, d'autres parlent du scepticisme des habitants vis-à-vis les nouvelles initiatives et envers le développement de la région en général. Au moins quatre des six participants parlent de la tendance des gens à anticiper l'échec. Le « discours de *lamentabilisme* », présent dans la population et dont discute un des sujets en est un exemple flagrant. Selon certains, le pessimisme des Hauts-Gaspésiens prend la forme d'un découragement général, d'une perte d'espoir, d'un discours blasé, de gens épuisés, qui ne croient plus à rien. Pour d'autres, ça transparaît dans l'inaction, le manque d'implication des gens dans les initiatives ou le simple refus que certains ont de visiter les nouvelles entreprises ayant du succès. À cet effet, un des sujets reconnaît ouvertement ne pas avoir encore visité la Coop du Cap; une entreprise d'agriculture biologique qui a beaucoup de succès dans la région.

Parce que regarde j'te parle de Cap-au-Renard, j'te parle de leur Coop d'aliments, j'sais pas d'alimentation ou de culture j'sais pas trop quoi, bon, moi j'ai même pas été voir ça jamais! Pourquoi? Je l'sais pas pourquoi. Pourquoi que j'ai pas été? J'sais pas pantoute, mais il paraît qu'ils me disaient que c'est numéro un pis que, ça fait qu'on a rien qu'à, nous aussi à participer, qu'on participe nous autres aussi aux choses nouvelles. (Sujet 2)

Ce même sujet cite une phrase qu'on entend souvent lorsqu'une nouvelle entreprise naît dans la région : « Ça marchera pas. Ça marchera pas, y'a pas assez de monde ça marchera pas... » (Sujet 2).

Nous avons demandé aux participants de nous expliquer pourquoi ils croient qu'il existe autant de pessimisme chez les Hauts-Gaspésiens. Pourquoi, selon eux, les gens sont si défaitistes, si découragés? La majorité des participants ont répondu à cette question. Une des principales explications données est que c'est un découragement dû au grand nombre de fermeture d'entreprises en Haute-Gaspésie depuis les années. Deux personnes insistent sur l'impact des fermetures d'entreprises sur l'espoir des Hauts-Gaspésiens quant au développement de leur région. Une d'entre elles explique qu'à mesure de voir les entreprises ouvrir puis fermer, les gens ne croient plus au développement. Ceci fait en sorte que dès qu'une entreprise a du succès en Haute-Gaspésie, le discours est défaitiste. « Y s'ouvre des commerces pis ça marche pas... Fermeture, faillite, tout ça, c'est pour ça que (...) on est peut-être pessimistes c'est vrai, à force d'avoir vu des choses fermer... » (Sujet 1). Ces fermetures constantes font en sorte que les habitants n'ont plus confiance. Un autre sujet s'exprime sur le scepticisme présent lorsque les gens entendent parler d'un nouveau projet, d'une nouvelles initiative dans la région : « C'est parce qu'on n'est tellement pas habitués à ce qui se développe des choses que quand quelqu'un part avec une idée incroyable, "hey ça va devenir ça la Haute-Gaspésie, ça va devenir ça Marsoui" (rires) "Voyons donc". On dit ça pis c'est vrai là! » (Sujet 2).

Un sujet explique le pessimisme des gens par l'historique de *désappropriation* existant en Haute-Gaspésie, c'est-à-dire les périodes, dans l'histoire de la région où les gens ont été arrachés à leurs terres et à leur territoire par des nouveaux venus. Cet historique a laissé des séquelles qui contribuent sans doute à un manque de confiance des gens envers les dirigeants et les intervenants, une perte d'espoir et surtout, une résistance au changement. Dans ses mots, il explique :

[...] il y a un manque d'ouverture à cause d'une peur qui est entretenue dûment à un contexte de développement qui a été extrêmement difficile. C'est pour ça que j'compare ça à « des enclosures », tsé vraiment un processus de désappropriation pis qui fait en sorte que même des fois on va agir pour le mieux-être on va essayer de faire de quoi, mais si y décident que c'est non, c'est non, c'est table rase, c'est comme ça. (Sujet 3).

D'autres explications sont liées à l'éloignement et à l'oubli de la région. « Peut-être qu'on ne croit pas vraiment au développement de la Gaspésie parce que ça fait longtemps qu'on est reculés pis qu'on est, qu'ils s'occupaient pas de nous autres dans le fond. » (Sujet 2).

Cependant, nous remarquons qu'il y a un paradoxe important, puisque malgré la présence encore accrue du pessimisme dans les discours des Hauts-Gaspésiens, plusieurs participants s'entendent aussi pour dire qu'il y en a de moins en moins. À cet effet, il semble que la situation s'est améliorée depuis quelques années. D'ailleurs, un des sujets explique justement qu'il y a encore du pessimisme chez les Hauts-Gaspésiens, mais que ça a diminué énormément depuis quelques années. Puis malgré le pessimisme, il mentionne une fois de plus l'augmentation d'*empowerment* qu'il y a dans la communauté :

Y'a moins de scepticisme, y'a moins de pessimisme aussi c'est sûr que quand moi j'suis rentrée ici. Oui, y'en a moins. Y'en avait beaucoup plus quand j'suis rentrée sincèrement. Dans les années, avant, le fatalisme était assez... Aujourd'hui y'a encore du pessimisme, mais les gens au moins sont prêts à faire une espèce d'introspection pis pas toujours là, mais en tout cas moi c'est ce que je remarque, je remarque que les communautés se sentent peut-être un petit peu plus appuyées dans leur projet donc peut-être un peu plus d'*empowerment* qu'il y en avait avant au niveau de la collectivité (Sujet 3).

Ce même sujet remarque qu'il y a de moins en moins de fatalisme et moins de stigmates chez les intervenants du milieu :

Ce que moi j'ai remarqué c'est que plusieurs intervenants qui ont changé d'attitude, au fil du temps. Y'entretiennent beaucoup moins parce qu'à moment donné là, on était plusieurs à dire c'est parce ça se dit pas ça tsé, ton rôle fait en sorte que t'as pas à dire ça, t'as pas à porter de jugement toi-même, même si tu viens d'ici [...].

Finalement, il explique plus précisément le changement au niveau du fatalisme des intervenants.

Faque j'pense qu'il y avait du fatalisme même auprès des intervenants clés pis ce qui faisait en sorte que ben ça amène des répercussions aussi sur les milieux qui devaient être appuyés. Mais au fil du temps, tsé c'est drôle tu viens de me dire t'es-tu découragée? Non, j'suis pas découragée parce que j'ai déjà vu pire (rires).

Cette section nous a permis de dresser un vaste portrait de ce que les personnes interviewées considèrent comme les avantages et désavantages majeurs de la vie en Haute-Gaspésie. La constante ambivalence, que nous pourrions caractériser de relation « amour-haine », existant entre les Gaspésiens et l'espace qu'ils habitent, leur communauté et la politique, nous a permis en quelque sorte, de mettre en lumière l'appropriation de la Haute-Gaspésie par ses habitants. Maintenant que nous saisissons mieux comment les Hauts-Gaspésiens s'approprient leur région, voyons ce qui selon eux, pose le plus problème dans la région.

4.3. Ce qui pose problème en Haute-Gaspésie

Au-delà des désavantages perçus par les participants vis-à-vis de la région, il existe dans le discours, de grandes insatisfactions et bon nombre d'inquiétudes quant à l'avenir de la Haute-Gaspésie. Lorsque nous avons questionné les gens sur ce qui pose le plus problème dans leur région, nous avons eu accès à plus de vingt-cinq thèmes. Ces thèmes ont été regroupés en méta-thèmes puis finalement en 5 rubriques, soit la diminution de la population, le vieillissement de la population, les pertes commerciales et le manque d'entrepreneuriat, le chômage et enfin, la pauvreté.

4.3.1. La diminution de la population

La diminution de la population est le seul facteur problématique ayant été abordé par l'ensemble des participants. Cette baisse de population se traduit par plusieurs aspects et sous différents angles, notamment par l'exode des jeunes, la dénatalité et le vieillissement de la population. Ceci dit, ce que nous retenons de ce thème ce sont surtout les impacts sur la population locale. Suite aux entrevues, nous comprenons que la baisse de population est au cœur des inquiétudes des gens, mais paradoxalement, elle semble aussi représenter la piste de solution principale pour favoriser le développement de la région. Nous parlerons un peu plus tard de l'apport des néo-ruraux dans ce peuplement de la région.

Lorsque les participants nous parlent de la baisse populationnelle en Haute-Gaspésie, presque tous s'entendent pour dire que la cause principale est l'exode des jeunes. Trois participantes parlent de leurs proches qui ont quitté la région pour aller vivre en ville. Deux d'entre elles sont certaines que leurs proches ne reviendront pas vivre en Gaspésie. « *Regarde, ma fille est à Rimouski moi, est allée aux études à Rimouski [...] elle a son appartement, a va à des 5 à 7, a va partout. [...] À l'aime ça venir pis nous voir. À reviendra pas s'acheter une maison pis habiter en Haute-Gaspésie. L'autre*

non plus [...]. Elles ne reviendront pas mes filles, je le sais. [Ils] sont rares ceux qui reviennent. Y'en a un petit peu plus depuis une couple d'années, mais pas vraiment. » (Mme D). Une autre participante explique que ses proches s'appêtent à déménager dans une autre région parce qu'il y a plus d'accommodements, un Cégep et plus d'activités pour les enfants qu'en Haute-Gaspésie.

Nous avons questionné pourquoi, selon les participants, les jeunes quittent-ils la région. Ce qui en est ressorti c'est que les jeunes quittent principalement la région par manque d'emploi, pour aller étudier ou parce que la ville est plus attrayante. On nous parle d'abord du manque d'emploi en Gaspésie et le fait qu'une fois que les jeunes quittent pour aller étudier, ils ne reviennent pas, car ne trouvent pas d'emploi dans leur domaine. Même à l'intérieur de la région haute-gaspésienne, les jeunes s'éloignent des villages pour se rapprocher des plus grandes agglomérations comme Ste-Anne-des-Monts (S.A.D.M), où ils ont plus de chances de trouver de l'emploi : « les jeunes s'en vont justement vers S.A.D.M, vers des petites villes, tsé qui ont plus leur emploi là ou tout ça » (Sujet 5). Cependant, l'exode pour raison d'études est soulevé tout aussi souvent : « On peut en parler des jeunes, les jeunes sont partis, il y a beaucoup de jeunes qui sont partis, ils s'en vont parce que...t'as pas le choix là, si tu veux aller aux études, t'habites ici, faut que t'aïlles soit à Matane, Rimouski ou Québec, Montréal » (Sujet 2). Une des personnes interviewées a cependant l'impression qu'une fois partis en ville, les jeunes ne sont plus intéressés à revenir vivre en campagne.

Ben quand qu'ils arrivaient au primaire pis au secondaire, ils vont à S.A.D.M, ils reviennent à tous les soirs là [...] pis bon, ces jeunes-là ben y'ont vieilli, pis sont partis, faut aller aux études à l'extérieur, on n'a pas le choix. Pis une fois qu'ils sont partis d'ici pis qu'ils connaissent un peu la vie des villes, même si c'est pas des grosses villes, ils reviennent pu ces jeunes-là. (Sujet 2)

Un autre sujet va même jusqu'à dire qu'on perd nos enfants lorsqu'ils quittent pour aller au Cégep. Finalement, un des sujets interviewés affirme qu'il y a quelque chose de normal, de commun dans le fait de quitter la Gaspésie. Pour lui, l'exode est appris.

Moi j'suis capable d'habiter n'importe où là, je veux dire, je l'ai, j't'une expatriée hein! Nous autres on nous apprend l'exode à 17 ans parce qu'on n'a pas d'instance de scolarisation faque s'en aller de la Haute-Gaspésie c'est pas plus grave que ça, on est capable d'habiter ailleurs, on l'a appris on avait 17 ans faque (rires) ça m'énerve pas plus que ça [...]. (Sujet 3)

Par ailleurs, l'exode des jeunes a un impact important sur les gens qui demeurent dans la région. Deux sujets partagent leurs sentiments vis-à-vis cette réalité. Ils expriment de la déception et de la surprise qu'il n'y ait plus de jeunes en Haute-Gaspésie et avouent vivre de l'insécurité face à l'avenir de la région : « Ouais...mais...j'te dis il y a assez pu de jeunes là, ça a pas de bon sens. Y'en n'a pu! [...] » (Sujet 2). Cette personne ajoute un peu plus loin, « Tsé comme je te dis, c'est sûr que les jeunes partent, pis ya les étrangers qui arrivent, c'est ça qu'on ne sait pas, quel impact ça peut avoir ».

Au moins deux sujets parlent avec tristesse des maisons vides qu'il y a dans le village et de l'atmosphère que ça laisse. Le phénomène des maisons vides semble lié au fait qu'il y a de plus en plus d'habitants saisonniers mais aussi un exode des jeunes et un vieillissement constant de la population. D'abord on explique qu'il y a maintenant de plus en plus d'habitants saisonniers en Haute-Gaspésie, soit des Hauts-Gaspésiens de souche qui ont déménagé en ville ou qui ont choisi de voyager une partie de l'année, puis qui reviennent durant l'été et la saison de la chasse. Ces habitants saisonniers laissent derrière eux des maisons qui demeurent vides, notamment pendant l'hiver : « Il y en plusieurs maisons vides, il y en a des maisons vides qu'il y a personne dedans pis qu'ils viennent juste l'été, j'te parle [...] c't'un phénomène, ça fait peut-être ben... 5, 10 ans. Même pas 10 ans » (Sujet 1). Cela semble rattaché au phénomène d'exode des jeunes et des familles vers les grandes villes : « Mais c'est ça que je te dis, c'est l'exode, c'est des jeunes qui sont partis... » (Sujet 1). Cette même personne parle un peu plus loin de l'apparence d'une maison vide : « Pis comme tu vois, y'a une maison, ils partent en octobre pis ils reviennent avril, mai, ils s'en vont avec leur motorisé pis ils s'en vont aux États-Unis [...] À fait vide, est juste en face de l'église, une grosse, grosse maison ».

Le deuxième point expliquant la baisse de population c'est la dénatalité. Comme nous l'avons vu dans le chapitre sur la problématique, la dénatalité découle de l'exode dans la mesure où ce sont les jeunes en âge de procréer qui quittent principalement la région. D'ailleurs, lors des entrevues, trois participants expriment leurs inquiétudes face au peu de naissances et à la baisse du nombre d'enfants dans la région depuis quelques années. « Pis des naissances y'en a pas! Y'en a pas de naissances, hein? [...] Tsé, y'a des années qu'y en a même pas, ça fait que [...] » (Sujet 1). En ce qui concerne la diminution du nombre d'enfants à l'école, le phénomène en inquiète plusieurs. Une des personnes interviewées explique que son fils est dans une classe mixte de maternelle, première et deuxième année. Un autre sujet souhaite que les jeunes familles viennent s'installer dans la

région. Ceci permettrait de combler les places vides dans l'école primaire qui dessert actuellement plusieurs villages.

S'ils pouvaient, ce serait le fun si des jeunes familles avec des enfants qui retournent à l'école, pis ça fait des enfants de plus à l'école... c'est ça qui manque là. Hey, quand tu dis une trentaine d'enfants dans toute l'école! On était 30 dans une classe! Pis y avait... de la première à la septième année pis on avait 30-35 élèves par classe, pis là pour toute l'école, pis ya la Martre avec là.
(Sujet 2)

Plusieurs participants s'expriment sur l'impact de la baisse de population. Trois d'entre-eux craignent que l'école doive fermer dû au manque d'enfants : « Les jeunes, à l'école il y a quoi une trentaine d'enfants, mais une chance qu'ils ont la Martre avec ça. L'école a failli fermer plusieurs fois! Ils ont réussi à la maintenir » (Sujet 1). Un autre voit l'impact que le peu de population a sur l'entrepreneuriat dans la région : « Mais, c'pas dur à comprendre! Y'a pas de marché. Y'a 100 000 personnes dans toute la Gaspésie! Faque quand même t'offres quelque chose, c'est jamais assez! » (Sujet 4).

4.3.2 Le vieillissement de la population

La moitié des participants constatent que le vieillissement de la population est un phénomène grandissant en Haute-Gaspésie : « Pis la majorité là des gens qui a ici à (village) là, on peut dire 60 ans! Y'en a beaucoup! À partir de 50 ans, c'est la majorité, c'est la majorité. Ah oui. » (Sujet 2). Tel que mentionné précédemment pour la dénatalité, soulignons que le vieillissement de la population découle également de l'exode des jeunes. Rappelons que les gens qui quittent la région sont ceux en âge de procréer, leur départ amène donc un vieillissement de la population. À cet effet, un des sujets nous fait part des dernières prévisions disant que le vieillissement de la population jumelé à l'exode des jeunes créera 9000 postes à combler d'ici 2018. Il craint entre autres que la Haute-Gaspésie se retrouve avec de sérieuses difficultés de recrutement si des mesures ne sont pas mises en place pour assurer une relève. Une des personnes interviewées s'exprime d'ailleurs sur la réalité de la population vieillissante, mais aussi sur le défi de combler les futurs postes vacants avec une population ayant intégré la « culture du chômage ».

On s'en va, j'sais pas on va perdre combien d'emplois en Gaspésie Îles-de-la-Madeleine à cause de départs à la retraite là, mais c'est fou [...] Eh! Incroyablement vieillissante la population [...] Comment qu'on va faire pour

comblent nos postes avec une population qui est inactive, mais apte au travail?
Tsé on a des méchants défis là! (Sujet 3).

Une autre participante donne son explication du phénomène de vieillissement : « C'est des gens à la retraite qui viennent finir leur vie dans le fond, en Gaspésie, ça ça n'apporte pas d'enfants à l'école, ça n'apporte pas... » (Sujet 1).

4.3.3 Les pertes commerciales et le manque d'entrepreneuriat

La moitié des participants mentionnent que les pertes commerciales ou le manque d'entrepreneuriat sont des problèmes majeurs dans la région. Ce point est étroitement lié aux thèmes du pessimisme et du sentiment de pouvoir sur sa région. D'abord, rappelons-nous dans la section sur les avantages et désavantages perçus, les participants expliquaient le pessimisme des gens par les nombreuses fermetures d'entreprises qu'il y a eu dans la région. Un des sujets explique qu'il y a des pertes commerciales dans le village depuis déjà plusieurs années. « Ben, j'sais pas, y a rien, parce que quand... vois-tu nous autres ici là, on n'a même pas d'épicerie. On a un dépanneur, on a déjà eu, on a eu une épicerie longtemps, pis avant ça on avait aussi un poste d'essence, on n'a même pu de poste d'essence. Ça, ça fait 3-4 ans qu'on n'a pu. » (Sujet 1). Ce même sujet explique un peu plus loin à quel point le village était prospère à une autre époque.

C'est parce que Marsoui avant avec l'usine, avec l'usine Couturier, c'était un village qui était ben plus prospère que tous les autres, parce que tous les gens, presque tous les hommes travaillaient là, ben il y a encore l'usine pis il y a encore une soixantaine d'hommes qui travaillent là, à peu près, mais tout le monde travaillait pis on a eu comme l'électricité avant les autres villages, le câble de télévision avant les autres villages (...).

Un autre sujet explique que la paroisse se « déshabille » de plus en plus : « [...] ça se déshabille, ça se déshabille, la paroisse se déshabille, au point de vue commercial, mais quand c'est le temps, d'aller faire l'épicerie, on n'a pas le choix d'aller à Ste-Anne là, tsé? » (Sujet 2).

Le manque d'entrepreneuriat est également lié au thème du sentiment de pouvoir sur sa région. Pour une des personnes interviewées, le manque d'entrepreneuriat provient d'un manque de marché dans la région, mais aussi d'une absence de pensée entrepreneuriale, qu'elle appelle un manque de « drive » : « ...c'est ça qui arrive, c'est qu'on dirait que la pensée entrepreneuriale est presque

inexistante » (Sujet 4). Elle ajoute : « Mais y'a plein de choses qui sont là pis y'a plein de choses qui manquent tsé? Mais c'est surtout la "drive" qui n'est pas là, la "drive" ». Lorsque nous demandons à ce sujet comment il explique le manque de « drive » qu'il mentionne par rapport à un motel en particulier dans la région qui ne va pas très bien, celui-ci répond que ça semble être dans la mentalité des gens que de ne pas aller plus loin que ça dans leur démarche entrepreneuriale : « Ben probablement que t'as hérité du motel pis t'as fait comme ton père a fait pis ton père ben y'attendait 2 semaines, il faisait une petite piastre pendant 2 semaines pis y'était ben content de ça là, tsé "né pour un p'tit pain" là? Mais y'a pas de "drive" pour aller plus haut que ça. » (Sujet 4)

4.3.4 La pauvreté

Lors des entrevues, au moins trois participants soulèvent le thème de la pauvreté sous une forme ou une autre. Un d'entre eux parle de l'amélioration de la situation pour l'ensemble de la Haute-Gaspésie, mais explique qu'il y a encore une grande pauvreté culturelle et monétaire présente dans un village en particulier : « Mais j'te dirais que c'est moins pire, hormis la municipalité de [...] qui est très très, très dévitalisée, qui est pauvre monétairement et culturellement ». (Sujet 3). Un autre sujet explique la pauvreté de sa municipalité par le peu de population, résultant en moins de contribuables donc moins de richesse pour la municipalité.

Je te donne un exemple, l'avenue du Phare, y'a deux gros trous sur la rue du Phare ici, c'est vraiment des grosses grosses bosses. C'est l'avenue du Phare, y'a dix, quinze mille personnes, des touristes qui passent fièrement ici. Moi ça fait 6 ans que j'suis ici, le trou yé encore pareil [...] C'est des petites choses comme ça qui font que... pas assez de contribuables ça donne ça, j'suis capable de vivre avec ça, mais y'a quelque chose que, dans ma tête n'est pas normal là-dedans et qui serait amélioré si la richesse, un peu de richesse serait là (Sujet 4).

Un autre sujet met l'accent sur le faible niveau de scolarité des Hauts-Gaspésiens et ses impacts. Selon lui, les gens peu scolarisés forment une bonne proportion de la population haute-gaspésienne. De par leur réalité plus difficile, les gens peu scolarisés sont souvent portés à être plus pessimistes, moins impliqués dans leur communauté, moins nuancés quant aux défis de la région et moins présents sur le secteur de l'emploi. Nous nous sommes permis d'inclure les propos de ce participant dans la rubrique « La pauvreté » simplement parce que l'angle sous lequel il aborde le faible niveau de scolarité nous sensibilise à la réalité, monétairement et culturellement plus pauvre, de cette tranche de la population. Ses propos font également appel à une pauvreté ayant été abordée par

d'autres participants au cours des entrevues. Cette pauvreté se traduit également par le manque d'emploi et la culture de chômage dont nous parlerons dans la prochaine section.

4.3.5 Le chômage : Manque d'emploi vs culture du chômage

La plupart des participants s'entendent pour dire que le manque d'emplois et le haut taux de chômage sont deux phénomènes qui posent problème en Haute-Gaspésie. Pour certains, cette réalité s'explique par l'abondance du travail saisonnier en Gaspésie. D'autres expliquent le taux de chômage élevé par la pénurie d'emplois dans la région. Deux sujets se désolent de voir bon nombre de gens quitter la région par manque de travail. Un d'entre eux s'exprime à ce sujet.

[...] on n'a pas pensé à ça, il y a ça aussi, les gens s'en vont parce qu'il n'y a pas de travail en Gaspésie assez. Y s'en vont travailler en ville. Pis ça, c'est beaucoup, beaucoup, y'a été une époque un moment donné ça partait toute pour la Beauce hein. S'en allaient en Beauce, bon y'a de l'ouvrage en Beauce. Pis c'est dur! C'est dur de se trouver du travail (Sujet 1).

Une autre personne interviewée se penche sur la réalité des jeunes travailleurs : « Non, ce n'est pas tout le monde. Y'a beaucoup des jeunes qui sont obligés d'aller travailler ailleurs [...] ils vont où ce qui a des bons postes pis y'en a beaucoup qui sont aussi à Matane. » (Sujet 5). Nous avons cependant rencontré une personne qui est en désaccord avec l'affirmation générale qu'il manque d'emplois dans la région. Selon elle, puisque la majorité des habitants en Haute-Gaspésie sont peu scolarisés, leur secteur d'emploi (travail manuel, service à la clientèle, etc.) est davantage comblé. Il y a donc une pénurie d'emploi dans ce secteur en particulier, mais il existe bon nombre de postes vacants dans d'autres secteurs exigeant plus de scolarisation.

Ceci dit, tous les participants sont d'avis que le chômage fait partie du portrait de la région. Un des sujets s'exprime sur les effets néfastes de ce qu'il appelle « le système du 14 semaines ». Selon lui, le système de chômage, aussi aidant soit-il pour les travailleurs saisonniers, est aussi un frein au développement.

L'histoire du 14 semaines c'est beaucoup entretenu parce que c'est une forme d'économie sociale qui est nécessaire, mais en même temps qui ruine la place [...] dans le fond, j'ai pas la vérité, ce que je dis c'est que de ce que je connais, ça (le 14 semaines), ça nuit au développement. Il n'en a pas de développement, presque pas (Sujet 4).

On parle aussi de l'existence d'une « culture du chômage » en Haute-Gaspésie. Deux des six personnes interviewées s'expriment à ce sujet.

[...] y'a toute un, y'a une étude faite par l'Université Laval, département de sociologie aussi sur les habitudes au travail des Gaspésiens. Ça vient d'être sorti pis c'est, c'est, c'est justement, c'est ça moi depuis j't'arrivée, avant même que cette étude-là sorte, tous les intervenants disaient, y'a tellement de gens qui sont aptes au travail, mais qui ne vont pas travailler. La culture du chômage est trop forte ou la culture du travail au noir est trop forte pour que les gens aillent vraiment un emploi 35 heures par semaine 52 semaines par année. C'est une, c'est une façon de fonctionner, les gens ont appris à vivre autrement, y'ont appris à être sur l'aide sociale, à travailler au noir ce qui est beaucoup plus payant aussi là, pis moyens de subsistance, tuer un orignal pis t'en as de la bouffe en tabarouette là avec un orignal! (Sujet 3).

4.4 Ce qui doit changer en Haute-Gaspésie : Éléments de revitalisation

Les Hauts-Gaspésiens que nous avons interviewés habitent tous la région depuis bon nombre d'années. Certains y habitent depuis la naissance, d'autres y sont installés depuis plusieurs années. Ceci dit, la totalité des participants habite cette région depuis au moins 10 ans et a vu certains aspects changer, d'autres non. Dans un premier temps, nous avons questionné ce qui, selon les gens, avait changé dans la région. À notre grande surprise, nous avons constaté que les changements abordés par les participants étaient généralement positifs. Alors que les gens nous avaient parlé longuement de ce qui ne fonctionne pas en Haute-Gaspésie, ce qui est insatisfaisant et difficile, nous comprenions qu'au fond, malgré les épreuves, il y avait tout de même une vague de changement vers le mieux, une apparition d'éléments positifs depuis quelques années qui amenait enfin un relent d'espoir.

À cet effet, lors des entrevues plusieurs participants affirment que les choses s'améliorent en Haute-Gaspésie : « C'est vrai que c'est beaucoup mieux qu'avant là. [...] Ah oui, c'est mieux qu'avant » (Sujet 1). Prenant appui sur les changements positifs qu'ils ont remarqués depuis qu'ils habitent la région, nous avons demandé aux participants de partager leurs idées quant au développement et la revitalisation de la Haute-Gaspésie. En tenant compte du changement déjà positif dans la région, qu'est-ce qui, selon eux, doit continuer de changer pour que la situation en Haute-Gaspésie continue de s'améliorer?

4.4.1. Peupler la région

Antérieurement, nous disions que l'élément le plus problématique ayant été abordé par les participants était la diminution de la population. Nous avons conclu le point 5.3.1 en mentionnant le paradoxe existant dans le discours des gens. D'un côté, les gens remarquent le dépeuplement de la région, l'exode massif des jeunes, le vieillissement de la population, les maisons vides et le manque d'enfant dans les écoles. Puis d'un autre côté, ils remarquent aussi un retour en région, des gens qui reviennent ou qui choisissent simplement de s'installer en Haute-Gaspésie. À cet effet, il faut dire que le plus grand changement soulevé par les participants concerne l'arrivée des néo-ruraux dans la région : « [...] ça c'est un changement qu'on voit là, c'est beaucoup de personnes qui déménagent ici, on ne les connaît pas, ben c'est l'fun, ça fait du nouveau monde, mais avant ça on voyait moins ça, c'est beaucoup les gens d'ici qui partaient [...] » (Sujet 5). Une des personnes interviewées explique qu'il y a de plus en plus de jeunes de la ville qui s'installent dans la région, chose qui ne se voyait pas beaucoup avant.

Oui, parce qu'il y en a beaucoup là, on ne sait pas tout, mais il n'y a beaucoup de monde qui sont revenus dans la région pour travailler [...] À Gaspé surtout y en a beaucoup. Nous autres on n'est pas trop trop au courant, mais on voit ça sur les journaux là, que au point de vue là, ils travaillent dans les bureaux du gouvernement, des choses comme ça, pis comment s'qu'on n'a vu là à la télévision des jeunes qui s'achètent des fermes, des moutons pis ces affaires-là pis c'est toute des, m'a te dire c'est toute des étrangers ça (rires). T'as rien qu'à regarder au village à côté-là, à la Martre là, comment qu'il y en a des étrang... du monde de la ville, qui s'en viennent ici! Ils s'en viennent ici! (Sujet 2).

Lorsque nous questionnons leurs idées pour développer davantage la Haute-Gaspésie, tous les participants conviennent qu'il faut d'abord et avant tout continuer de peupler la région. La plupart s'entendent sur l'importance d'attirer trois tranches de population : les professionnels, les jeunes et les personnes immigrantes. Pour un des sujets, le fait d'attirer ces trois profils de personnes représente la clé du développement économique en Haute-Gaspésie.

Pis on aurait beau arriver avec le plus beau plan de développement stratégique qu'il y a pas pour le niveau économique, si tu ne travailles pas sur ta population avant, tu t'développeras pas économiquement, tu peux pas, à moins qu'y il ait un gros « boost » d'immigration qui se fasse ou de jeunes ou de nouveaux arrivants qui viennent qui ont à cœur le développement et toute ça, les jeunes entrepreneurs dont on a essayé de parler tantôt, tout ça est tellement inter relié

que si tu passes pas par là, si tu fais pas des mesures pour recruter des nouveaux professionnels, aye! (Sujet 3).

Deux sujets mentionnent l'importance d'attirer plus de professionnels dans la région. Un d'entre eux pense que c'est par l'emploi qu'on pourra peupler davantage la région : « (aux touristes)... moi j'leur dis, tsé : t'es jeune, t'as une certaine qualification, on va s'arracher ta candidature. Y'a de la job, y'a pas de monde icitte! » (Sujet 4). Toutefois, pour attirer des professionnels, ce sujet insiste sur l'importance de présenter une image ouverte de la région. Ceci passe par un travail sur l'affichage en Haute-Gaspésie, notamment sur les affiches indiquant le mot « fermé ».

Deux autres personnes interviewées considèrent que la région se développera davantage si on y attire des jeunes familles avec des enfants. Tel que relaté dans la section 4.3.1 sur la diminution de la population en Haute-Gaspésie, certains participants jugent que l'augmentation du nombre d'enfants dans la région représente une manière d'assurer la survie de l'école. Rappelons que selon ces mêmes sujets, le fait qu'il y ait plus de jeunes permettrait aussi qu'il y ait plus de vie dans le village. Un des sujets souhaiterait que les jeunes qui partent étudier à l'extérieur reviennent s'installer en Haute-Gaspésie car ça permettrait de combler, tel que mentionné précédemment, les maisons qui se vident dû à la population vieillissante.

Faudrait que les jeunes qui partent pour aller aux études à l'extérieur reviennent, pis qu'il y ait du travail pour eux-autres naturellement. Pis qu'ils repeuplent les villages parce que là, tu vois, les maisons qui se vendent, c'est les jeunes de l'extérieur qui arrivent pis qui les prennent pis y'en a des vides aussi, y'en a plusieurs des vides ici là. Il y en plusieurs maisons vides, il y en a des maisons vides qu'il y a personne dedans pis qu'ils viennent juste l'été, j'te parle (Sujet 1).

Enfin, si tous les participants s'inquiètent de la diminution actuelle de la population en Haute-Gaspésie, tous s'entendent que la situation s'est améliorée et que pour revitaliser la région, il faut continuer d'attirer des nouveaux arrivants en tous genres. Pour certains, cela signifie d'attirer des néo-ruraux ou des jeunes familles qui n'ont jamais habité la Gaspésie par exemple. Pour d'autres, il est important de miser sur les immigrants internationaux. Au moins deux participants mettent l'accent sur l'importance d'attirer plus d'immigrants dans la région en facilitant l'accès : « si on ne travaille pas sur l'immigration, si on ne travaille pas justement sur des mesures facilitantes pour

faire venir des nouveaux arrivants, on se plante carrément, mais carrément [...] » (Sujet 3). Un autre sujet explique que la région tente actuellement de promouvoir l'immigration de tous genres. Il parle de l'initiative *La Grande séduction gaspésienne* qui vise à attirer des gens dans la région. Selon lui, pour peupler la région il faut absolument miser sur l'accès à la propriété et créer un terroir accueillant pour les immigrants et les néo-ruraux.

4.4.2. Changer les mentalités : moins de stigmatisation et plus d'ouverture

Un autre point soulevé comme étant nécessaire pour développer la région concerne le changement des mentalités. Nous expliciterons ce terme plus loin, lors de l'analyse. Pour le moment, retenons simplement que lorsque les gens parlent de « changer les mentalités », cela signifie pour eux de modifier la perception qu'ont les gens face à eux-mêmes et aux autres. À cet effet, rappelons qu'antérieurement, nous avons parlé du rapport à la communauté et de la présence de clivage géographique et de clivage social. Lors des entrevues, plusieurs sujets disent considérer la stigmatisation comme un des points les plus problématiques dans la région actuellement.

Lorsque nous questionnons les gens sur ce qui doit changer dans la région, plusieurs répondent que le développement ne peut se faire que si on cesse de stigmatiser et qu'on s'ouvre à autrui. Tel que mentionné précédemment, un des changements ayant été remarqué dans la région, c'est le sentiment de pouvoir grandissant de la population. D'ailleurs, rappelons qu'un des sujets avait même parlé d'un « *empowerment* » de plus en plus présent dans la communauté (Sujet 3). D'autres participants constatent qu'il y a une plus grande solidarité et plus d'ouverture envers autrui depuis quelques années : « Mais en même temps ce que je vois moi depuis que j'suis arrivée ici c'est qu'il y a quand même beaucoup de collectivités qui se prennent en main pis que justement y'ouvrent, y'ouvrent à d'autres. » (Sujet 3). Faisant référence à la section précédente sur la stigmatisation et les guerres de clochers, rappelons qu'il existait plusieurs stigmates concernant un village en particulier en Haute-Gaspésie que nous préférons ne pas identifier. Lorsque nous avons questionné les changements ayant eu lieu dans la région depuis les dernières années un des sujets interviewés nous a fait part de la solidarité que la Haute-Gaspésie manifeste aujourd'hui envers ce village longtemps stigmatisé.

[...] y'a certains organismes communautaires qui vont aller donner des services physiquement à (village), ce qui se faisait pas avant parce qu'on [...] demandait aux gens de (village) de se rendre à Sainte-Anne pour les services, mais c'est une population qui n'ont pas de sous [...] Ce qui est beau là-dedans, c'est que, c'est vraiment ça, moi c'est un de mes projets que ça me fais frissonner tsé, de

savoir que y'ont pris la peine, chaque conseil municipal du secteur Est, y'ont sorti une lettre d'appui au projet, y'ont été consulter le monde dans chacune, dans chacun des p'tits villages, moi là, là j'ai fait comme, ah tiens! Là on vient de franchir un cap là [...] (Sujet 3).

Quant à ce qui doit être fait pour continuer d'améliorer la région, quatre participants mentionnent l'importance de travailler sur les mentalités et/ou les perceptions des gens. Deux participants parlent, par exemple, de l'importance de changer la culture de chômage en travaillant sur les habitudes de travail.

Ça va être très dur, quand ben même t'amènerait une entreprise qui crée 120 emplois de même, le monde iront pas. Ben non, y iront pas, ça va être des gens qui vont venir d'ailleurs qui vont y aller parce que ça c'est nommé (...). La culture du chômage est trop forte ou la culture du travail au noir est trop forte pour que les gens aillent vraiment un emploi 35 heures par semaine 52 semaines par année (Sujet 3).

Deux participants soulignent l'importance d'unifier les perceptions ou de modifier les perceptions des gens. Pour un des sujets, le plus gros défi c'est d'atténuer les tensions et la différenciation dans la population. Pour le sujet 3, c'est le fait de changer les perceptions qui représente le défi le plus important.

Les défis : Ah mon Dieu! C'est de (soupir), tsé y'en a tellement des défis, c'est un changement de mentalité radical des choses qui sont, qui sont. Ah non c'est de jouer sur des perceptions tout le temps. Y'a des choses vraiment qui sont dans le schème des gens, dans les habitudes dans les mœurs qui, qui fait en sorte que ça se répercute tout le temps de génération en génération.

Ce sujet explique à quel point les perceptions se transmettent, tant dans les familles que de la part des intervenants. Il ajoute que si les intervenants ne modifient pas eux aussi leurs schèmes de pensée, ce sera impossible de travailler sur ceux de la population. Cette personne exprime également son désir d'améliorer l'image que les Hauts-Gaspésiens ont d'eux-mêmes. Elle croit qu'à partir du moment où les gens vont changer leur vision d'eux-mêmes et des autres, le développement sera beaucoup plus facile.

Faque ça, moi en tout cas je crois qu'à partir du moment où les gens vont changer leur perception qu'ils ont d'eux-mêmes et qu'ils ont des autres, là on pourra vraiment parler qu'on a, entoutcas, qu'on a mis à terre un gros défi parce que c'est difficile, très difficile de développer dans cette mentalité-là. (Sujet 3).

Un autre sujet considère que pour développer la région, il faut travailler sur l'ouverture des gens. Il nous rappelle toutefois que cela peut représenter un défi étant donné la population vieillissante : « Ben le plus gros défi c'est le développement c'est sûr, c'est un gros défi (rires), c'est que les gens soient ouverts, comme je te dis la population est vieillissante faque les personnes ne seront pas ouvertes aux mêmes choses que les plus jeunes » (Sujet 5).

4.4.3. La réappropriation politique de la communauté et l'investissement des élus

Si antérieurement, nous avons souvent parlé d'une *désappropriation* présente chez les Hauts-Gaspésiens, nous parlerons à ce stade-ci de *réappropriation du territoire*, plus précisément de réappropriation politique. Ce thème ayant été abordé déjà à plusieurs reprises, il n'est pas surprenant de le voir apparaître comme une condition gagnante au développement pour la moitié des participants interviewés.

À cet effet, un des sujets souligne l'importance que les gens aient de la « drive », qu'ils aient le désir de s'impliquer dans la région. Il donne l'exemple d'une personne qu'il a rencontrée ayant énormément de motivation, de désir de s'impliquer, de désir de travailler, même dans un métier qui n'est pas le sien. Pour lui, c'est un exemple de « drive » et c'est ce genre d'attitude qui permet de développer une région. Un autre sujet donne l'exemple du comité de développement d'un village et comment cet organisme croit aux projets et s'implique dans la communauté. Il explique comment l'organisme a dû ignorer les critiques et aller de l'avant.

Non, mais ça prend des gens comme (prénom) [...]. Elle, Ginette (nom fictif), elle croit à ça ces affaires-là, sont en train vraiment de développer le village le comité développement. Vraiment là. Y ont fait plein de choses! [...] les arts Marsousais c'est eux autres aussi, tsé vraiment pis eux autres ils y croient là, le comité! Vraiment! Pis y vont chercher des subventions pis c'est rendu gros, y'ont un gros budget pis y'ont cru à ça, pis s'ils s'étaient laissé faire au début là, le monde critiquait, *ben voyons donc, ils ne feront pas ça à (village) ça marchera pas!* Ben eux autres ils faisaient pareil, pis c'est ça qu'il faut faire (Sujet 1).

Une autre des personnes interviewées mise sur l'importance de faire appel au pouvoir d'agir de la population lors des prises de décisions qui les concernent.

T'essayes de passer des choses, tu t'dis : voyons tabarouette, tsé, c'est pour leur bien-être, pourquoi qui disent non? Mais toute est dans façon de l'amener. Si tu leur dis : « on va aller là », y voudront pas. Si tu leur proposes d'aller là pis que tu leur donnes deux choix y vont probablement aller ou toi tu veux aller, mais toute est dans façon de l'aborder, c'est encore la notion de vouloir s'approprier son propre pouvoir d'agir pis de ne pas s'faire dire quoi faire, d'avoir tout le temps l'idée de « décider de » (Sujet 3).

Finalement, deux participants trouvent nécessaire d'avoir des leaders positifs pour « frayer » le chemin vers le développement. Un des sujets remarque que les gens ont plus confiance aux dirigeants lorsqu'ils se reconnaissent en eux. Puisque les Hauts-Gaspésiens ont une histoire remplie de blessures et de trahison de la part des dirigeants, cette personne croit qu'il est primordial que la population puisse avoir confiance. Cela passe par le fait de se reconnaître dans l'autre, se sentir compris, semblable.

C'est comme vraiment ça au fil du temps faque à moment donné l'espèce de sentiment de rébellion pis de dire : Hey! C'est nos acquis pis l'monde qui sont dans nos postes ont veut se reconnaître dedans, c'est nos choses, c'est à nous, ont est tanné de s'faire vendre des choses, de s'faire conter des salades ou je n'sais trop. Oui, on est dévitalisé, on le sait, mais on a besoin de se reconnaître à travers une personne pis d'y faire confiance parce que la confiance est pas acquise, mais vraiment pas (Sujet 3).

Le deuxième sujet considère qu'il faut un gouvernement qui soit prêt à mettre la région en valeur, à donner un coup de pouce.

Ça c'est beau, mais ça prend beaucoup d'aide là faque tsé, y'a comme un petit violon là, que ça va prendre le Parti québécois, quelque chose (rires) tsé, qui va vouloir, un gouvernement qui va vouloir mettre la région, donner un coup de pouce extraordinaire, quelque part, tsé ça prend un petit miracle là dans ma tête. Parce que l'idée n'est pas mauvaise, mais ça prend un petit miracle tsé. Pis on veut le petit miracle ici (Sujet 4).

4.4.4. L'éducation et les exemples de succès

Sur l'ensemble des personnes interviewées, la moitié considèrent que pour créer des « conditions gagnantes » au succès et au développement, il est important de miser sur l'éducation et les exemples de succès. Une des personnes interviewées précise qu'il n'est pas nécessaire de miser sur l'éducation académique à proprement dire, mais sur l'éducation et les exemples de succès: « Le changement il faut qu'il vienne de l'éducation, la base, d'exemples. Oublions qu'on veut les éduquer là, c'est du grand souhait. Mais s'il y a un exemple à côté-là, souvent ça marche. Souvent ça marche. Mais il n'y en a pas beaucoup » (Sujet 4). Dans un autre extrait, le même sujet explique : « Pis ça c'est quelque chose qui manque beaucoup, d'exemples de succès ». Pour un autre sujet, c'est en faisant de l'éducation populaire qu'on arrivera réellement à créer une atmosphère d'ouverture et de développement. Nous avons donc questionné les gens sur ce qu'ils considèrent sont les initiatives intéressantes dans la région actuellement. Plus précisément, nous leur avons demandé de nous donner des exemples de succès.

En tout, quatre participants mentionnent au moins une des activités culturelles du village de Marsoui comme étant un exemple de succès. Trois d'entre eux parlent fièrement des Rendez-vous des arts Marsouais, une activité qui a lieu une fois par année à l'église.

Les Rendez-vous des arts Marsouais, ça dure 10 jours, c'est l'exposition à l'église [...] il y a des spectacles, il y a même une école de cirque pour les enfants, ça fait deux ans, qui ont ça, ils font des petits spectacles, ça dure pendant 10 jours pis il y a vraiment, ils ont fait une petite salle de spectacle dans le jubé dans l'église, pis qui est venu l'année passée... Daniel Deschênes, Louise Portal... pis ça, c'est le fun [...] (Sujet 1).

Trois autres sujets interviewés parlent de la troupe de théâtre de Marsoui et à quel point ça représente une initiative nouvelle et intéressante pour les gens du village même, mais aussi des villages environnants.

Ensuite, trois participants mentionnent que la Coop du Cap est un succès dans la région. Si certains avouent avoir été d'abord réticents à cette initiative et sceptique par rapport à son succès, ils affirment maintenant que c'est une initiative qui fonctionne bien. Selon un des participant, la Coop du Cap est un exemple significatif pour la région, entre autres parce qu'elle détient une concentration de gens ayant diverses expertises, compétences ainsi que beaucoup de persévérance. La Coop aide à donc à développer des initiatives intéressantes pour la région.

Aussi, trois participants mentionnent le succès d'une entreprise de ski qui existe dans la vallée taconique de Mont-St-Pierre.

La vallée taconique c'est une montagne en arrière de Mont St-Pierre qui est très intéressante, c'est pour skieurs pas novices. Pis y'a pas de machines qui tapent ça, c'est poudreuse, c'est pour maniaques de poudreuse. Pis lui en fait, y'a commencé, yé monté là en motoneige, y'amenait les clients en motoneige, mais moi j'suis allé quelques fois pis quand t'arrives en bas y'a tout le temps une motoneige qui t'attendait là, service impeccable. Pis aujourd'hui yé rendu en 4, en snow-quatre-machine (Sujet 4).

En terminant, au-delà des trois initiatives mentionnées ci-haut, nous tenions également à mentionner les autres entreprises à succès qui ont été soulignées par les participants au cours des entrevues. Nous considérons important de souligner le succès de ces organismes et entreprises et aussi d'informer ceux-ci de l'estime que certains Hauts-Gaspésiens ont pour eux.

Les voici donc : *Dixie Lee, Valmont Plein-Air, Éole, Exploramer, le Festival de Mont-St-Pierre, le Parc de la Gaspésie, le Comité de développement de Mont-Louis, Animation-Jeunesse ainsi que la Maison l'Essentiel.*

En conclusion de ce chapitre, les résultats observés nous permettent dorénavant d'entamer une analyse en lien avec les objectifs de recherche. À la lumière de ces résultats, nous pouvons mieux saisir l'investissement des Hauts-Gaspésiens dans leur région et leur perception de ce qui pose problème actuellement. Le chapitre suivant vise à discuter des résultats obtenus et plus précisément à voir comment interagissent les concepts d'appropriation, de territoire et de dévitalisation.

CHAPITRE V

L'ANALYSE DES RÉSULTATS

Le présent chapitre vise à discuter des résultats présentés dans le Chapitre IV. Plus précisément, nous verrons comment se déploient les liens entre les concepts d'appropriation, de territoire et de dévitalisation, permettant enfin de répondre à la question de recherche. L'ensemble de la collecte de données, tant les entrevues, l'observation terrain ainsi que les échanges informels nous aideront à mieux comprendre les interactions qui existent entre ces trois concepts. Nous discuterons d'abord des résultats liés aux effets perçus de la dévitalisation en Haute-Gaspésie. Cette première section permettra de voir les facteurs de la dévitalisation qui influent sur l'appropriation. En deuxième lieu, nous aborderons l'usage de l'espace en discutant des points divergents et communs entre les Hauts-Gaspésiens natifs et les néo-ruraux. Nous verrons la confrontation d'idées qui prend place actuellement sur ce territoire. Cette section nous amènera à conclure que ces deux populations s'approprient différemment l'espace, ce qui peut expliquer, en partie, le clivage actuel. Finalement, la troisième section ouvrira sur l'avenir de la Haute-Gaspésie en abordant la revitalisation du territoire et les limites de cette recherche.

Avant d'entamer l'analyse des résultats, rappelons d'abord les objectifs de cette recherche. De façon globale, ce mémoire vise à mieux comprendre le phénomène de dévitalisation des milieux ruraux en recueillant la perception des habitants qui y vivent. Notre questionnement de base étant « comment les Hauts-Gaspésiens perçoivent-ils la dévitalisation et comme s'approprient-ils leur territoire? ». Tel qu'élaboré dans la problématique, l'appropriation du territoire fait référence à la manière dont les humains investissent symboliquement, matériellement et politiquement un espace (Simard, Fortin et Tremblay, 2009). Dans le cadre de notre recherche, les concepts d'appropriation et de territoire visaient à nous donner une meilleure compréhension des *liens construits* entre les Hauts-Gaspésiens et l'espace qu'ils habitent afin que nous puissions mieux comprendre comment ils *perçoivent* la dévitalisation de leur milieu. Nous avons déjà postulé qu'afin de mieux comprendre les effets perçus de la dévitalisation, il est nécessaire de placer l'habitant au centre de la recherche. Cela permet de « privilégier un regard de l'intérieur et prendre en compte, en premier lieu, le sens qu'a l'espace pour les divers groupes utilisateurs et acteurs locaux » (Gumuchian, 1991 : 335). C'est donc en s'appuyant sur les trois concepts d'appropriation, de territoire et de dévitalisation que s'est construit notre cadre d'analyse. Le schéma conceptuel, que l'on retrouve à la page 47, illustre d'ailleurs l'interaction entre les concepts d'appropriation, de territoire et de dévitalisation. Dans le

cadre théorique nous posons plus précisément l'hypothèse que les trois dimensions *symbolique*, *matérielle* et *politique* de l'appropriation, jouent un rôle central dans la perception des habitants face à la dévitalisation de leur territoire. Puisque la dévitalisation constitue selon nous une « désappropriation » *symbolique*, *matérielle* et *politique* du territoire, nous considérons que la perception des habitants envers cette « désappropriation » influence nécessairement la manière dont ils s'approprient *symboliquement*, *matériellement* et *politiquement* le territoire.

5.1. La dévitalisation et les facteurs influents sur l'appropriation

Le concept de dévitalisation est central à cette recherche. Lors des entrevues, nous avons tenté de mieux comprendre comment les habitants de la Haute-Gaspésie perçoivent ce phénomène. D'abord, considèrent-ils qu'il y a une dévitalisation de leur territoire? Que leur milieu se vide de ses gens et de ses ressources et qu'ils habitent un territoire marginalisé? Pour répondre à ces questions, il a d'abord été nécessaire de recueillir la perception des Hauts-Gaspésiens par rapport à leur milieu de vie et leur région. Qu'est-ce qu'ils remarquent de leur milieu, comment se l'approprient-ils? Le concept d'appropriation sert en quelque sorte, de porte d'entrée pour mieux comprendre les liens qui se tissent entre les Hauts-Gaspésiens et l'espace qu'ils habitent. Les pages qui suivent nous permettront de mieux articuler le lien entre les concepts de dévitalisation et d'appropriation.

Avant de passer à l'analyse, il importe de se remémorer la signification des concepts. Rappelons que la dévitalisation constitue le « processus par lequel une collectivité territoriale est progressivement dépossédée de sa vitalité démographique, économique et sociale, du fait de sa marginalisation et son exclusion par rapport aux espaces qui accaparent la croissance économique et ses retombées » (Vachon, 1991). Comme présenté dans la problématique, Vachon a réuni les facteurs endogènes et exogènes du phénomène dans un graphique appelé le cercle de la dévitalisation locale (Figure 1.1).

Au cours de la recherche terrain, le graphique de Vachon nous a permis de cibler les principaux éléments qui contribuent à la dévitalisation en Haute-Gaspésie, confirmant ainsi que les Hauts-Gaspésiens perçoivent une dévitalisation de leur milieu. Rappelons que lors du pré-terrain, en octobre 2011, les informateurs-clés étaient unanimes en affirmant que le terme « dévitalisation » est un jargon d'élus. À ce moment, un des informateurs-clés expliquait que même si les Hauts-Gaspésiens sont conscients d'une dévitalisation du territoire, ils n'en parlent pas. Lors du terrain principal, en avril 2012, nous avons tenu compte de ces informations puis questionné autrement le

phénomène. Sans utiliser le mot « dévitalisation », nous avons plutôt recensé chez les participants, les avantages et désavantages perçus en Haute-Gaspésie ainsi que ce qui pose problème dans la région actuellement. À partir de ces résultats, on constate que les participants perçoivent au moins quatre facteurs de dévitalisation en Haute-Gaspésie. Ces facteurs seraient qualifiés par Vachon comme « endogènes » dans la mesure où, rappelons-le, ils « découlent de la dégradation quantitative et qualitative des communautés locales victimes de la concentration des forces économiques et démographiques dans quelques pôles centraux » (Vachon dans *Solidarité rurale du Québec*, 2006). Les facteurs endogènes sont donc internes à la région, mais sont nécessairement influencés par des éléments exogènes comme les principes macro-économiques, les politiques de développement territorial et les contraintes géographiques (Vachon, 2006). Ainsi, les éléments endogènes ayant été soulevés par les participants, tels la diminution de la population, les pertes commerciales, le chômage et la pauvreté, résultent souvent d'éléments externes, plus « macro », comme la mondialisation des marchés.

La section qui suit discutera davantage les facteurs de dévitalisation perçus par les participants et de leurs impacts sur l'appropriation du territoire.

5.1.1. Diminution de population et perte d'emploi : Impacts sur l'appropriation matérielle

Le premier élément problématique qui fait l'unanimité des sujets concerne la diminution de la population en Haute-Gaspésie. Qu'ils parlent de la dénatalité, d'exode des jeunes, du nombre d'enfants qui diminue dans les écoles ou des maisons vides dans le village, on sent dans le discours des gens une inquiétude, voire une peur de ce qui adviendra dans cette région si la population continue de diminuer. La diminution de population est un phénomène réel qui amène une incertitude chez les gens. Bon nombre de jeunes quittent la région de façon permanente alors que d'autres reviennent s'installer dans leur village natal suite à leurs études. On sent donc, chez les habitants qui restent, une certaine insécurité quant à ce va et viens des jeunes. La question se pose toujours : « reviendront-ils? ».

Cette diminution de population traduit une perte de vitalité dans les villages. La tranquillité, tant convoitée par certains, devient soudainement un désavantage, un reflet du manque de vitalité dans la région. Rappelons comment certains habitants trouvent ça « plate » d'habiter en Gaspésie et comment d'autres se remémorent le temps où le village bougeait plus, lorsque la rue principale était éclairée et qu'il y avait de la vie. Actuellement, les gens nous disent que la paroisse se

« déshabille », qu'il y a des années sans aucune naissance, que l'école peine à garder ses portes ouvertes à cause du manque d'enfants et que pour la première fois dans leur vie, ils remarquent que les maisons du village demeurent vides. On fait face à ce que Majella Simard appelle le « dépeuplement rural » (Simard, 2006) ou à ce que certains auteurs appellent la « désertification » (Brunet et al., 1992 : 153). Rappelons que ces termes font référence à une diminution progressive de la population d'un territoire, la première étant pour des raisons naturelles soit des naissances ou des décès, et la deuxième parce que les gens choisissent de quitter. Dans le chapitre du cadre théorique, nous postulons que contrairement à la « désertification » et au « dépeuplement rural », le terme « dévitalisation » permet de prendre en compte une panoplie de facteurs qui influencent le phénomène. À cet effet, il est important de noter qu'un des facteurs qui influence grandement l'exode des jeunes, mais aussi des familles constitue la pénurie d'emplois en Haute-Gaspésie. D'ailleurs, le thème du chômage revient souvent dans le discours des personnes rencontrées en entrevue. Les participants parlent de la situation de sous-emploi en Haute-Gaspésie et de son influence sur la démographie puisqu'un grand pourcentage de gens quitte la région à cause du manque d'emploi. Rappelons que dans la problématique, nous présentions une étude faite par le Groupe de recherche sur la migration des jeunes qui postulait que 13.2 % des jeunes quittent la région gaspésienne par manque de travail (Leblanc, Mercier, Gauthier et al., 2002).

Afin de mieux comprendre, penchons-nous sur le lien entre la diminution de population et l'appropriation matérielle. Rappelons que dans ses écrits, Simard définit l'appropriation matérielle comme « l'ensemble des pratiques sociales associées à un site, incluant les usages, habitudes de fréquentation et l'accessibilité » (Martin Simard et al., 2009). S'approprier matériellement un espace implique donc de s'y investir au quotidien, de socialiser, de pratiquer des activités et d'y habiter en étant actif, en agissant pour y « constituer son habitation » (Segaud et al., 2002 : 213). Lorsque nous questionnons ce thème en entrevue, ce qui en ressort, de façon générale, c'est que les personnes interviewées s'approprient la Haute-Gaspésie de trois manières : 1) par l'emploi, 2) par les liens sociaux puis 3) par la pratique d'activités dans la nature. En ce qui concerne le premier point, nous avons vu antérieurement que les participants font un lien entre la diminution de la population et la pénurie d'emploi. Plus précisément, ceux qui ont toujours habité la Haute-Gaspésie expliquent être restés parce qu'ils ont toujours eu de l'emploi. Certains affirment que s'ils avaient manqué d'emploi, comme d'autres membres de leur communauté, ils seraient probablement partis eux aussi. Pour d'autres, le choix de s'installer en Haute-Gaspésie est directement lié aux opportunités

d'emploi ou à la motivation de relever les défis régionaux, deux éléments en lien avec l'appropriation matérielle du territoire.

À la lumière des résultats, il est indéniable que plusieurs personnes sont grandement attachées à la Haute-Gaspésie et désirent s'y investir. Toutefois, il semble que pour des raisons de survie, le fait de détenir un emploi influence énormément le choix de rester ou de quitter la région puisque cela correspond à s'approprier matériellement le territoire, à en faire un usage habituel, à s'y activer au quotidien (Simard, 2009). Ainsi, on observe qu'un facteur comme la pénurie d'emploi en Haute-Gaspésie peut créer un contexte difficile pour l'appropriation matérielle du territoire. Malgré un attachement émotif, si l'appropriation matérielle est difficile, les gens sont forcés de quitter la région. Cet exode entraîne à son tour une diminution de population et de ressources qui maintiennent le cercle de dévitalisation (Vachon, 1991). On voit donc comment les concepts d'appropriation et de dévitalisation s'interinfluencent dans un effet de boucle.

Rappelons que l'objectif de cette étude est de mieux comprendre comment les Hauts-Gaspésiens s'approprient leur territoire et quels sont les effets perçus du phénomène de dévitalisation. À présent, on comprend que les personnes interviewées dans le cadre de cette recherche perçoivent une dévitalisation de leur milieu et qu'ils considèrent comme problématiques, des facteurs que Vachon souligne dans ses travaux. Ils perçoivent les impacts que peuvent avoir de facteurs comme l'exode et la pénurie d'emploi sur la vitalité du milieu. Dans cette mesure, les informations recueillies témoignent qu'il y a une relation entre l'appropriation actuelle du territoire et la dévitalisation. Dans la section suivante, nous aborderons l'historique de la Haute-Gaspésie et explorerons les impacts de celle-ci sur l'appropriation symbolique et politique du territoire. Plus précisément, nous verrons l'impact qu'ont eu les initiatives du B.A.E.Q et pertes commerciales sur les représentations symboliques des Haut-Gaspésiens.

5.1.2. Historique de la Haute-Gaspésie : Impact sur l'appropriation symbolique

Si l'on se fie aux écrits de Bernard Vachon sur la dévitalisation, la Haute-Gaspésie est un territoire rural marginalisé. Parce qu'elle constitue une région rurale éloignée, donc loin des grands centres, elle est considérée comme « non rentable » (Vachon, 1991). Cela dit, la dévitalisation observée lors de notre passage dans cette région dépasse la perspective économiste du MAMROT. La dévitalisation en Haute-Gaspésie s'enracine dans un rapport social et politique avec le territoire habité. Elle est un processus qui touche émotivement les gens et qui influence leur croyance au

potentiel de leur région. On peut dire que la dévitalisation est bien ancrée dans le schème de pensée des gens et qu'elle affecte de plusieurs manières la *représentation symbolique* qu'ils ont du territoire qu'ils habitent. La dévitalisation est présente depuis longtemps et s'inscrit dans l'historique de la Haute-Gaspésie. Cet historique a un impact sur les représentations symboliques des gens et sur leur façon de percevoir le territoire. Prenons par exemple les Hauts-Gaspésiens qui, au cours des années, ont été témoins des difficultés régionales. Pour ces gens, la région est associée à l'échec, le développement socio-économique de la Haute-Gaspésie est perçu comme utopique, voire impossible.

Cet historique peut permettre d'expliquer le pessimisme des gens. Les sujets interviewés ont d'ailleurs mentionné les deux points problématiques qui contribuent à cette image « d'échec » de la région, soit les *pertes commerciales* et le *manque d'entrepreneuriat*. Nous avons mentionné au chapitre précédent que ces points étaient étroitement liés aux thèmes du pessimisme et du sentiment de pouvoir sur la région, notamment à cause de leur *impact* sur l'appropriation du territoire. Effectivement, les résultats permettent de soulever qu'il y a une constante anticipation de l'échec dans le discours des gens, un pessimisme face à l'avenir de la région. Il y a ce réflexe de ne jamais croire qu'une entreprise locale va fonctionner, qu'une initiative va porter fruit ou même que quelqu'un va croire en la région. Devant ces pertes commerciales et ces fermetures d'entreprises, il semble que certains sujets interviewés n'arrivent plus à se représenter le territoire autrement que par l'échec. Di Méo explique que c'est à partir de nos représentations, de nos expériences vécues et de nos aptitudes à conceptualiser que nous parvenons à territorialiser l'espace (Di Méo, 1991). Le territoire naît d'une construction sociale, empreinte d'histoire et de représentations communes. En se basant sur le schéma conceptuel (Réf : page 47), on constate que ces représentations communes jouent un rôle central dans la manière dont les Haut-Gaspésiens perçoivent la dévitalisation aujourd'hui. Leur perception de la situation est fortement teintée par l'appropriation symbolique du territoire.

Ces résultats sont appuyés par les écrits de Bernard Vachon puisqu'on retrouve dans le cercle de la dévitalisation, le facteur « sclérose du leadership et de l'entrepreneuriat local » (Vachon, 1991) suivi beaucoup plus loin du facteur « démobilisation, l'apathie et la perte de confiance ». Ces deux termes font référence respectivement aux pertes commerciales puis au pessimisme. Ainsi, le cercle de Vachon nous permet de comprendre ce qui se passe en Haute-Gaspésie comme étant un continuum de facteurs, toujours alimentés par le facteur précédent. Tout comme le lien fait entre la pénurie

d'emploi et l'exode, on voit le lien entre les pertes commerciales, le manque d'entrepreneuriat et le pessimisme ambiant. Ce lien était d'autant plus perceptible pendant les entrevues puisque chez les sujets interviewés, ceux ayant des discours plus pessimistes étaient ceux qui avouaient ouvertement leur manque d'implication dans les nouvelles initiatives de la région. Le manque de « drive » abordé par un des participants traduit d'ailleurs un manque d'initiative et un manque d'appropriation qu'on peut lier au pessimisme de certains Hauts-Gaspésiens.

On peut également expliquer le pessimisme des Hauts-Gaspésiens par leur historique de « désappropriation » en lien avec des initiatives gouvernementales. Pensons par exemple au projet du B.A.E.Q qui visait à réaménager et réorganiser le territoire gaspésien (Desjardins et Frenette, 1999). Rappelons que les familles ayant été relocalisés vers les grands centres ou qui ont été témoins du départ de leur famille, portent malgré eux une histoire de désappropriation matérielle, symbolique et politique de leur territoire. Face à cet historique, on peut supposer que puisque les espaces ont été produits pour les Hauts-Gaspésiens à l'image des autres, il en résulte que ceux-ci ont été dépossédés de leur pouvoir de construire et surtout de territorialiser l'espace à leur façon (Simard, 2009). À cet effet, les résultats nous font état de ceci : les représentations communes des Hauts-Gaspésiens, basées sur l'historique du territoire et leur expérience de « désappropriation », ont une grande influence sur la manière dont ils perçoivent, s'approprient et dans son ensemble, territorialisent l'espace.

Rappelons toutefois qu'il existe des Hauts-Gaspésiens qui ne sont pas pessimistes. Ceux-ci n'ayant pas les fermetures d'entreprises, les pertes commerciales et l'exode de leur famille dans le projet du B.A.E.Q, ces Hauts-Gaspésiens ne sont donc pas teintés d'un historique d'échec. La plupart de ces non-pessimistes sont des néo-ruraux. Jeunes trentenaires, provenant d'un peu partout dans la province, notamment de la ville, ces néo-ruraux sont généralement venus s'installer dans la région, à la recherche d'un environnement plus tranquille, plus sain. Ils ont une attitude optimiste de l'espace qu'ils ont choisi d'habiter. En fait, peu de choses pourraient convaincre ces nouveaux Hauts-Gaspésiens de quitter la région. Ils perçoivent une Haute-Gaspésie remplie de potentiel où les défis représentent des opportunités de développement et des incitatifs pour s'impliquer économiquement, socialement et politiquement dans la région.

En terminant, revenons sur la question de recherche : « Comment les Hauts-Gaspésiens s'approprient-ils leur territoire et quels sont les effets perçus du phénomène de dévitalisation? »

Dans l'ensemble, les données recueillies nous permettent de dire que les Hauts-Gaspésiens *perçoivent les impacts de la dévitalisation*. À la lumière des résultats, on voit plus précisément comment le pessimisme des Hauts-Gaspésiens est lié aux pertes commerciales dans la région ainsi qu'à leur historique de « désappropriation » en lien notamment avec l'initiative gouvernementale du B.A.E.Q. Cependant, de par l'histoire de la région, il semble que ce sont les *natifs* Hauts-Gaspésiens qui sont les plus touchés par les pertes commerciales et les fermetures d'entreprises. Cela dit, les résultats ainsi que nos observations confirment que les néo-ruraux témoignent également de l'impact de ces facteurs, bien qu'ils en soient moins touchés que les natifs. Enfin, on remarque comment les facteurs du cercle de la dévitalisation (Vachon, 1991) interagissent entre eux. On comprend mieux comment les facteurs de dévitalisation influencent la manière dont les Hauts-Gaspésiens se représentent le territoire, se l'approprient symboliquement, enfin comment ils *territorialisent* l'espace. Les résultats confirment que la symbolique du territoire haut-gaspésien est teintée de désappropriation, d'échec et d'abandon. Cela semble contribuer au pessimisme ambiant qui a, à son tour, un grand impact sur la manière dont les gens s'approprient le territoire à l'heure actuelle, tant de manières symbolique, matérielle que politique. Ainsi, une fois de plus, on voit comment le terrain confirme qu'il y a une interaction entre les concepts de dévitalisation et d'appropriation, tel qu'illustré par le schéma conceptuel (Réf. page 47).

5.2. L'appropriation politique d'un territoire divisé

À présent, on s'aperçoit de par les résultats que la communauté haute-gaspésienne est divisée entre des personnes plutôt pessimistes et d'autres qu'on pourrait appeler « optimistes ». On remarque qu'une partie de la population est découragée face à l'avenir alors que l'autre a une vision plus positive de celle-ci. Certains voient la Haute-Gaspésie comme un lieu à désertier, d'autres comme un lieu à investir. Devant ces résultats, il est pertinent d'explorer la manière dont cohabitent les idées et les diverses représentations de l'espace en Haute-Gaspésie puis se demander quel est l'impact de cette cohabitation sur le développement régional. Tel que mentionné à la page 33 du deuxième chapitre, l'appropriation politique réfère au sentiment de « maîtrise de l'espace par un ou plusieurs groupes d'acteurs » (Simard et al., 2009 : b4), plus précisément à l'égalité d'accès, d'occupation et d'usage que font les gens des différents lieux de vie sur un même territoire. On peut interroger par exemple l'égalité d'accès des espaces publics par les divers acteurs, les groupes sociaux et les membres de la communauté. Partagent-ils les mêmes lieux de vie? Ont-ils la même utilisation de l'espace ?

De l'analyse des entretiens, nous avons pu observer que les natifs et néo-ruraux ne partagent pas vraiment les mêmes espaces et qu'ils n'ont pas forcément la même utilisation de l'espace. D'ailleurs lors des entretiens, tant des natifs que des néo-ruraux nous ont parlé de leur sentiment d'exclusion et de stigmatisation par rapport à l'autre groupe. Les écrits de Simard nous permettent de comprendre qu'il y a différents usages des lieux communs sur le territoire haut-gaspésien. Les diverses activités qui se déroulent en Haute-Gaspésie rejoignent les champs d'intérêts de certains groupes, parfois ceux des natifs, parfois ceux des néo-ruraux. Lorsqu'on y ajoute les préjugés et la peur d'être exclu, il se crée un fossé dans ce que Di Méo appelle « l'espace social », qui continue d'alimenter les tensions. Cette notion « d'espace social » nous permet de mieux comprendre comment « se profilent les rapports sociaux [et] les pouvoirs qui les organisent » (A. Gilbert, 1986 dans Di Méo, 1998 : 33). Nous savons à présent que les deux tranches de population haute-gaspésienne investissent différemment l'espace. Leur appropriation politique est distincte et elle semble contribuer en quelque sorte à la différenciation qui se fait entre natifs et néo-ruraux. Rappelons par exemple le conflit récent qu'il y a eu dans la municipalité de la Martre et dont nous avons parlé dans les résultats. Celui-ci portait justement sur une divergence dans la manière de territorialiser l'espace. Ce conflit illustre bien l'existence de tensions et de différenciation entre les deux tranches de population en Haute-Gaspésie. Souvenons-nous que ce conflit témoigne du *clivage interrégional* qui existe actuellement dans la région.

À présent, questionnons les fondements de ce clivage et surtout les liens entre celui-ci et la manière de s'approprier symboliquement l'espace. Se peut-il qu'il y ait une différence entre les natifs et les néo-ruraux dans leur manière de se représenter l'espace symboliquement? Et est-ce que cette différence expliquerait en partie la division qui existe entre ces deux populations? Comment cohabitent ces deux populations? La section qui suit propose une réponse. Le point 5.2.1 abordera l'attachement commun au territoire qui existe entre natifs et néo-ruraux en Haute-Gaspésie. D'abord, nous revisiterons brièvement la notion d'appropriation symbolique de l'espace. Ensuite, nous verrons ce qui lie les Hauts-Gaspésiens au territoire. Finalement, au point 5.2.2, nous ferons appel aux écrits de Carole Waldvogel (2006) pour parler des différents modes d'appropriation de l'espace qu'ont les natifs et « néo-ruraux ». Nous verrons comment ces différences dans la manière de s'approprier l'espace semblent au cœur du clivage populationnel en Haute-Gaspésie.

5.2.1 Attachement commun à la Haute-Gaspésie

Tel qu'il a été vu dans le cadre théorique, l'appropriation de l'espace implique une identification à l'espace. On n'a qu'à penser à la dimension spatiale qui existe dans la notion d'identité (Segaud et al. 2002 : 30) et aussi à l'importance du lieu dans la définition de notre identité. En ce sens, la notion d'appropriation fait référence à la sphère de l'appartenance et aux actions qui sont prises pour faire valoir cette appartenance. Dans l'appropriation, il y a une nécessaire prise de possession d'un objet extérieur, une identification à cet objet, un « faire sien » de quelque chose (Segaud et al., 2002). L'appropriation existentielle c'est l'attachement affectif que l'on crée avec un lieu (Ripoll et Vestchambre, 2005). Cela fait référence à l'effet de se sentir à sa place quelque part, sentiment qui peut être lié à la perception qu'on a de cet endroit. Les écrits de Waldvogel sur l'appropriation symbolique de l'espace que nous avons présentés antérieurement, développent la notion d'*habitus environnemental*. Cette notion fait référence à la manière de voir et de percevoir l'environnement et permet de déterminer le mode d'appropriation des gens quant à l'espace qu'ils habitent (Waldvogel, 2006). On peut se demander, par exemple, quels sont les modes d'appropriation des Hauts-Gaspésiens. Y'a-t-il des différences dans la manière de percevoir l'espace? Mais d'abord, quels sont les points communs entre natifs et néo-ruraux, quant à leur attachement au territoire?

Les résultats ont permis de constater que tant les natifs et néo-ruraux partagent un attachement à la Haute-Gaspésie, tant pour la nature que pour la vie communautaire. Rappelons que les deux groupes ont souvent parlé de leur relation à l'environnement, leur passion pour la nature gaspésienne, pour les grands vents, les montagnes, le paysage sublime, la mer et ses humeurs. Pour plusieurs, c'est au bord de la mer qu'ils ont le sentiment d'être à leur place. Certains s'identifient même à la « dureté » du climat, à l'aspect vivifiant de la nature, comme si le climat « faisait partie de [leur] identité » (Simard et al., 2009 : 3). Cette identification à la nature nous rappelle les notions d'Edward Relph, cités au chapitre 2, concernant le fait « d'être du lieu », de se sentir en quelque sorte imbriqué dans le lieu, identifié au lieu. (Relph, 1986 dans Mathis Stock, 2005 : 3). De plus, les natifs et néo-ruraux mentionnent leur attachement à la région dans son ensemble, particulièrement au village qu'ils habitent. La plupart des sujets disent apprécier l'entraide qu'il y a dans leur village, la solidarité, les interactions chaleureuses et accueillantes entre les habitants. Ceci est directement en lien avec la notion d'*identité communautaire* de Simard qui fait référence aux mécanismes de socialisation et de territorialisation qui permettent aux individus de développer des valeurs communes sur un territoire (Simard, 2000). De là, se développe une « vision locale du monde » qui permet d'établir un « nous »

par rapport à un espace donné. L'auteur explique que « c'est la présence d'une identité communautaire qui permet de transformer une portion d'espace en véritable milieu géographique, en territoire qu'une population s'est approprié » (Simard, 2000 : 170). Enfin, ceci nous amène à questionner ce « nous » haut-gaspésien. Y-a-t-il un « nous »? Au-delà de l'attachement commun au territoire, les Hauts-Gaspésiens ont-ils la même perception de leur environnement? Ont-ils la même vision de l'espace qu'ils habitent? D'après les résultats, les natifs et néo-ruraux en Haute-Gaspésie n'ont pas la même perception ni le même mode d'appropriation de l'espace. La section suivante permet de mieux comprendre pourquoi.

5.2.2 Deux populations, deux modes d'appropriation de l'espace

Nous venons de postuler que les natifs et néo-ruraux n'ont pas le même mode d'appropriation de l'espace. En premier lieu, nous verrons comment cela se traduit chez les natifs Hauts-Gaspésiens. Ensuite, nous passerons à l'appropriation de l'espace chez les néo-ruraux. Finalement, nous ferons le lien entre les manières de se représenter symboliquement l'espace et de se l'approprier matériellement et politiquement.

Les résultats confirment que les natifs de la Haute-Gaspésie ont un lien assez fort avec la nature. D'ailleurs, nous avons observé au point précédent que la nature constitue un point d'attachement commun entre les deux populations. Tel que nous l'avons vu au chapitre précédent, la plupart des natifs pratiquent des activités reliées à la mer et à la forêt, soit la pêche, la chasse, les activités de plein air et les randonnées dans le bois. On sent dans le discours des natifs que la nature fait partie du quotidien, du mode de vie. Il y a ce sentiment qu'ils s'identifient à la nature, qu'ils font « un » avec elle. À cet effet, le travail de Waldvogel nous permet de faire un lien entre les natifs de la Haute-Gaspésie et le mode d'appropriation « gestionnaire » de la nature. Dans ses écrits, Waldvogel explique que les gestionnaires ont « une vision essentiellement fonctionnelle de la nature dans laquelle ils se sentent le droit d'agir » (Waldvogel, 2006 : 36). La pratique de la chasse et de la pêche chez les natifs reflète bien la perspective gestionnaire de la nature, soit que celle-ci se doit d'être « gérée » par l'humain afin d'éviter des dégâts (Waldvogel, 2006). Les natifs semblent s'inscrire davantage dans une culture de l'action que les néo-ruraux. Ils ont une connaissance plutôt « terrain » de la nature, faisant d'eux des gens plus interventionnistes à son égard. Selon l'auteure, les gestionnaires ont tendance à accorder peu d'importance aux conséquences écologistes de notre modèle de développement, causant des tensions par rapport aux « naturalistes » puisque les

revendications écologistes de ces derniers sont perçues comme « irréelles » et conçues dans une tour d'ivoire (Waldvogel, 2006). Ainsi, on peut faire un parallèle entre les gestionnaires et les natifs, puis entre les naturalistes et néo-ruraux. De plus, ces descriptions permettent peut-être d'expliquer certaines tensions qui surgissent entre les deux groupes lorsqu'ils ont différents modes d'appropriation de l'espace. Repensons simplement aux tensions existantes dans la municipalité de la Marte, aux préjugés concernant les activités qui se déroulent dans le milieu de la chasse ou encore ceux qui se déroulent à la Coop du Cap.

Ensuite, il y a la manière dont les néo-ruraux s'approprient l'espace. À cet effet, rappelons que les néo-ruraux interviewés ont souvent choisi de s'installer Haute-Gaspésie par amour pour la nature, mais aussi parce qu'ils perçoivent le potentiel de la région et considèrent avoir les compétences pour faire face aux défis. Leur optimisme et le fait qu'ils soient « nouveaux » sur ce territoire traduisent une certaine curiosité par rapport à la nature, un désir de la découvrir et de l'appivoiser. On remarque que deux des trois modes d'appropriation de l'espace de Waldvogel se retrouvent chez les néo-ruraux. Si les natifs sont surtout représentés par le mode « gestionnaire », les résultats permettent de constater que les néo-ruraux sont représentés à la fois par les modes d'appropriation « naturaliste » et « environnementaliste ». Nous verrons ici comment la population néo-rurale s'approprie l'espace en lien avec ces modes.

Le premier mode d'appropriation de l'espace est le mode « naturaliste ». Rappelons que selon l'auteure, les personnes qui adoptent ce mode d'appropriation ont un grand intérêt pour la nature et un réel « sens de la nature ». Souvent des diplômés universitaires, les naturalistes peuvent avoir davantage de connaissances « scientifiques » à son sujet. Ils adoptent une perspective plutôt écosystémique de l'environnement, les amenant à être dans un rapport de protection-conservation de celle-ci et percevant toute intervention de l'humain comme une perturbation (Larrère, 1991 dans Waldvogel, 2006 : 366). D'après les résultats ainsi que nos observations, il semble que les initiatives des néo-ruraux en Haute-Gaspésie s'inscrivent majoritairement dans un mode d'appropriation naturaliste. Par exemple, la Coop du Cap, qui mise sur l'agriculture locale et biologique, illustre fidèlement le mode d'appropriation naturaliste.

Le deuxième mode d'appropriation de l'espace est le mode « environnementaliste ». Celui-ci se distingue du mode naturaliste de par sa distance avec la nature. Si les naturalistes sont plutôt préoccupés par la protection de la nature, les environnementalistes sont surtout préoccupés par la

protection de l'être humain et de sa qualité de vie. Le rapport à la nature est souvent idéalisé par les environmentalistes, la campagne étant perçue comme plus saine que la ville pour l'être humain. Si le naturaliste est *écosystémique*, l'environmentaliste est plutôt *anthropocentrique*. Pourtant, leurs profils se ressemblent : Citadins, diplômés, souvent impliqués dans les associations de défense de l'environnement. Le terrain nous a permis de constater un mode d'appropriation plutôt environmentaliste chez certains néo-ruraux. Nous avons entendu maintes fois des néo-ruraux parler de leur choix de s'installer en Haute-Gaspésie en termes anthropocentriques. La campagne étant perçue comme plus saine, moins stressante et moins nocive pour l'humain. Tant lors des entrevues que lors des diverses interactions informelles sur le terrain, les néo-ruraux rencontrés nous ont fait part de leur perception que la région est certainement plus bénéfique pour l'humain que la ville. Pour la majorité des néo-ruraux, la représentation symbolique de la campagne joue un rôle prépondérant dans le choix d'emménager en région. La campagne représente un certain retour aux sources, une vie plus authentique, plus naturelle qu'en ville. De par leurs compétences et leur niveau de scolarité souvent plus élevé que les natifs, les néo-ruraux jouissent souvent d'une plus grande marge de manœuvre, de plus d'opportunités d'emploi et d'une plus grande richesse économique que les natifs. Ce contexte de vie différent semble rendre l'appropriation politique plus attrayante et accessible.

En terminant, revenons sur la question de recherche : « Comment les Hauts-Gaspésiens s'approprient-ils leur territoire et quels sont les effets perçus du phénomène de dévitalisation? » Le point 5.1 confirme que les Hauts-Gaspésiens perçoivent les impacts de la dévitalisation. Le point 5.2 permet à la fois de mieux comprendre comment ceux-ci s'approprient le territoire et il soulève également les points qui unissent et différencient les natifs des néo-ruraux. À la lumière de l'analyse que nous venons de faire, on observe que les natifs et les néo-ruraux s'identifient et ont une représentation différente de l'espace. En occurrence, les deux tranches de population s'approprient tout aussi différemment le territoire haut-gaspésien, expliquant en partie le clivage existant. À présent, que se dégage-t-il pour l'avenir de la Haute-Gaspésie? Quels moyens préconisent les Hauts-Gaspésiens pour revitaliser la région? Comment les Hauts-Gaspésiens perçoivent-ils l'avenir de celle-ci? Nous tenterons de répondre à ces questions dans la section qui suit.

5.3. L'avenir de la Haute-Gaspésie : outils pour une revitalisation du territoire

Jusqu'à maintenant, nous avons vu comment les concepts d'appropriation et de dévitalisation interagissent en Haute-Gaspésie. Les résultats de cette étude ainsi que les écrits de plusieurs auteurs nous ont permis de répondre au mieux à la question de recherche. À présent, nous saisissons comment les Hauts-Gaspésiens s'approprient leur territoire, mais plus précisément les liens qui existent entre les facteurs de dévitalisation et les modes d'appropriation de l'espace. De plus, nous comprenons davantage l'importance que détient le territoire dans le développement de notre identité. Rappelons que selon Lévy et Lussault, le concept de territoire arrive lorsque l'espace acquiert un attribut d'identification ou de possession pour l'humain. Selon eux, « le territoire deviendrait la composante identitaire, voire idéale, de n'importe quel espace » (Lévy et Lussault, 2003 : 908). Ainsi, dans le cas de la Haute-Gaspésie, on comprend ce qui attire les gens, ce qui les attache à cet espace, ce qui contribue à leur désir de le « faire sien », de s'y identifier et d'en faire leur territoire (Segaud et al., 2002). De façon générale, nous comprenons l'interaction qui existe entre les concepts d'appropriation, de territoire et de dévitalisation.

Cependant, jusqu'à présent, nous avons présenté un portrait plutôt pessimiste de la région. Cela peut donner l'impression que les changements survenus dans les dernières années sont négatifs. Pourtant, tel que mentionné dans les résultats, nous avons constaté à notre grande surprise que les changements abordés par les participants sont généralement positifs. Cela signifie que malgré les nombreuses difficultés de la région, les tensions, l'exode, les insatisfactions et les peurs face à l'avenir, la Haute-Gaspésie se retrouve tout de même dans une vague de changement vers le mieux. Selon les résultats, on s'aperçoit que depuis quelques années, il y a une apparition d'éléments positifs qui amène un relent d'espoir chez les Hauts-Gaspésiens. Regardons plus en détail ces éléments considérés positifs par les Hauts-Gaspésiens. Nous terminerons la section en abordant les contributions et les limites de cette recherche ainsi que les pistes de recherches futures.

5.3.1 Les néo-ruraux : l'espoir de repeupler la région

Le premier grand changement considéré comme positif par les Hauts-Gaspésiens c'est l'arrivée des néo-ruraux. D'ailleurs, tous les sujets s'entendent pour dire qu'il faut continuer de peupler la région en attirant trois profils de gens : des professionnels, des jeunes et des personnes immigrantes. Bien que les néo-ruraux amènent un relent d'espoir pour la région, leur présence soulève toutefois un lot de remises en question et de tensions chez les gens qui ont toujours perçu la Haute-Gaspésie d'une

certaine manière. Leur arrivée dans la région amène une nouveauté souvent effrayante, menaçante, *différente*. Nous remarquons un rapport d'amour-haine avec cette nouveauté, comme si d'un côté on avait envie de la rejeter, mais d'un autre, on savait qu'elle représente la clé du développement de la région. On peut penser que le fait de s'appropriier différemment l'espace, soit dans un mode gestionnaire, naturaliste ou environnementaliste (Waldvogel 2006) relève grandement d'une différence de paradigmes. On comprend alors que ces différences soient fondamentales et puissent donner lieu à plusieurs perspectives d'avenir sur un même territoire. Cela dit, au-delà des différences de paradigmes, l'ensemble des sujets rencontrés reconnaît que les néo-ruraux contribuent à améliorer la situation en Haute-Gaspésie, notamment en peuplant la région. Il y a une reconnaissance du succès des initiatives des néo-ruraux, de la popularité de leurs événements et de leurs capacités. Au fond, malgré les préjugés, on ne peut nier qu'ils créent une vitalité dans la région.

5.3.2. Le rôle du changement de mentalités dans la réappropriation du territoire

Le « changement de mentalité » est un autre thème qui revient souvent chez les participants lorsqu'on aborde la revitalisation de la Haute-Gaspésie. Lorsqu'ils parlent de « mentalité », nous comprenons qu'ils parlent des « représentations sociales » qu'ont les Hauts-Gaspésiens d'eux-mêmes et des autres. Par exemple, cela peut signifier la manière de se représenter comme Hauts-Gaspésiens par rapport à d'autres régions, par rapport à la ville. Puis pour les sujets, ces représentations sociales sont le moteur du changement. Parce qu'elles peuvent tomber dans le pôle négatif ou positif, les représentations de soi et d'autrui ont le pouvoir de détruire ou de construire, de propager les stigmas ou de les freiner. Guy Di Méo a déjà expliqué que « le territoire témoigne d'une appropriation à la fois économique, idéologique et politique de l'espace par des groupes qui se donnent une représentation particulière d'eux-mêmes, de leur histoire, de leur singularité » (Di Méo, 1998). À cet effet, selon les résultats nous constatons que les représentations particulières qu'ont les Hauts-Gaspésiens d'eux-mêmes, de leur histoire et de leur singularité influencent grandement le sentiment de pouvoir qu'ils ont sur leur milieu de vie, soit leur appropriation politique. Ainsi, nous comprenons que la revitalisation passe par la réappropriation symbolique, matérielle et politique du territoire. Voyons maintenant comment cette réappropriation se traduit sur le terrain.

Premièrement, selon les résultats, pour que la région se développe davantage il faut avant tout changer la mentalité face au travail. Le travail saisonnier en Haute-Gaspésie ainsi qu'une certaine « mentalité d'assistés » (Cercle de la dévitalisation, Vachon, 1991), qui provient de l'historique de dépendance à l'État, a créé, ce que deux sujets appellent une « culture de chômage ». On explique que cette culture du chômage se traduit par une attitude de moindre effort à l'égard du travail. On dit même que cette culture du chômage contribue au manque de motivation envers le développement de la région. Jusqu'à un certain point, cette « mentalité d'assistés » semble prendre racine dans l'historique de désappropriation dans la mesure où, une fois le pouvoir de décision enlevé à une communauté, il devient difficile pour cette communauté de la reprendre. Précédemment, nous avons vu que cet historique a laissé des traces et influence grandement la manière dont les gens s'approprient symboliquement le territoire. Tant les études que les résultats le confirment : l'appropriation matérielle du territoire haut-gaspésien est influencée par une symbolique de désappropriation et de dépendance.

Deuxièmement, les gens rencontrés expliquent que pour qu'il y ait plus de développement, il est nécessaire que les gens s'engagent, s'impliquent davantage dans la région. À cet effet, un des grands changements remarqués par les sujets concerne le sentiment de pouvoir grandissant de la population. S'il régnait depuis longtemps un découragement et une impuissance, il s'avère que depuis quelques années plusieurs communautés, notamment dans des villages moins bien nantis de la Haute-Gaspésie, prennent leur développement en main. Rappelons l'exemple de ce village, longtemps stigmatisé en Haute-Gaspésie, qui avec l'aide des autres villages, a réussi à reprendre les rênes de son développement. On remarque une plus grande solidarité entre les villages et beaucoup moins de stigmatisation envers certains d'entre eux. Les participants attribuent justement ce relent de solidarité au changement de mentalité.

Rappelons que dans les résultats, lorsque nous questionnons les sujets par rapport au sentiment de pouvoir grandissant dans la région, ceux-ci expliquent que l'implication sociale est plus facile dans un petit village que dans une grande ville, entre autres parce qu'il y a moins de monde. D'après les résultats, on s'aperçoit que le fait d'habiter dans une région « à développer » crée plusieurs opportunités de « construire » ensemble ou comme dirait Bruno Jean, de « territorialiser » l'espace (Jean, 1993). Nous observons également que plus les gens se sentent appuyés par les élus dans leurs projets, plus leur sentiment de pouvoir grandit par rapport à leur milieu. Ainsi, il semble que la construction d'un territoire commun passe tant par l'implication sociale et politique des

communautés que par la reconnaissance des élus envers ces implications. Cela illustre une fois de plus le lien entre l'appropriation et le constructivisme.

Enfin, tel que mentionné, il en ressort que le développement et l'enrichissement de la région passe par une redéfinition du territoire et des représentations sociales des Hauts-Gaspésiens. Cela implique une révision des représentations qu'ont les gens d'eux-mêmes en tant que communauté. Ajoutons à cela la nécessaire prise en compte de l'association qui se fait entre le territoire haut-gaspésien, l'échec et l'abandon. Pour cela, nous considérons qu'il est primordial de miser sur les réussites de la région, sur les symboles forts comme la beauté, la force et la liberté. Les paysages, le patrimoine, le côté « battant » des Hauts-Gaspésiens. Il faut que la Haute-Gaspésie devienne symbole de résilience et de courage afin que les gens puissent se l'approprier ainsi. À cet effet, une nouvelle symbolique ne peut prendre racine, à notre avis, que si les leaders de la région y croient, qu'ils acceptent de se battre pour la Haute-Gaspésie, qu'ils arrivent, eux aussi, à se représenter le territoire autrement que par l'échec et qu'ils acceptent eux aussi à se détacher des stigmas. Comme l'ont mentionné certains sujets, il est important qu'il y ait en Haute-Gaspésie, la présence de leaders positifs, authentiques et transparents auxquels les gens peuvent s'identifier, des leaders qui se battent pour les droits des Hauts-Gaspésiens et qui incarnent l'espoir du changement.

5.3.3. Outils pour une réappropriation symbolique : Les exemples et l'éducation

Le troisième aspect considéré comme important pour le développement de la région et ayant été soulevé par la moitié des participants concerne l'éducation et les exemples de succès. Au cours de ce chapitre, mais aussi de l'ensemble de ce mémoire, nous avons surtout parlé des exemples d'échec et des difficultés régionales. Cette réalité a permis de mieux comprendre ce qui se passe dans la région, de constater qu'il y a effectivement une dévitalisation et que celle-ci a des impacts importants sur l'appropriation du territoire. Rappelons que la notion d'appropriation symbolique de l'espace fait référence à la perception et aux représentations qu'ont les individus d'un lieu donné (Simard, Fortin et Tremblay, 2009). À cet effet, on peut penser, comme plusieurs sujets, que les exemples de succès en Haute-Gaspésie façonnent la manière dont les gens se représentent le territoire et l'expérience qu'ils font de cet espace. D'ailleurs, nous avons amplement abordé les liens qui existent entre les représentations sociales, soit l'aspect « symbolique » du territoire et l'appropriation qu'on en fait. Quels sont ces exemples de succès en Haute-Gaspésie et comment peuvent-ils contribuer à la réappropriation symbolique du territoire? D'après les résultats mais aussi

des notions abordées dans le cadre théorique, nous pouvons dire que les entreprises pouvant avoir un impact significatif sur la réappropriation symbolique sont celles créées par et pour les Hauts-Gaspésiens, donc qui répondent aux objectifs de développement local (Vachon, 1994). Pensons à la troupe de théâtre de Marsoui ou à l'entreprise de ski de Mont St-Pierre, qui rassemblent d'année en année à la fois des natifs Hauts-Gaspésiens et des néo-ruraux. Les Rendez-Vous des Arts Marsouais et le Festival de Petite-Vallée permettent également aux habitants de la péninsule de venir voir ce qui se fait en Haute-Gaspésie. La Coop du Cap chapeaute bon nombre d'initiatives dans la région, entre autres la Fête des récoltes qui permet d'accueillir en Haute-Gaspésie des gens de toute la péninsule et qui attire, d'année en année, un peu plus de natifs Hauts-Gaspésiens. Ces exemples de succès contribuent de plusieurs manières à redonner un souffle nouveau à la région, à unifier les gens de divers groupes.

Pour certains participants, l'éducation populaire est justement un moyen d'unifier les gens, de créer une atmosphère d'ouverture et de développement. À cet effet, rappelons que la notion d'*identité communautaire* fait référence aux liens intersubjectifs qui se tissent dans un milieu, tel que les mécanismes de socialisation et de territorialisation, et qui permettent aux individus de développer des valeurs, symboles communs sur ce territoire (Simard, 2000). D'après les résultats, il semble que ce qui manque le plus c'est principalement cette vision commune du territoire, cette *identité communautaire* au sens plus large. Ainsi, les solutions proposées par les sujets semblent aller dans le même sens que la théorie de Simard : la réappropriation symbolique de la Haute-Gaspésie passe par les exemples de succès, l'éducation populaire et ultimement, le développement d'une identité communautaire.

5.3.4. Outils pour une réappropriation politique : La communauté haute-gaspésienne

Vers la fin du chapitre sur le cadre théorique, nous avons mentionné que cette recherche s'inscrit dans une logique de développement local. Dans les écrits de Georges Bertin et al., (2003), on reprend les termes de l'abbé Houée en faisant la distinction entre le développement local *endogène* et *exogène*. Rappelons que le développement local *exogène* vise plutôt à « se conformer à des normes extérieures s'appuyant sur des principes à opérationnaliser » alors que le développement local *endogène* « situe l'acteur social au cœur du développement et des transformations » (Houée dans Bertin et al., 2003). Nous avons vu que ce type de développement se centre sur les représentations sociales et la construction de la réalité d'une communauté particulière.

Précédemment, nous avons lié les écrits de Houée à la définition de Simard quant à l'appropriation politique, puisque cette dernière fait référence au sentiment de maîtrise du territoire et aux rapports à l'altérité, ce qui rejoint grandement l'idée de développer « de l'intérieur ». Alors que nous en sommes aux dernières pages de ce mémoire, nous comprenons que l'appropriation d'un territoire implique une construction du territoire. Nous voyons plus clairement la relation étroite qui existe entre le constructivisme et l'appropriation.

S'approprier un espace implique de l'investir socialement puis d'y créer des espaces de socialisation et d'interactions. La plupart des sujets rencontrés ont parlé des liens sociaux qui influencent leur choix de s'investir en Haute-Gaspésie. Nous avons vu par exemple qu'une des personnes est revenue s'installer dans la région par solidarité pour sa communauté. Les rapports sociaux et plus précisément « l'espace social » (Di Méo, 1998) sont des outils d'appropriation du territoire. Il n'y a pas de doute que la force de la Haute-Gaspésie c'est sa communauté. Cependant, à partir de ce qu'on comprend, pour combattre la dévitalisation il faut faire appel à la solidarité de la communauté haute-gaspésienne. Cette solidarité passe par la reconnaissance des compétences et la mise en commun des ressources de chacun. Selon notre point de vue, cela implique qu'on favorise les espaces communs, par « l'espace social » (Di Méo, 1998 : 27). Lieu d'échange et d'interactions, l'espace social ne peut plus se déployer en silos fermés. Ainsi, tout comme nous avons souhaité « placer en situation centrale de la démarche le référentiel habitant » puisque « cela revient à privilégier un regard de l'intérieur, à prendre en compte en premier lieu le sens qu'a l'espace pour les divers groupes d'utilisateurs et les acteurs locaux » (Gumuchian, 1991 : 335), nous pensons qu'il doit en être de même pour le développement de la Haute-Gaspésie. Basé sur notre compréhension, nous postulons que l'amélioration de la situation en Haute-Gaspésie implique que l'on privilégie un regard de l'intérieur de la région en misant sur un développement local de type *endogène*. Pour cela, il est nécessaire d'user des forces de la communauté pour résoudre les tensions et pour favoriser la cohabitation des gens et des idées. À notre avis, l'avenir de la Haute-Gaspésie passe par la force des néo-ruraux jumelé à la connaissance expérientielle des natifs.

5.3.5. En guise de conclusion : Les contributions et limites de cette étude

En conclusion, ce chapitre a permis de discuter des résultats obtenus lors de portion terrain de la recherche, menée en Haute-Gaspésie en avril 2012. Dans un premier temps, nous avons abordé la dévitalisation en cernant les facteurs influents sur l'appropriation matérielle et symbolique. Dans un

deuxième temps, il a été question de l'appropriation politique dans une Haute-Gaspésie divisée. Cette section s'est penchée plus précisément sur les points communs et divergents des natifs et néo-ruraux à l'égard de leur usage de l'espace. Nous avons parlé d'abord de l'attachement au territoire et ensuite des modes d'appropriation de l'espace de ces deux populations. La troisième et dernière section a ouvert sur la revitalisation de la Haute-Gaspésie en se centrant sur le repeuplement de la région, le rôle du changement de mentalité dans la réappropriation symbolique, l'éducation et la mobilisation des forces des natifs et néo-ruraux pour un développement plus *endogène*. Si l'on rappelle les objectifs de cette recherche, le premier est de mieux comprendre la manière dont les Hauts-Gaspésiens s'approprient leur territoire, plus spécifiquement comment ils se représentent ce territoire, comment ils l'investissent et quel rapport ils entretiennent avec celui-ci au quotidien. Le deuxième objectif s'appuie sur le premier et vise à mieux comprendre les effets perçus du phénomène de dévitalisation. À présent, il est possible de répondre à la question de départ : « Comment les Hauts-Gaspésiens s'approprient-ils leur territoire et quels sont les effets perçus du phénomène de dévitalisation? » Les résultats établissent que le phénomène de dévitalisation est présent en Haute-Gaspésie et que ses effets sont perçus par les gens qui habitent ce territoire. De plus, la portion terrain de la recherche corrobore le schéma conceptuel (réf p.47) puisque la manière dont les Hauts-Gaspésiens s'approprient symboliquement, matériellement et politiquement le territoire joue effectivement un rôle central dans la manière dont ils perçoivent cette dévitalisation.

La contribution principale de cette recherche constitue le fait de redonner la parole aux habitants d'un territoire qui a été marginalisé de par sa position géographique et de par le modèle de développement économique actuel. Tel que nous l'avons mentionné dans la problématique, la très grande majorité des études portant sur la dévitalisation s'intéresse davantage aux impacts économiques et démographiques du phénomène et pratiquement pas à l'expérience qu'en font les habitants des territoires dévitalisés. Notons que jusqu'à présent aucune étude ne s'était intéressée spécifiquement à l'appropriation du territoire dévitalisé et aux effets perçus de la dévitalisation. À cet effet, nous souhaitons plus que tout que les Hauts-Gaspésiens voient dans cette recherche, notre sincère désir de les mettre au centre du débat sur la situation de leur région. Généralement exclus de la discussion, les Hauts-Gaspésiens méritent d'avoir leur place à la table puisque leur contribution est importante et pertinente. À travers cette recherche, nous souhaitons rejoindre les valeurs du travail social, particulièrement de l'organisation communautaire, en démontrant que l'avenir des milieux dévitalisés passe par l'inclusion de leur population dans le débat. Il passe par la prise en

compte de l'historique de désappropriation, des impacts de celle-ci et des forces de ces milieux. En ce qui concerne les pistes de recherche futures en travail social, il serait intéressant de mener une étude comparative dans plusieurs milieux dévitalisés de la province, de questionner les effets perçus du phénomène puis l'appropriation du territoire. Il est important de donner une place à la sphère identitaire dans un tel débat. Cela implique de reconnaître la place du territoire dans l'identité des gens et d'accorder une importance aux effets de la dévitalisation.

Cela dit, la limite majeure de cette étude concerne la généralisation des résultats. Cette limite vient du fait que nous avons procédé à une étude qualitative avec un petit échantillon provenant d'un vaste territoire. De plus, on doit tenir compte que chaque village de la Haute-Gaspésie a ses particularités et que les modes d'appropriation et les effets perçus de la dévitalisation peuvent donc être différents. Une autre limite concerne la dimension exploratoire de cette recherche. En poursuivant une finalité épistémique, cette étude a permis de mieux comprendre les effets perçus de la dévitalisation, sous l'angle *expérientiel* de la personne qui habite un milieu dévitalisé. Cependant, elle se limite à l'exploration et à la clarification d'une problématique sans nécessairement proposer des solutions concrètes. Une autre étude pourrait certainement pousser plus loin, voire travailler en collaboration avec les acteurs locaux de milieux dévitalisés pour mettre en œuvre un plan d'action.

En dernier lieu, on peut se demander plus précisément de quelle manière cette étude contribue à la pratique du travail social. Nous répondons en rappelant que la valeur première du travail social est de revendiquer la justice sociale. Qu'ils travaillent au sein d'organismes communautaires, dans le réseau de la santé ou en pratique privée, les travailleurs sociaux militent quotidiennement pour l'intégration et l'adaptation dans la société, des personnes qui vivent une certaine injustice sociale. À l'échelle des groupes et des collectivités, ce sont les organisateurs communautaires qui font ce travail. À cet égard, nous insistons sur l'importance de la pratique de l'organisation communautaire dans les milieux ruraux touchés par la dévitalisation. Dans un article, Bourque, Comeau, Favreau et Fréchette (2007), définissent l'organisation communautaire comme étant une « intervention planifiée de changement social dans, pour et avec les communautés locales afin de s'attaquer à ces inégalités, à cette concentration de pouvoir et à ces discriminations » (Bourque et al., 2007 : 9). Selon les auteurs, les problèmes sociaux sont de nature collective donc ils requièrent des solutions collectives. À présent, nous comprenons l'amplitude du phénomène de dévitalisation en Haute-Gaspésie et savons qu'il a des impacts collectifs. Dans ce contexte, la pratique de l'organisation communautaire peut permettre de « miser sur le potentiel de changement social des communautés

locales» afin de viser leur « transformation sociale et [leur] démocratisation permanente » (Favreau et Fréchette, 2003). Nous avons mentionné précédemment que cette étude vise à remettre les communautés dévitalisées au centre de la discussion sur la dévitalisation rurale au Québec, dans une perspective de développement local. Rappelons que les domaines du développement local (Vachon, 1994), de la géographie sociale (Di Méo, 1998) et du développement des communautés (Caillouette, 2009), auxquels nous avons emprunté les concepts, ont en commun le fait qu'ils placent *l'être humain* au premier plan et font appel à sa connaissance, sa perception et son expérience dans la recherche de solutions. Ce mémoire vise à redonner du pouvoir à une communauté qui croit depuis longtemps qu'elle n'en a plus. Il rejoint les valeurs du travail social et de l'organisation communautaire, d'abord parce qu'il tente de redonner du pouvoir aux communautés vivant une injustice sociale de par la région qu'ils habitent. Enfin parce que de plusieurs manières, il appuie « les communautés qui veulent se mobiliser pour relever des défis collectifs » (OTSTCFQ 2012) et qu'il s'intéresse à ces communautés, non pas parce « qu'elles sont démunies [...] mais bien pour la force réelle et potentielle dont elles peuvent disposer » (Favreau et Fréchette, 2003).

CONCLUSION

Nous avons présenté ici un mémoire qui s'intéresse à la manière dont les Hauts-Gaspésiens s'approprient leur territoire ainsi qu'aux effets perçus de la dévitalisation. Tel que nous l'avons vu dans la problématique, les milieux ruraux sont confrontés depuis une quarantaine d'années à des transformations socio-économiques importantes. Ces transformations ont encore aujourd'hui des impacts sur bon nombre de communautés, notamment celles vivant dans les régions rurales éloignées comme la Haute-Gaspésie. À l'heure de la mondialisation, les communautés rurales, marginalisées de par leur position géographique, ont plus que jamais besoin de reprendre du pouvoir sur leur développement. En adoptant une approche de type ethnographique, cette recherche vise à redonner la parole aux communautés qui habitent ces territoires marginalisés en s'intéressant à leur manière de s'approprier leur territoire et de percevoir sa dévitalisation. En redonnant une voix et en mettant en lumière les défis d'une communauté vivant dans une région rurale éloignée, ce mémoire est cohérent avec les principes du travail social et plus particulièrement de l'organisation communautaire. Tout en s'inscrivant dans une perspective d'économie sociale cette recherche nous amène à réfléchir au modèle de développement actuel et à ses impacts sur les régions rurales éloignées du Québec. Elle fait appel à l'engagement social et au pouvoir d'action des Hauts-Gaspésiens à trouver des solutions collectives aux problèmes qu'ils rencontrent sur leur territoire (Favreau et Fréchette 2003).

Cette étude a permis de constater que l'appropriation du territoire, précisément la manière dont les gens se représentent, maîtrisent et investissent le territoire, joue un rôle central dans la perception qu'ils ont de la dévitalisation de celui-ci. Si l'ensemble des personnes rencontrées constate qu'il y a une dévitalisation en Haute-Gaspésie, les gens n'ont pas tous la même façon d'envisager l'avenir de la région. Certaines personnes sont habitées par un pessimisme qui, nous l'avons vu, provient d'un historique de désappropriation. Pour eux, la région semble vouée à l'échec. D'autres sont venus s'installer dans une région qu'ils considèrent comme étant remplie d'opportunités et ils y arrivent avec une vision optimiste. Ainsi, cette étude a permis de mieux comprendre les enjeux et les rapports sociaux qui existent sur le territoire haut-gaspésien. Deux façons de se représenter et de s'approprier la Haute-Gaspésie donnent lieu à un clivage important dans la population. Nous

comprenons mieux que ces deux populations ne perçoivent pas la dévitalisation tout à fait de la même manière, d'abord parce que leurs statuts socio-économiques font en sorte qu'ils n'en vivent pas les mêmes impacts, mais également parce qu'ils n'ont pas le même historique, donc pas la même manière d'envisager l'avenir de la région ni comment ils pourront changer les choses. Ce résultat ne nous surprend pas tellement. Nous sommes davantage surprise de la place occupée dans ce mémoire par le clivage populationnel en Haute-Gaspésie. Nous savions que ce clivage existait, cependant nous ne pensions pas qu'il serait au cœur des résultats ni qu'il deviendrait aussi central à la recherche. Cela dit, nous voyons avec le recul, à quel point le clivage entre natifs et néo-ruraux a été essentiel pour saisir plus concrètement les liens entre les concepts d'appropriation, de territoire et de dévitalisation.

Nous souhaitons prendre position en postulant que la revitalisation de la Haute-Gaspésie implique un travail de co-construction du territoire et de réappropriation matérielle, symbolique et politique de celui-ci. L'avenir de la Haute-Gaspésie passe, à notre avis, par la mobilisation des ressources des deux populations qui habitent le territoire : les natifs et néo-ruraux. Cela implique d'user de la connaissance académique, d'ordre naturaliste ou environnementaliste des néo-ruraux ainsi que de la connaissance historique et « terrain » des natifs. Il est primordial que ces deux populations rassemblent leurs forces et leur pouvoir d'action afin qu'ils puissent mieux se réapproprier le territoire. De plus, comme l'ont mentionné plusieurs sujets, il est tout aussi important que les leaders provinciaux se préoccupent du sort de la région gaspésienne, qu'ils s'engagent à la remettre en valeur et à participer collectivement à la recherche de solutions. Ceci dit, avant d'entrevoir les solutions, nous considérons qu'il est important de reconnaître la communauté haute-gaspésienne. Cela implique une réflexion sociale sur les inégalités existantes entre les régions rurales et les villes au Québec. Il importe de redonner une valeur aux régions rurales, de prendre en compte leur histoire, leurs enjeux réels et surtout *leur* définition des besoins qu'ils ont. Pour cela, il faut peut-être de permettre au pessimisme d'exister, d'accepter qu'il a sa place et qu'il est justifiable. Parce c'est cela que de reconnaître une communauté et lui accorder de la valeur. Enfin, ce n'est plus un secret, le territoire gaspésien, tout comme la majorité des régions rurales éloignées, est encore aujourd'hui stigmatisé et oublié. Mais une fois cette stigmatisation reconnue publiquement, une fois le pessimisme des gens accueilli, c'est peut-être à ce moment-là qu'on pourra, du moins temporairement, mettre la souffrance d'une communauté de côté, passer à l'action puis regarder vers l'avenir avec un brin d'optimisme.

En terminant, soulignons l'importance du processus de maîtrise dans notre parcours professionnel et personnel. Cette démarche de recherche nous a permis d'enrichir notre pratique d'intervention en nous rapprochant de ce qu'est réellement le travail social. En s'éloignant temporairement de l'intervention individuelle en situation de crise pour mieux plonger dans la vie quotidienne de la Haute-Gaspésie, ce travail nous a poussée à élargir notre perspective des problèmes sociaux. Il a fallu, plus que jamais, considérer le contexte social, économique et politique dans lequel se retrouvent les gens. Puis il nous a fallu définir le problème en tenant compte de l'historique collectif, des rapports sociaux et de l'identité de la communauté. Pourtant, c'est un exercice qui ne s'applique pas qu'à la recherche. Avec le recul, nous comprenons que toute intervention en travail social implique la prise en compte de l'individu dans son contexte. Cette démarche de recherche nous a permis d'en prendre davantage conscience et de nous enrichir comme intervenante et comme future travailleuse sociale. Sur une note personnelle, ce travail nous a confirmé notre insatiable curiosité pour tout ce qui concerne l'être humain dans son environnement. Il nous a permis d'approfondir notre compréhension de l'appartenance sociale et géographique. À présent, nous saisissons mieux le rôle que joue l'espace dans la construction de l'identité. Si cela contribue à nous faire grandir comme professionnelle, cela nous permet également de réfléchir à nos propres appartenances sociales et géographiques, à notre propre identité puis à notre rapport à l'espace qu'on habite. Dans un monde où l'individu prend toute la place, où les liens sociaux tendent à s'effriter et où les frontières s'élargissent, ces questionnements s'avèrent d'autant plus essentiels puisqu'ils font appel à ce qu'il y a de plus profond en nous, à ce qui nous rattache les uns avec les autres dans l'espace qu'on choisit (ou non) d'habiter. Enfin, si cette réflexion tend à avoir plus de place lorsqu'elle est abordée à l'échelle internationale, notamment dans les questions d'ordre interculturel, nous considérons qu'il est tout aussi important pour la survie de nos régions, de l'aborder à l'échelle locale avec les personnes concernées.

APPENDICE A

DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE DU PRÉ-TERRAIN

C'est du 10 au 17 octobre 2011 que s'est déroulé le pré-terrain en Haute-Gaspésie. Les pages qui suivent expliqueront davantage cette démarche en précisant les objectifs visés et les procédures qui ont menées à sa réalisation.

Les objectifs du pré-terrain

L'objectif principal du pré-terrain était de faire une première immersion dans la région haute-gaspésienne afin de recueillir des informations qui nous aideraient à retravailler le projet de mémoire mais aussi à préparer le terrain d'avril 2012. Nous cherchions donc à établir un premier contact avec les gens, à se faire connaître et à mener au moins trois entrevues avec des informateurs-clés. À travers les rencontres avec les informateurs-clés, nous voulions vérifier certaines hypothèses de recherche, notamment par rapport à la dévitalisation de la Haute-Gaspésie et questionner les gens sur leur perception de la région. Cela nous permettrait de préparer plus rigoureusement le terrain principal, soit les entrevues avec la population locale. De cette manière, le pré-terrain nous amènerait à retravailler le canvas d'entrevue pour permettre un questionnement plus précis de ce que les gens apprécient et déprécient de leur région, de la manière dont ils se l'approprient puis de leur perception des défis et enjeux qu'ils y rencontrent.

En préparation du pré-terrain

En préparation de la démarche pré-terrain, nous avons contacté une organisatrice communautaire qui œuvre au sein du CSSS Haute-Gaspésie. Nous avons pris contact avec elle pour la première fois à l'hiver 2009 dans le cadre d'un travail à la propédeutique en travail social qui avait comme objectif d'interviewer une travailleuse sociale ou une organisatrice communautaire. À cette époque, l'organisatrice communautaire que nous avons rencontrée évoquait déjà certaines difficultés présentes en Haute-Gaspésie qui nous seraient confirmés plus tard, notamment en matière de pauvreté, de décroissance démographique et de taux de chômage élevé. Lorsque le temps est venu

de préparer le pré-terrain, soit à l'été 2011, nous avons repris contact avec cette organisatrice communautaire pour voir comment nous pourrions collaborer dans le cadre de notre projet de maîtrise. Nous avons convenu d'une rencontre en face à face pour discuter davantage du terrain et des possibles informateurs-clés qui seraient pertinents d'interviewer. Entre temps, un document synthèse du projet de recherche lui serait envoyé afin qu'elle prenne connaissance de nos objectifs de recherche et du profil-type des personnes à interviewer.

La rencontre en face à face avec cette organisatrice communautaire a eu lieu au mois d'août 2011 dans les locaux du CSSS Haute-Gaspésie. Cette rencontre s'est avérée des plus agréables et au-delà du professionnalisme et l'éthique qui s'y prêtaient, il régnait une atmosphère chaleureuse et informelle qui révélait l'humanisme de cette femme devant nous. À cet effet, nous reconnaissons aujourd'hui à quel point cette personne a joué un rôle prépondérant dans notre expérience de terrain en Haute-Gaspésie.

Les entrevues exploratoires

Les informateurs-clés que nous avons rencontrés ont pris part à un entretien individuel, semi-dirigé d'environ 1h durant lequel 4 grands thèmes ont été abordés: 1) Le lien au territoire, 2) la dévitalisation, 3) la revitalisation et 4) les suites du projet. Tout comme lors du terrain principal, les diverses méthodes de protection de l'anonymat et de confidentialité des données ont été respectées rigoureusement. Les entrevues ont été enregistrées et réutilisées lors de la transcription des verbatim.

Suite au pré-terrain : réflexions, modifications et préparation du terrain principal

Le pré-terrain nous a essentiellement permis retravailler le cadre théorique du projet de mémoire. Suite à notre retour du pré-terrain, nous avons procédé à un codage thématique. Il en est ressorti une série de thèmes dont 7 rubriques larges : 1) Identité haute-gaspésienne, 2) Caractéristiques régionales, 3) Rapport au territoire, 4) Dévitalisation en Haute-Gaspésie, 5) Modèle de développement, 6) Revitalisation en Haute-Gaspésie et 7) Rôle de l'État.

Le codage thématique et une brève analyse des données nous ont amené à réfléchir au lien qu'établissent les gens avec un territoire donné. Ces réflexions nous ont amené à introduire le concept d'appropriation dans le cadre théorique du projet de mémoire, permettant aussi de préciser davantage notre sujet de recherche. À présent, nous considérons important de bien comprendre comment les haut-gaspésiens s'approprient leur territoire avant de recueillir leur perception face à la dévitalisation. Le travail de Martin Simard (2000) nous a grandement guidé dans la compréhension du concept d'appropriation. Prenant appui sur ses travaux, nous avons utilisé les trois dimensions de l'appropriation, soit symbolique, matérielle et politique pour mesurer l'appropriation du territoire de la Haute-Gaspésie. Rappelons que ces dimensions ont été élaborées par le chercheur et géographe dans ses études sur l'appropriation du quartier St-Roch à Québec (Simard 2000) et du Vieux-Port de Chicoutimi (Simard, Fortin et Tremblay 2009). Tel que mentionné dans le cadre théorique, malgré que les études de Simard diffèrent en plusieurs points de la nôtre au sens où elles sont quantitatives et cherchent à mesurer l'appropriation d'un site très spécifique, elles ont permis d'approfondir le concept d'appropriation et d'user des trois dimensions comme indicateurs.

Suite à la démarche pré-terrain, nous avons travaillé le canvas d'entrevue pour le terrain principal (Appendice C, p.112) en le divisant selon 3 grands thèmes : 1) l'appropriation du territoire 2) la dévitalisation et 3) la réappropriation du territoire. Chaque thème comportant les trois dimensions de l'appropriation. Ainsi, en parlant d'appropriation du territoire, certaines questions recueilleraient l'appropriation matérielle, soit l'usage quotidien de l'espace, les lieux fréquentés, le travail. D'autres questions soulèveraient la dimension symbolique, comme les choses appréciées et moins appréciées de la région. Puis enfin, il y aurait la dimension politique soulevée par des questions sur l'engagement social et politique, la mobilisation et le lien avec les élus.

Peu de temps après la démarche pré-terrain, nous avons remis notre projet de mémoire revisité et celui-ci a été approuvé. Alors que notre sujet de recherche était plus précis et que le canvas d'entrevue était corrigé, nous pouvions enfin retourner en Haute-Gaspésie, 6 mois plus tard, pour mener le terrain principal.

En conclusion, le pré-terrain nous a permis de mieux cerner les éléments-clés de la recherche. Celui-ci a permis de faire une première immersion en Haute-Gaspésie et de recueillir des informations relatives aux défis et enjeux régionaux, au rapport au territoire et aux solutions envisageables par les

informateurs-clés. Les entrevues menées en octobre 2011 ont soulevé des questionnements importants, notamment en ce qui concerne le rapport au territoire, le clivage qui semble y avoir entre natifs et néo-ruraux, les préjugés négatifs et positifs des participants quand à ces deux-populations et les raisons derrière l'exode des jeunes. De plus, le pré-terrain nous a permis de prendre un recul sur le projet de mémoire, de le retravailler puis de le peaufiner pour pouvoir identifier plus clairement notre question de recherche.

APPENDICE B

ENTREVUES AVEC INFORMATEURS-CLÉS, HAUTE-GASPÉSIE, OCTOBRE 2011

Objet de recherche : La perception de la dévitalisation rurale et des initiatives de développement d'une communauté dite dévitalisée : Étude de cas, La Haute-Gaspésie

Thème 1 : Lien au territoire

1. D'abord, j'aimerais vous entendre parler de votre lien à la Haute-Gaspésie (ou au village ou à la ville de votre choix).
2. Comment vous identifiez-vous? Gaspésien? Haut-Gaspésien? Québécois?

Thème 2 : La dévitalisation

1. Selon vous, est-ce que les Hauts-Gaspésiens considèrent qu'ils vivent dans un « milieu rural »?
2. Est-ce que le terme « dévitalisation » est utilisé dans la région ou y a-t-il un autre terme qui est plus utilisé pour parler du phénomène?
3. Comment se manifeste la dévitalisation en Haute-Gaspésie?
4. Comment expliquez-vous que la Haute-Gaspésie soit touchée par la dévitalisation?
5. À votre avis, comment les habitants de cette région perçoivent-ils la dévitalisation? Est-ce qu'ils en parlent?

Thème 3 : la revitalisation

- 1- À votre avis, quelles sont les initiatives présentes en Haute-Gaspésie qui témoignent d'une revitalisation ou d'un redéveloppement cette région?
- 2- Est-ce que ces initiatives donnent les résultats souhaités?
- 3- Croyez-vous au potentiel et au pouvoir d'action de votre communauté à relever les défis actuels?

Thème 4 : Les suites du projet :

1. En fonction de ce que nous avons discuté en entrevue, quelle est la prochaine étape, selon vous, de ce projet de recherche? Plus précisément, que devrais-je chercher à compter de maintenant?
2. Qui peut m'aider à trouver ces réponses? Où puis-je trouver ces réponses?

APPENDICE C

ENTREVUE AVEC PARTICIPANTS, HAUTE-GASPÉSIE, AVRIL 2012

- Remerciement de l'interviewé.
- Expliquer le sujet de recherche et l'objectif de l'entrevue d'aujourd'hui.
- Préciser l'utilisation de termes comme la dévitalisation, la ruralité, les habitants, la Haute-Gaspésie, la région.

Objet de recherche : L'appropriation du territoire haut-gaspésien et la perception de la dévitalisation rurale par ses habitants

Thème 1 : Appropriation du territoire : Symbolique, matérielle, politique

1. D'abord, j'aimerais vous entendre parler un peu de vous.

- Votre histoire dans cette région, histoire familiale
- Choses appréciées de cette région
- Choses non appréciées de cette région
- Lieux fréquentés
- Raisons pour lesquelles vous habitez ici
- Lien avec la nature
- Activités
- Travail

2. En ce qui concerne les décisions qui se prennent dans cette région, avez-vous l'impression que votre opinion est prise en considération?

- Engagement social, politique
- Mobilisation
- Lien avec les élus

Thème 2 : La dévitalisation : symbolique, matérielle, politique

3. Depuis que vous habitez ici, quels sont les plus gros changements que vous avez remarqués dans la région?

- Changements physiques
- Changements chez les gens
- Changements politiques

4. Pouvez-vous me parler des difficultés que vous voyez en Haute-Gaspésie?

- Les plus gros défis?
- Les périodes de crise
- Ce qui affecte le plus la population

5. Quels sont les impacts de ces changements et défis?

- Perception
- Environnement
- Impacts sociaux, économiques, politiques

Thème 3 : La réappropriation du territoire: symbolique, matérielle, politique

6. Trouvez-vous qu'il y a des initiatives intéressantes dans la région actuellement? Si oui, lesquelles?

Sinon, pourquoi croyez-vous qu'il n'y en a pas?

7. Selon vous, que doit-il se passer pour que la situation de la Haute-Gaspésie s'améliore? Quelles sont vos suggestions?

- Moyens préconisés : où, quand, comment?
- Qui doit participer à cette amélioration?

8. En lien avec ce que nous avons discuté, y a-t-il autre chose que vous voudriez ajouter?

Fin de l'entrevue

- Remerciements
- Questions, commentaires?
- Suites du projet

APPENDICE D



FORMULAIRE D'INFORMATION ET DE CONSENTEMENT

Entrevues octobre 2011

« La perception de la dévitalisation rurale et des initiatives de développement selon une communauté vivant sur un territoire dit *dévitalisé*. Étude de cas : La Haute-Gaspésie »

IDENTIFICATION

Responsable du projet : Stéphanie Ahern

Département de travail social, Université du Québec à Montréal (UQAM).

Adresse postale : 7971 rue Ste-Claire, Montréal, QC, H1L 1W6

Adresse courriel : ahern.stephanie@courrier.uqam.ca

Directeur de recherche : Jean-François René

BUT GÉNÉRAL DU PROJET

Vous êtes invité à prendre part à ce projet visant à documenter la perception qu'ont les Haut-Gaspésiens à la fois de la dévitalisation rurale et des initiatives de développement communautaire déployées sur leur territoire. Les deux grands objectifs de la recherche consistent à saisir le sens qu'a le phénomène de dévitalisation pour une population qui en fait l'expérience directe. Deuxièmement, nous désirons documenter la perception des Hauts-Gaspésiens quant aux initiatives de revitalisation menées dans leur région d'appartenance en questionnant les effets perçus de ces initiatives sur les liens communautaires, le sentiment d'appartenance et le développement.

Ce projet de recherche est mené par une étudiante/chercheuse dans le cadre du programme de maîtrise en travail social de l'UQAM.

PROCÉDURE (S)

Votre participation consiste à donner une entrevue individuelle au cours de laquelle il vous sera demandé de décrire, entre autres choses, votre expérience en tant qu'habitant d'une région dite *dévitalisée*. Il vous sera également demandé de parler des initiatives de revitalisation menées dans votre région et des divers effets perçus de ces initiatives. Cette entrevue sera enregistrée sur cassette audio avec votre permission et prendra environ 1 heure de votre temps. La transcription sur support informatique qui en suivra ne permettra pas de vous identifier

AVANTAGES et RISQUES

Votre participation contribuera à l'avancement des connaissances par une meilleure compréhension de la perception et de l'expérience des habitants vivant sur un territoire *dévitalisé*. Il n'y a pas de risque d'inconfort important associé à votre participation à cette rencontre. Vous devez cependant prendre conscience que certaines questions pourraient raviver des émotions désagréables liées à l'histoire difficile de votre communauté. Vous demeurez libre de ne pas répondre à une question que vous estimez embarrassante sans avoir à vous justifier. Une ressource d'aide appropriée pourra vous être proposée si vous souhaitez discuter de votre situation. Il est de la responsabilité de l'interviewer de suspendre ou de mettre fin à l'entrevue s'il estime que votre bien-être est menacé.

CONFIDENTIALITÉ

Il est entendu que les renseignements recueillis lors de l'entrevue sont confidentiels et que seule la chercheuse aura accès à votre enregistrement et au contenu de sa transcription. Le matériel de recherche (cassette audio et transcription) ainsi que votre formulaire de consentement seront conservés en lieu sûr pour la durée totale du projet. Les cassettes ainsi que les formulaires de consentement seront détruits 2 ans après les dernières publications.

PARTICIPATION VOLONTAIRE

Votre participation à ce projet est volontaire. Cela signifie que vous acceptez de participer au projet sans aucune contrainte ou pression extérieure, et que par ailleurs vous êtes libre de mettre fin à votre participation en tout temps au cours de cette recherche. Dans ce cas les renseignements vous concernant seront détruits. Votre accord à participer implique également que vous acceptez que la chercheuse puisse utiliser aux fins de la présente recherche (articles, conférences et communications scientifiques) les renseignements recueillis à la condition qu'aucune information permettant de vous identifier ne soit divulguée publiquement à moins d'un consentement explicite de votre part.

COMPENSATION FINANCIÈRE

Une compensation pour les frais de garde d'enfants ou de taxi peut vous être offerte au besoin en guise d'appréciation pour votre contribution au projet.

DES QUESTIONS SUR LE PROJET OU SUR VOS DROITS?

Vous pouvez contacter la responsable du projet, Stéphanie Ahern au numéro (514) 523-4213 pour des questions additionnelles sur le projet ou sur vos droits en tant que participant de recherche. Le Comité institutionnel d'éthique de la recherche avec des êtres humains de l'UQAM n'a pas encore approuvé le projet de recherche auquel vous allez participer. Pour des informations concernant les

responsabilités de l'équipe de recherche sur le plan de l'éthique de la recherche ou pour formuler une plainte ou des commentaires, vous pouvez contacter le Président du Comité institutionnel d'éthique de la recherche, Marc Bélanger, au numéro (514) 987-3000 # 5021. Il peut être également joint au secrétariat du Comité au numéro (514) 987-3000 # 7753.

REMERCIEMENTS

Votre collaboration est essentielle à la réalisation de notre projet et nous tenons à vous en remercier. Si vous souhaitez obtenir un résumé écrit des principaux résultats de cette recherche, veuillez ajouter vos coordonnées ci-dessous.

SIGNATURES

Je, _____, reconnais avoir lu le présent formulaire de consentement et consens volontairement à participer à ce projet de recherche. Je reconnais aussi que l'interviewer a répondu à mes questions de manière satisfaisante et que j'ai disposé suffisamment de temps pour réfléchir à ma décision de participer. Je comprends que ma participation à cette recherche est totalement volontaire et que je peux y mettre fin en tout temps, sans pénalité d'aucune forme, ni justification à donner. Il me suffit d'en informer la responsable du projet.

Signature du participant : _____

Date : ____/____/____

Nom (lettres moulées) et coordonnées : _____

Signature du responsable du projet ou de son, sa délégué(e) :

Date : ____/____/____

Veillez conserver le premier exemplaire de ce formulaire de consentement pour communication éventuelle avec la chercheuse et remettre le second à l'interviewé.

APPENDICE E



FORMULAIRE D'INFORMATION ET DE CONSENTEMENT

Entrevues avril 2012

« L'appropriation du territoire et la perception de la dévitalisation selon les habitants d'un territoire dit dévitalisé. Étude de cas : La Haute-Gaspésie »

IDENTIFICATION

Responsable du projet : Stéphanie Ahern

Département de travail social, Université du Québec à Montréal (UQAM).

Adresse postale : 7971 rue Ste-Claire, Montréal, QC, H1L 1W6

Adresse courriel : ahern.stephanie@courrier.uqam.ca

Directeur de recherche : Jean-François René

BUT GÉNÉRAL DU PROJET

Vous êtes invité à prendre part à mon projet de maîtrise visant à **documenter la manière dont les habitants de la Haute-Gaspésie s'approprient leur territoire et comment ils perçoivent les enjeux et défis de leur région.** Les deux grands objectifs de la recherche consistent à **mieux comprendre la manière dont les Hauts-Gaspésiens s'approprient leur territoire**, plus spécifiquement comment ils se représentent ce territoire, comment ils l'investissent et quel rapport ils entretiennent avec celui-ci au quotidien. Une meilleure connaissance de l'appropriation du territoire haut-gaspésien nous permettra ensuite d'atteindre notre deuxième objectif, soit de **documenter la perception des Hauts-Gaspésiens par rapport aux défis et enjeux de leur région.**

Je mène ce projet de recherche dans le cadre de mes études au programme de maîtrise en travail social de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

PROCÉDURE (S)

Votre participation consiste à donner une **entrevue individuelle d'environ 1 heure** au cours de laquelle je vous demanderai de décrire, entre autres choses, **votre expérience en tant qu'habitant de la Haute-Gaspésie.** Des questions plus précises portant sur **la manière dont vous voyez votre région, les défis que vous rencontrez à y habiter, les changements qu'il y a**

eu dans votre région, ainsi que des questions sur vos **occupations** et votre **réseau social** vous seront posées lors de l'entrevue. Il n'y a pas de « bonne » ou de « mauvaise » réponse, l'objectif étant simplement de recueillir votre perception des choses, votre expérience de vie en tant qu'habitant de la Haute-Gaspésie. **Avec votre permission, cette entrevue sera enregistrée sur cassette audio.** La transcription sur support informatique qui en suivra ne permettra pas de vous identifier.

AVANTAGES et RISQUES

Il n'y a pas de risque d'inconfort important associé à votre participation à cette rencontre. Vous devez cependant savoir que certaines questions pourraient raviver des émotions désagréables liées à l'histoire difficile de votre communauté. Vous demeurez libre de ne pas répondre à une question que vous estimez embarrassante sans avoir à vous justifier. Une ressource d'aide appropriée pourra vous être proposée si vous souhaitez discuter de votre situation. Il est de ma responsabilité, en tant qu'interviewer, de suspendre ou de mettre fin à l'entrevue si j'estime que votre bien-être est menacé.

CONFIDENTIALITÉ

Il est entendu que **les renseignements recueillis lors de l'entrevue sont confidentiels et que seule la chercheuse (moi, Stéphanie Ahern) aura accès à votre enregistrement et au contenu de sa transcription.** Le matériel de recherche (cassette audio et transcription) ainsi que votre formulaire de consentement seront conservés en lieu sûr pour la durée totale du projet. Les cassettes ainsi que les formulaires de consentement seront détruits 2 ans après les dernières publications.

PARTICIPATION VOLONTAIRE

Votre participation à ce projet est **volontaire**. Cela signifie que vous acceptez de participer au projet sans aucune contrainte ou pression extérieure, et que par ailleurs vous êtes libre de mettre fin à votre participation en tout temps au cours de cette recherche. Dans ce cas les renseignements vous concernant seront détruits. Votre accord à participer implique également que vous acceptez que la chercheuse puisse utiliser aux fins de la présente recherche (articles, conférences et communications scientifiques) les renseignements recueillis à la condition qu'aucune information permettant de vous identifier ne soit divulguée publiquement à moins d'un consentement explicite de votre part.

DES QUESTIONS SUR LE PROJET OU SUR VOS DROITS?

Vous pouvez contacter la responsable du projet, **Stéphanie Ahern** au numéro (514) 523-4213 ou à l'adresse courriel suivante ahern.stephanie@courrier.uqam.ca pour des questions additionnelles sur le projet ou sur vos droits en tant que participant de recherche. Le Comité institutionnel d'éthique de la recherche avec des êtres humains de l'UQAM a approuvé le projet de recherche auquel vous allez participer. Pour des informations concernant les responsabilités de l'équipe de recherche sur le plan de l'éthique de la recherche ou pour formuler une plainte ou des commentaires, vous pouvez contacter le Président du Comité institutionnel d'éthique de la recherche, Marc Bélanger, au numéro (514) 987-3000 # 5021. Il peut être également joint au secrétariat du Comité au numéro (514) 987-3000 # 7753

REMERCIEMENTS

Votre collaboration est essentielle à la réalisation de ce projet et je tiens à vous en remercier. Si vous souhaitez obtenir un résumé écrit des principaux résultats de cette recherche, veuillez ajouter vos coordonnées ci-dessous.

Nom (lettres moulées) et coordonnées : _____

SIGNATURES

Je, _____, reconnais avoir lu le présent formulaire de consentement et consens volontairement à participer à ce projet de recherche. Je reconnais aussi que l'interviewer a répondu à mes questions de manière satisfaisante et que j'ai disposé suffisamment de temps pour réfléchir à ma décision de participer. Je comprends que ma participation à cette recherche est totalement volontaire et que je peux y mettre fin en tout temps, sans pénalité d'aucune forme, ni justification à donner. Il me suffit d'en informer la responsable du projet.

Signature du participant : _____

Date : ____/____/____

Signature du responsable du projet ou de son, sa délégué(e) :

Date : ____/____/____

Veillez conserver le premier exemplaire de ce formulaire de consentement pour communication éventuelle avec la chercheuse et remettre le second à l'interviewé.

BIBLIOGRAPHIE

Monographies et ouvrages collectifs

- Bertin, Georges et al. (2003). *Développement social et intervention sociale*, l'Harmattan, Paris, 312 p.
- Brunet, R., R. Ferras et H. Théry. (1992). *Les Mots de la géographie, dictionnaire critique*. Montpellier-Paris : RECLUS — La Documentation Française, 520 p. (3e édition).
- Bourque, Denis, Y. Comeau, L. Favreau et L. Fréchette. (2007). *L'organisation communautaire, fondements, approches et champs de pratique*, Presses de l'Université du Québec, 534 p.
- Boutin, Gérald. (2000). *L'entretien de recherche qualitatif*. Sainte-Foy, QC : PUQ, 184 p
- Chauvin, S et N. Jounin. (2010). « L'observation directe » dans S. Paugam (dir.), *L'enquête sociologique*, Paris, PUF, pp. 143-165.
- Desjardins, Marc et Jules Frénette. (1999). *Histoire de la Gaspésie*. Institut québécois de recherche sur la culture. Les Presses de l'université Laval. 795 p.
- Di Méo, G. (1998). *Géographie sociale et territoires*, coll. Fac, Éditions Nathan, Paris, 317p.
- Di Méo, G. (1991). *L'homme, la société, l'espace*, Éditions Economica, Paris, 319 p.
- Jean, Bruno. (1997). *Territoires d'avenir : Pour une sociologie de la ruralité*, Presses de l'Université du Québec, 340p.
- Lacoste, Y. (2003). *De la géopolitique aux paysages : dictionnaire de la géographie*, Éditions Armand Colin, Paris, 413 p.
- Le Bart, C. (2008). « Introduction : De l'individu à l'individualisation » dans *L'individualisation*, Sciences Po, Les Presses, Paris, p. 10-26
- Leblanc, P., Gauthier, M., Mercier, D-H. et al. (2002). *La migration des jeunes de milieu rural*, Groupe de recherche sur la migration des jeunes, Institut national de la recherche scientifique Urbanisation, Culture et Société
- Lefrançois, R. (1992). « Les finalités et les objectifs de recherche » dans *Stratégies de recherche en sciences sociales*, Montréal : PUM, 358p.
- Lévy, J., et M. Lusseau. (2003). *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Éditions Belin, Paris, 1033 p.

Paillé, P., et A. Muchielli. (2008). « L'analyse thématique » dans *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. Paris : Armand Colin, 211 p (Chapitre 9, pp 161-212).

Paillé, P., et A. Muchielli. (2003). « L'être essentiel de l'analyse qualitative », dans *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. Paris : Armand Colin, 211 p. (Chapitre 1, pp. 5-21)

Segaud, M., J. Brun et J-C Driant. (2002). *Dictionnaire de l'habitat et du logement*. Éditions Armand Colin, Paris, 451p.

Solidarité rurale du Québec. (2006). Pour une décentralisation démocratique : Ouvrage collectif et plaidoyer de Solidarité rurale du Québec, Les Presses de l'Université Laval, 219 p.

Vachon, B. (1991). *Le Québec rural dans tous ses états*. Éditions Boréal, 311 p.

Vachon, B. (1994). *Le développement local, théorie et pratique : Réintroduire l'humain dans la logique de développement*. Boucherville, Gaëtan Morin Éditeur, 331 p.

Waldvogel, C. (2006). « Les trois grands modes d'appropriation de l'espace rural dans le champ associatif et leur implication militante » dans *Les Mondes ruraux à l'épreuve des sciences sociales*, Colloque international, Dijon, 17-19 mai, p 363-372

Articles

Anadòn, Marta. (2006). « La recherche dite qualitative : de la dynamique de son évolution aux acquis indéniables et aux questionnements présents », *Recherche qualitative*, vol. 26, no 1, pages 5-31.

Bourgeault, Guy. (2003). « L'intervention sociale comme entreprise de normalisation et de moralisation : peut-il en être autrement? À quelles conditions? » *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 16 num.2, 2003, p. 95-105.

Caillouette, J. (2009). « Appartenance, identité et territoire vécu : des notions centrales au développement des communautés », *Développement social*, Vol. 1, no 3, mars, p. 9

Des Lauriers, Jean. (2004). « Sauver l'école...et le village », *Continuité*, numéro 102, p.43-45

Dionne, Hugues. (1989). « Développement autonome du territoire local et planification décentralisée », *Revue canadienne des sciences régionales*, vol. 12, no 1 (printemps), p. 61-73.

Favreau, L. et L. Fréchette. (2003). « Le développement social des communautés : le défi des nouvelles générations de travailleurs sociaux » *Cahier du Cérés: série Recherche*, no.23, p. 2-35

Gagnon, C., Simard, J., Tellier, L., et Gagnon, S. (2008). « Développement territorial viable, capital social et capital environnemental : quels liens ? » *Vertigo*, Vol 8 No. 2 Octobre

Gagnon, C., Gagnon, S., Tellier, L-N., D'Almeida, K., et Fortin, M-J. (2006). « Territoires et communautés rurales : une complémentarité de méthodes pour l'étude du développement territorial viable de MRC québécoises », *Recherches Sociographiques*, Volume 47, numéro 3, septembre-décembre, p. 597-612

Gumuchian, H. (1991). « Territorialités, partenariat et autre développement : les espaces à faible densité en situation périphérique ». *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 35, numéro 95, p 333-347

Jean, B. (1993). « Terre, territoire, territorialité : les agriculteurs et leur attachement au territoire », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 37, n° 101, 1993, p. 291-307,

Julien, P-A (1997). « Le développement régional, comment multiplier les Beauce au Québec? » *Cahiers de géographie du Québec*, Volume 43, numéro 118, 1999, p. 158-160

Monnet, Jérôme (1998). « La symbolique des lieux : pour une géographie des relations entre espace, pouvoir et identité », *Cybergeo : European Journal of Geography*, article 56, 29p

Morsel, J., (2005). « Appropriation communautaire du territoire, ou appropriation territoriale de la communauté ? », *Hypothèses* 1/2005, p. 89-104.

Roy, L., Paquette, S. et Domon, G. (2005). « La campagne des néoruraux : motifs de migration, territoires valorisés et usages de l'espace domestique », *Recherches sociographiques*, XLVI : 35-65

Parazelli, Michel, (1995). « L'espace dans la formation d'un potentiel de socialisation chez les jeunes de la rue : assises théoriques », *Cahiers de la géographie*, vol. 39, numéro 107, p. 287-308

Simard, M. (2000). « Développement local et identifié communautaire : l'exemple du quartier Saint-Roch à Québec », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 44, n° 122, 2000, p. 167-188.

Simard, M. (2006). « Des années de croissance au temps des incertitudes : les petites localités québécoises au XXe siècle » *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 50, n° 141, p. 421-432.

Simard, M. M-J Fortin et M-H Tremblay, (2009). « L'appropriation de sites et paysages urbains requalifiés. Regards sur le Vieux-Port de Chicoutimi » *Environnement Urbain*, vol. 3, p.b-1-b-19.

Stock, M. (2005). « Les sociétés à individus mobiles : vers un nouveau mode d'habiter? », *EspacesTemps.net*, Textuel, 25-05-2005, <http://espacestemp.net/document1352.html>

Mémoires et thèses

Épenda, A. (2003). "Les milieux ruraux québécois en restructuration : diagnostic, facteurs tangibles et intangibles de dévitalisation rurale et perspectives de développement local approprié" Mémoire de maîtrise, UQAR, 387 p. A52-00-T3/5

Hudon, Marie-Claude. (2006). « Les bénéfiques issus du travail en économie sociale : Le point de vue des femmes, cheffes de famille monoparentale, qui sont en emploi au sein d'entreprises d'économie sociale en aide domestique (EÉSAD) de la Gaspésie » Mémoire de maîtrise, UQAM, 133 p.

Simard, M. (2003). « La fragilité de l'espace rural québécois, Le cas des petites localités du Bas-Saint-Laurent : enjeux et perspectives d'avenir ». Thèse de doctorat, Université du Québec à Rimouski.

Publications gouvernementales et rapports de recherche

Côté, J. (2007). *Le quotidien de la pauvreté et l'expérience de l'insécurité alimentaire en Gaspésie et aux Îles de la Madeleine : rapport de recherche*. Direction de la santé publique de la Gaspésie et des Îles de la Madeleine, p 1-121

Dubé, Nathalie et Claude Parent. (2007). *L'état de santé et de bien-être de la population de la Haute-Gaspésie. Évolution, situation actuelle, comparaison avec le Québec*. Directeur de santé publique Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, 104 p.

Longchamps, B, A. L. Grenade et M-A Lopera. (2008). *Les Municipalités dévitalisées; rapport économique*. Fédération Québécoise des municipalités, 42 p.

MRC de la Haute-Gaspésie. (2009). *Lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale : plan d'action triennal*, Comité de lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale, 12 p.

Québec, ministère des affaires municipales, des régions et de l'occupation du territoire. (2010). *Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées*, bilan de la première année de mise en œuvre, Les Publications du Québec.

Québec, ministère des affaires municipales, des régions et de l'occupation du territoire. (2010). *Des communautés à revitaliser, un défi collectif pour le Québec*, rapport du groupe de travail sur les communautés dévitalisées. Les Publications du Québec.

Périodiques et journaux

Caron, Régys. (2010). « La Haute-Gaspésie sur la pente descendante » *Le Journal de Québec*, (Québec). 7 février 2010.

Fortier, Dominique. (2012). « Rien ne va plus à La Martre » *Journal Le Riverain*, mercredi 4 avril 2012.

Fortier, Dominique. (2012). « Démission en bloc des conseillers de La Martre », *Journal Le Riverain*, mercredi 4 avril 2012.

Fournier, Johanne (2012). « Le torchon brûle à la Martre », *Graffiti*, mercredi 5 avril 2012.

Documents sur le web

Clerc, P. (2004) .« Lieu », revue *Hypergé*o, <http://www.hypergeo.eu/spip.php?article214>, (page consultée le 12 novembre 2010)

Gagné, G (2013). « Approche territoriale intégrée » <http://www.hautegaspesie.com/developpement-social/projet-ati.htm> (page consultée le 20 janvier 2013)

L'observatoire en économie sociale, en développement régional en organisation communautaire et en développement social <<http://www4.uqo.ca/observer/DevLocal/DevLocal.htm>>, (page consultée le 20-11-2011)

CSSS Haute-Gaspésie, en ligne <<http://www.cssshautegaspesie.qc.ca/index.html>>, (page consultée le 28-11-2011)

MRC de la Haute-Gaspésie, en ligne <http://www.hautegaspesie.com> , (page consultée le 28-11-2011)

Hypergéo, « Le territoire selon Guy Di Méo », *Hypergeo*, en ligne < <http://www.hypergeo.eu/>>, (page consultée le 29-09-2011)

Hypergéo, « Le territoire selon Maryvonne LeBerre », *Hypergeo*, en ligne < <http://www.hypergeo.eu/>>, (page consultée le 17-01-2012)

Réseau québécois villes et villages en santé
< <http://www.rqvvs.qc.ca>> (page consultée le 22-01-2013)